



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

**UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA
FACULTE DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
DEPARTEMENT DES SCIENCES SOCIALES**

Thème

**Enquête sociologique sur le chômage des jeunes diplômés
universitaires dans la wilaya de Béjaïa.**

Etude pratique : ANEM Béjaïa

MEMOIRE DE MASTER

En vue de l'obtention d'un diplôme de Master en sociologie

Option : Sociologie de l'organisation et du Travail

Réalisé par :

Mr OUDJEDOUB Arezki.

Mr OUAR Lamine.

Encadré par :

Dr. FARADJI M.Akli.

Devant le jury composé de :

Dr. AMEUR Smail.

Dr. HADERBACHE Bachir.

Promotion : 2019-2020

Remerciement

Avant tout nous remercions ALLAH qui nous a donné la volonté et surtout le courage de pouvoir faire ce travail.

✓ *Nous remercions principalement notre promoteur FARADJI M.Akli. Qui a été toujours présent à nos côtés pour nous aider et nous guider, ses conseils et ses critiques nous ont permis d'enrichir nos connaissances acquises et aussi de les développer.*

✓ *Nous remercions tous le personnel de l'Antenne de Wilaya de l'emploi de Bejaia (ANEM*

✓ *Nous remercions aussi tout particulièrement les membres de jury qui ont accepté d'évaluer notre travail.*

✓ *Nous remercions à tous les enseignants de la faculté sciences humaines et sociales, plus particulièrement le département sciences sociales, qu'ils trouvent ici l'expression de nos salutations les plus distinguées et de notre respect le plus profond.*

Dédicace

Je dédie ce modeste travail A :

- *Mes très chers parents qui m'ont toujours entouré d'amour, de patience et de soutien et qui ne cessent de se sacrifier pour moi.*
- *A mon cher frère : Hamza.*
- *A mes deux chères sœurs : Wahiba, Mounira et son mari.*
- *A toute ma famille et mes amis.*
- *A tous les enseignantes qui m'ont enseigné durant tout mon parcours universitaire. A tous les enseignants du la faculté sciences humaines et sociales, particulièrement les enseignants du département sciences sociales.*
- *A mon binôme Lamine et sa famille.*

Arezki OUDJEDOUB

Dédicace

Je dédie ce modeste travail A :

- ✓ *Mes chère parents qui mont toujours soutenus durant toute ma vie que dieu les gardes pour moi*
- ✓ *mes frères et sœurs*
- ✓ *Mon cousin Djamel OUAR*
- ✓ *Mon cousin Nassim OUAR*
- ✓ *Mes cousins houcin et abd el hadi*
- ✓ *Mon cousin Mezian LAROUI*
- ✓ *Mon binôme Arezki OUDJEDOUB*
- ✓ *Mon cher ami Nassim TIAB*
- ✓ *Mon cher aimé Hakim KRIM et sa famille ; son fils Idris*
- ✓ *Halim BOUSSOUFA ; Khaled KHERZI ; Adel ABDELKAOUI ; Faycel YAHIAOUI ; MOUDOUB Omar ; Samir ;AZDIN ; Ryad BRAHMI ; Zahir KRIM ; Fawzi ZAIDI ; Mokhtar ZAUCHE, Lyes BOUGHTAYA, Smay DERRADJI, Yacine MESSOUDEN.*
- ✓ *Les Agents de la banque de prête sociologie.*
- ✓ *Notre coach Atman ASLOUN ainsi que tous les adhérents et l'adhérent esprit sportif et planète muscle.*

OUAR Lamine

Le sommaire

Remerciement

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Introduction

CADRE METHODOLOGIQUE

Chapitre I : le cadre méthodologique

Préambule

1. Les raisons et les objectifs de choix du thème	15
2. La problématique de recherche	16
3. Les hypothèses	18
4. Définition des concepts	19
5. La réalisation de l'étude	22
6. La méthode et la technique	22
7. Les difficultés rencontrées.....	24

PREMIERE PARTIE

CADRE THEORIQUE

Chapitre I : généralité sur le chômage

Préambule

1. Le chômage, définitions et mesure	26
2. La genèse du chômage	29
3. Les explications de chômage	30
4. Les différents types de chômage	34
5. Les causes du chômage	36
6. Les effets du chômage sur le chômeur	40

Chapitre II : Le chômage en Algérie

L'évolution de chômage en Algérie, caractéristique et effet

Préambule

1. Evolution de chômage en Algérie.....	45
---	----

2. Les causes de chômage en Algérie	49
3. Les caractéristiques de chômage en Algérie.....	52
4. Les effets de chômage	58

Chapitre III

Le marché du travail en Algérie

Préambule

1. Généralités sur le marché de travail	61
2. Les caractéristiques de marché de travail	62
3. L'évolution du marché du travail	64
4. La problématique du chômage des diplômés en Algérie	66
5. Les principaux facteurs du changement du marché du travail	67
6. Les dispositifs de lutte contre le chômage.....	72
6.1 Agence National de Soutien d'Emploi de Jeunes (ANSEJ)	72
6.2 Agence national de l'emploi (ANEM)	80
6.3 Agence nationale pour la gestion du microcrédit (ANGEM)	82
6.4 La direction de l'action sociale (DAS).....	86

DEUXIEME PARTIE

CADRE PRATIQUE

Chapitre IV : Présentation de l'organisme d'accueil, analyse des données et Vérification des hypothèses.

Préambule

1. Présentation de l'antenne de l'emploi de Béjaia	88
2. Les caractéristiques personnelles de la population étudiée	90
3. Analyse et interprétation des résultats	94
4. Synthèse des réponses	110

Conclusion

Liste bibliographique

Les annexes

▪ **Liste des abréviations**

A.D.S	Agence de Développement Social.
ANEM	Agence national de l'emploi.
ANGEM	Agence nationale pour la gestion du microcrédit.
A.N.P.E	Agence Nationale Pour l'Emploi.
A.N.S.E.J	Agence National de Soutien d'Emploi de Jeunes.
APSI	Agence de Promotion de Soutien de l'Investissement.
B.I.T	Bureau International du Travail.
CDI	contrat à durée indéterminée.
C.N.A.C	Caisse Nationale d'Assurance du Chômage.
C.P.E	Contrat Pré-Emploi.
D.A.S	La direction de l'action sociale.
D.I.P.J	Les dispositifs d'insertion professionnelle des jeunes.
MC	micro crédit
O.C.D.E	Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
O.N.S	Office national des statistiques.
P.A.S	Programme d'Ajustement structurel.
P.E.J	Programme d'Emploi de Jeunes.
P.I.D	Le programme des primes d'insertion des diplômés.
I.A.I.G	Dispositif indemnité pour l'activité d'intérêt général
CTA	Contrat de Travail Aidé

▪ **Liste des tableaux et des figures**

Tableaux	Signification	N° de page
Tableau n° 01	Evolution de chômage en Algérie entre 1966 et 1986	45
Tableau n° 02	Evolution de taux de chômage en Algérie entre 1987 et 1993	45
Tableau n° 03	l'évolution de taux de chômage en Algérie entre 1994 et 1998	46
Tableau n° 04	l'évolution de taux de chômage en Algérie entre 1999 et 2005	46
Tableau n° 05	l'Evolution de taux de chômage en Algérie entre 2005 et 2014	46
Tableau n° 06	L'évolution de taux du chômage au niveau national entre 2014 à 2018	48

Tableau n° 07	Taux de chômage par groupe d'âge (en %) entre 2014 à 2018	52
Tableau n° 08	Le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur par groupe de sexe	53
Tableau n° 09	Taux de chômage par groupe d'âge et sexe (en %)	53
Tableau n° 10	L'évolution de taux du chômage selon le niveau d'instruction	54
Tableau n° 11	Taux de chômage selon le niveau d'instruction, le diplôme obtenu et le sexe (en %). Pour l'année 2019.	56
Tableau n° 12	Evolution de taux du chômage chez les diplômés de l'enseignement supérieur par apport à la population active entre 2014 à 2018	56
Tableau n° 13	Projets financés par l'ANSEJ selon le niveau d'instruction	73
Tableau n° 14	Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2014	74
Tableau n° 15	Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2015	75
Tableau n° 16	Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2016	76
Tableau n° 17	Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2017	77
Tableau n° 18	Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2018	78
Tableau n° 19	Données Statistique du Marché de L'emploi de la wilaya de Bejaia 2014-2018	80
Tableau n° 20	Nombre de prêts octroyés selon le niveau d'instruction	83
Tableau n° 21	Nombre de prêts octroyés selon le sexe	83
Tableau n° 22	L'insertion des jeunes diplômés dans le cadre de la DAS	85
Tableau n° 23	Répartition de l'échantillon selon l'âge	89
Tableau n° 24	Répartition de l'échantillon selon le sexe	90
Tableau n° 25	Répartition de l'échantillon selon le niveau d'étude	90
Tableau n° 26	Répartition de l'échantillon selon la situation matrimoniale	91
Tableau n° 27	Répartition de l'échantillon selon la date d'obtention du dernier diplôme	91

Tableau n° 28	Répartition de l'échantillon selon les dispositifs d'emploi	92
Tableau n° 29	Répartition de l'échantillon selon les programmes de création d'activités	92
Tableau n° 30	Répartition de l'échantillon selon l'expérience professionnelle	93
Tableau n° 31	la répartition de la population enquêtée selon l'activité faite pour battre la routine engendrée par chômage	93
Tableau n° 32	la répartition de la population enquêtée selon la fréquentation de l'espace publique	94
Tableau n° 33	Représente les enquêtés qui partagent leur expérience du chômage avec leur entourage (famille, proches, amis), et ceux qui ne partagent pas.	95
Tableau n° 34	la répartition de la population enquêtée selon la satisfaction envers leur situation du chômage	95
Tableau n° 35	Représente ceux qui ont l'espoir de trouver un emploi chez la population enquêtée et ceux qui n'ont pas	96
Tableau n° 36	représente la vision de la population enquêtée envers leurs situations du chômage dans le futur proche	96
Tableau n° 37	représente la dépendance à la famille chez les jeunes diplômés universitaires en situation de chômage	97
Tableau n° 38	représente les raisons qui conduisent vers la situation de chômage selon la population enquêtée.	98
Tableau n° 39	représente la difficulté de l'épreuve de chômage selon la population enquêtée.	99
Tableau n° 40	représente la source de l'argent que la population de notre étude dépense.	100
Tableau n° 41	représente l'avis des jeunes diplômés chômeurs envers les difficultés financières durant la période de chômage	100
Tableau n° 42	représente le nombre d'enquêtés qui sont adhérents à une/des association(s).	101
Tableau n° 43	représente la nature de la relation entre les enquêtés et leurs membres de famille, leurs proches et leurs amis	101
Tableau n° 44	représente le regard inapproprié de la famille envers les jeunes	102

	diplômés chômeurs.	
Tableau n° 45	représente le regard inapproprié de la famille envers les jeunes diplômés chômeurs.	103
Tableau n° 46	représente le soutien de la famille de jeune diplômé universitaire chômeur.	104
Tableau n° 47	représente l'avis de la population enquêtée vis-à-vis la difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis leurs familles et leurs entourage	105
Tableau n° 48	Tableau représente les enquêtés qui lisent les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi.	106
Tableau n° 49	représente le nombre d'enquêtés qui font et qui ne font pas des demandes d'emploi aux entreprises.	106
Tableau n° 50	représente ceux qui ont essayés de créer un travail libéral	107
Tableau n° 51	représente ceux qui ont essayés de bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM)	107
Tableau n° 52	représente les stratégies que vous utilisez pour fuir de la situation du chômage	108
Tableau n° 53	représente le projet d'immigration chez la population de notre enquête	109

▪ **Liste des figures**

Figures	Signification	N° de page
Figure n° 01	La composition de la population totale	28
Figure n° 02	Le chômage et marché du travail	30
Figure n° 03	Evolution du taux du chômage par diplôme (2014-2018)	55

Introduction

Introduction

En Algérie, depuis le début des années quatre-vingt, l'Algérie, se trouve confrontée à une grave crise économique et sociale qui se traduit par l'incapacité de créer d'emplois, les licenciements collectifs des ouvriers, l'augmentation du taux des diplômés de l'enseignement supérieur et une chute du taux de croissance économique jamais connus jusque-là. Face à cette situation, l'état était dans l'obligation d'affronter cette réalité inquiétante en procédant à la création d'un ensemble de dispositifs d'insertion professionnelle (ANEM, DAS, CTA...etc.) et de lutte contre le chômage et de création d'activités (ANSEJ, ANGEM, CNAC, ANDI), concernant la création d'entreprises et d'emplois.

Malgré ces efforts, le chômage est en évolution continue notamment chez les jeunes et les femmes et les diplômés de l'enseignement supérieur sont les plus touchés par le chômage après l'effet de la récente chute des prix de pétrole qui a touché l'Algérie au courant de l'année 2014. Les diplômés semblent être un paradoxe. Malgré que sont moins importants par rapport à la population globale au chômage en Algérie mais il a induit des phénomènes sociaux particulièrement préjudiciables : la dévalorisation sociale des diplômés, la réussite sociale n'apparaissant plus nécessairement liée à la réussite scolaire et l'impulsion d'un fort courant d'émigration des jeunes diplômés vers l'étranger et le développement de secteur informel et à l'apparition de nouvelles formes d'emploi. L'accroissement du chômage des jeunes et dans la période récente surtout celui des jeunes diplômés, constitue un facteur de déstabilisation sociale...etc.

Les jeunes diplômés arrivent d'un nombre considérable chaque année sur le marché du travail ce qui a conduit à une augmentation importante du chômage de ces derniers. Certains travaux ont été menés dans le but de comprendre le fonctionnement du marché du travail algérien et la question de chômage (Musette mohamed Saib, Mouloud Med Meziani, Lassassi et Hammouda et d'autres) ont intéressés à cette question. Ces sociologues expliquent ce phénomène par l'inadéquation entre les formations universitaires et les besoins du marché du travail, l'effet de printemps arabe, les flux migratoires qui viennent de l'Afrique noire, la forte croissance de la population active résultant de la transition démographique et de l'accès croissant des femmes à l'emploi.

L'emploi a un rôle très important sur la réduction de la pauvreté, la satisfaction des besoins fondamentaux, l'intégration sociale et l'épanouissement individuel et d'un autre côté, le chômage a des effets économiques, sociaux et psychologiques sur les chômeurs, Pour le

jeune diplômé de l'enseignement supérieur qui se retrouve en situation de chômage, il s'agit avant tout d'une situation individuelle dans laquelle sa condition psychologique et son vécu quotidien seront affectés. Il est exposé à la pression sociale de se trouver du travail, pression qui provient principalement de ses parents et amis et son entourage. Cela introduit un déséquilibre dans les relations familiales et sociales ce qui peut entraîner plus tard, la diminution de l'estime de soi, l'isolement social et à l'exclusion sociale...etc.

Néanmoins, un vécu d'un jeune diplômé universitaire chômeur constitue ainsi l'intérêt d'être étudié, du fait que le jeune chômeur lui-même représente un terrain d'enquête. Il s'agit plutôt d'un travail sociologique ayant pour but de chercher à comprendre l'expérience que ces jeunes vivent durant la période de chômage par rapport à lui-même, à son entourage familiale et social, ainsi leurs démarches pour sortir dans cette situation.

Quant à la répartition des chapitres, notre résumé un total de 06 chapitres et chacun est :

Chapitre 1 : se porte sur le cadre méthodologique de la recherche dans lequel nous développerons les points suivants : la problématisation, définition des concepts et la démarche méthodologique.

Chapitre 2 : Nous étudions le chômage en général, ses différentes définitions et sa mesure, sa genèse, les approches théoriques qui ont traité le sujet, ses formes et ses effets.

Chapitre 3 : Le chômage en Algérie que nous allons présenter : le chômage en Algérie, son évolution, ses causes, les caractéristiques et les effets.

Chapitre 4 : Le marché du travail en Algérie, la définition, définition des concepts, l'évolution et les caractéristiques.

Chapitre 5 : Les dispositifs d'emplois et les programmes de création d'activité dans la wilaya de Béjaïa.

Chapitre 6 : Le cadre pratique, nous allons parler sur : la particularité de l'étude sur le terrain et l'analyse et l'interprétation des résultats.

C'est dans cette perspective que s'organise notre travail.

DEUXIEME PARTIE

Chapitre I

Cadre méthodologique de recherche

Préambule :

L'objectivité de la recherche scientifique en sciences sociales renvoie à la question du rapport entre le sujet (chercheur) et l'objet de recherche, et non exclusivement à la question de la neutralité du chercheur ou de son engagement. Dans cette recherche scientifique, on passe par la formulation d'une problématique théorique et pratique nécessitant d'explicitier les questions et les hypothèses sur lesquelles elle repose.

Ce chapitre se constitue dans le cadre méthodologique comme : les raisons du choix du thème et les objectifs de la recherche, exposer notre problématique ainsi que les hypothèses proposées. Ensuite en va définir les concepts clés, enfin en suggère la méthode et les techniques utilisées auprès de la population d'étude et les difficultés rencontrées durant la réalisation de notre recherche.

1- Les raisons du choix du thème :

Le choix de notre thème est lié à plusieurs raisons qui se résument comme suit :

- Le chômage est un thème majeure mérite que l'on s'intéresse, car être sans travail est un trait commun qui touche toutes les sociétés, mais qui est négligé par les politiques publiques.
- On observe également ces dernières années un autre fait grave : les diplômés qui peinent à trouver un emploi. Précisément l'insertion professionnelle des jeunes, est devenue de plus en plus préoccupante
- Acquérir de nouvelles connaissances sur la réalité des dispositifs d'insertion des jeunes.

2- Les objectifs de la recherche :

Chaque recherche scientifique consiste à préciser les buts à atteindre. Pour cela on peut résumer nos objectifs comme suit :

- Connaître l'effet du chômage sur la vie des jeunes diplômés du l'université.
- Confirmer ou infirmer si la situation du chômage chez les jeunes diplômés du l'université contribué à l'exclusion sociale.
- Connaître les perspectives et les choix futures des jeunes diplômés du l'université de Béjaia.

3- Problématique :

Le chômage est un obstacle de toutes les économies du monde, aucune société, quel que soit son niveau de développement économique, ne se trouve à l'abri de ce phénomène qui devient un thème majeur des discours politiques. Il est clair que le chômage est un phénomène mondial avec des degrés qui varient d'un pays à un autre.

Malgré que le chômage a une dimension économique mais ca n'empêche pas les sociologues de s'intéresser a la vie des chômeurs et a leur réaction a la privation d'emploi dans un contexte du chômage massif, ces recherches ne peuvent ce réduire à une ethnographie, attentive aux adaptations que les individus en chômage produisent dans leur vie quotidienne, mais aveugle aux effets en retour sur les significations du chômage et la place du chômeur dans une société profondément déséquilibrée par la pénurie d'emploi.

Selon Didier DEMAZIERE : « le chômage est considéré comme une composante structurelle, voire « naturelle », de la société contemporaine. Pourtant, loin d'être une donnée d'évidence, il est susceptible de définitions variées. Il est le produit d'une construction sociale qui convertit certaines situations de non-emploi en chômage, est en rejette d'autres en dehors de la catégorie de chômage. Le chômage est donc une manière de dire, de classer, de catégoriser certaines situations ». La forme sociale que nous appelons le chômage évolue et se transforme. Aussi le premier objet de la sociologie du chômage est-il d'analyser les processus de construction de cette position sur le marché du travail.¹

Le chômage ne se réduit donc pas à la privation d'emploi ou à une infériorité économique, il se définit sociologiquement comme l'infériorité sociale liée à la dévalorisation de la position de chômeur, et l'impuissance sociale des chômeurs eux-mêmes, confrontés au sentiment d'humiliation, rejetés dans l'isolement et réduits à la paralysie collective.²

L'évolution récente du chômage mondial est également mitigée. Selon les nouvelles estimations du BIT, fondées sur des ensembles de données et des méthodologies améliorés, le taux de chômage mondial devrait baisser légèrement pour s'établir à 5,5 pour cent en 2018. (Contre 5,6 pour cent en 2017), marquant ainsi un redressement après trois années de hausse. Toutefois, avec l'arrivée d'un nombre croissant de personnes sur le marché du travail.

1. DAMAZIERE, **Didier**. *La sociologie du chômage*. Paris : édition la découverte, 1995. p. 5.

2. DAMAZIERE, **Didier**. *Sociologie du chômage*. paris : édition la découverte, mai 2006. p. 89.

CHAPITRE I : Le cadre méthodologique de la recherche

Le nombre total de chômeurs devrait rester stable en 2018, au-dessus de 192 millions. En 2019, le taux de chômage mondial devrait rester pratiquement inchangé, alors que le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1,3 million.¹

Le problème est devenu complexe car il s'agit d'une double crise : au niveau du marché et au niveau des jeunes. Il n'y pas un Etat au monde qui n'a pas intervenu sur cette crise. Pour faire face cette crise. L'Algérie a mis en place depuis 1988 des dispositifs spécifiques de lutte contre le chômage des jeunes et la précarité sociale, et des différents programmes de création d'emploi tels, le programme de l'emploi des jeunes (PEJ), le dispositif d'insertion professionnelle de jeunes (DIPJ), qui a pour objectif la création de micro-activité dans le cadre de coopératives de jeunes, le contrat pré-emploi (CPE), vise à lutter contre le chômage des jeunes diplômés de l'enseignement supérieure et des instituts nationaux de formation primo-demandeurs d'emploi et dont la tranche d'âge des 19 à 35 ans ; Cependant, l'état propose des institutions nouvelles de lutte contre le chômage des jeunes, soit par des agences comme A.N.E.M et A.D.S des emplois dits « attente », soit la création d'activités par propre compte, micro entreprise avec A.N.S.E.J et C.N.A.C, et micro crédit avec A.N.J.E.M. Notamment, le programme d'insertion des diplômés (P.I.D) et le dispositif indemnité pour l'activité d'intérêt général (I.A.I.G), des instruments de lutte contre la pauvreté et le chômage des jeunes gérés par l'agence de développement social (DAS) ont eu une incidence non négligeable sur le chômage des primo demandeurs d'emploi.²

Mais, malgré ces dispositifs spécifiques de lutte contre le chômage des jeunes et les différents programmes de création d'emploi. Les chômeurs sont partout sur le cours de la révolution, déambulant dans les rues, attablés dans les cafés ou assis sur les rochers au bord de la mer, rêvant des pays de l'au-delà de la Méditerranée tout en pensent à fuir leur pays comme des Haragas. Toute cette force de travail malheureusement dormante reste une grosse perte pour le développement du pays. Faute de perspective, Certains jeunes se sont versés dans le banditisme et le trafic de drogue, d'autres sont devenus passeurs, d'autres encore se sont improvisés gardiens illicites de parking.

Effectivement le chômage est une réelle problématique ayant des conséquences désastreuses sur l'humanité à savoir l'oisiveté.

3. **OIT.** *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018.* OIT. 22 janvier 2018. p. 1.

4. **Mohammed, MEZIANI.** *emploi des jeunes en Algérie : évaluation des dispositifs publics d'emploi mis en place.* juillet, 2011, p. 8 et 13.

Le désœuvrement, la misère et le sous développement fracassant. Ainsi voit-on bien que les conséquences du chômage sont désastreuses, nous nous intéressons À travers cette recherche sur la situation du chômage plus exactement sur l'effet quotidien de ce phénomène sur les jeunes diplômés et les différentes stratégies que ces derniers développent dans leur milieu social pour sortir de cette situation. Notre intervention sera dans l'une des institutions qui interviennent dans la lutte contre le chômage principalement A.N.E.M destinée aux différentes catégories des sans emploi. Notre étude va se focaliser sur les jeunes chômeurs universitaires (garçons, filles) du la wilaya de Bejaia. À cet effet nous voulons savoir : Quel est l'impact de la situation du chômage des jeunes diplômés sur leur vécu social ?

Cela nous a suscité a poser d'autres questions secondaires :

- Quel est l'effet du chômage sur la vie des jeunes diplômés ?
- Quels sont les choix futurs des jeunes diplômés en situation de chômage ?

4- Les hypothèses :

« L'hypothèse est une explication provisoire de la nature des relations entre deux ou plusieurs phénomènes, l'hypothèse scientifique doit confirmer ou infirmer ». ¹

Selon Maurice Angers :

« L'hypothèse est un énoncé qui prédit une relation entre deux ou plusieurs termes et impliquant une vérification empirique ». ²

Pour répondre à la question posée dans la problématique, nous émettons les hypothèses ci dessous :

La première hypothèse :

« La situation du chômage chez les jeunes diplômés universitaires renforcerait le sentiment d'exclusion et ainsi une diminution de l'estime de soi ».

La deuxième hypothèse :

« La situation du chômage chez les jeunes diplômés universitaires pourrait constituer une cause principale de l'exclusion sociale ».

La troisième hypothèse :

« Les jeunes diplômés universitaires qui se trouvent en situation du chômage développent des différentes pratiques pour sortir de leurs situations. ».

1. D, MONTROY B et CROZET. *Gestion des ressources humaines*. Paris : organisation, 1996. p. 141.

2. Maurice, ANGERS. *Initiation pratique a la méthodologie des sciences humaines*. Alger: Casbah, 1997. p. 22.

5- Définition des concepts :

On construit des concepts en se référant aux connaissances acquises lors de l'exploration, en se basant sur la théorie choisie, modifiée ou construite et en respectant certaines conditions de base. ¹

5.1. Le chômage :

Le chômage se définit d'abord comme une inactivité forcée dû au manque de travail, emploi.

Il est aussi un statut reconnu et encadré par des règles qui le définissent et des institutions de gestion et de soutien des chômeurs.

En fin, il est un vécu subjectif dans les trajectoires des individus privés d'emploi. ²

5.1.1. Selon Le bureau International du travail (BIT) :

« Définit une personne au chômage à partir de trois conditions : elle est sans travail, elle est disponible pour travailler et elle recherche effectivement du travail. ³

5.1.2. En sociologie :

Le chômage : c'est l'inactivité forcée, totale ou partielle, d'un individu ou d'une partie de la main-d'œuvre d'un pays ». ⁴

5.2. Un chômeur :

Un chômeur est une personne qui est apte à travailler, est sans emploi et en recherche un. Pour être considéré comme chômeur, il faut donc :

- Etre capable d'occuper un emploi (en avoir l'âge par exemple).
- Etre sans emploi, c'est-à-dire être disponible immédiatement.
- rechercher un emploi, c'est-à-dire être capable de prouver avoir entrepris des démarches dans le but de trouver un emploi. ⁵

1. **DEPELTEAU François**, *La démarche d'une recherche en sciences humaines*, éd de Boeck, Paris, 2003, p178.

2. **Pierre, AKOUN André et ANSART**. *dictionnaire de sociologie*. paris : le robert seuil, 2006. p. 72.

3. **BIT, Bureau international du travail**.

4. **FREEEOL Gille et autres**, *dictionnaire de sociologie*, 3ed Armande colin, paris 2004, p19.

5. **RAYMOND Boudon et autres**, *dictionnaire de sociologie*, éd Larousse, paris, 1993, p39.

Pour le sociologue, être chômeur, ce n'est pas seulement être privé d'emploi ; c'est aussi être reconnu comme tel, c'est pouvoir légitimement revendiquer un emploi, c'est faire partie d'une catégorie sociale. ¹

5.4. L'exclusion sociale :

Pour Didier Demazière, l'exclusion « désigne la précarité économique, isolement social et de rupture des liens sociaux causés par la pénurie d'emploi »². Actuellement, la notion d'exclusion est conçue sous différentes vocales plus précise que cette dernière, entre autres, la disqualification sociale conçue comme processus.

Les transformations économiques et la crise des rapports sociaux, auxquelles nous assistons actuellement aussi bien dans les sociétés maghrébines qu'européennes, ce contexte de crise multidimensionnelle a porté la question d'exclusion sociale à l'avant-scène des problématiques sociologiques. On fait souvent référence à tort, au concept d'exclusion comme un état, alors qu'il s'agit bel et bien d'un processus. La notion d'exclusion est aujourd'hui l'un des sujets les plus privilégiés dans les débats politiques et sociaux, car « elle est liée à la dégradation du marché de l'emploi et à la prise de conscience collective du risque de chômage, de pauvreté et d'isolement social. En raison de ses multiples usages sociaux et des idées reçues qu'elle introduit inévitablement, elle est considérée comme un (concept-horizon) »³.

5.5. Les jeunes :

La notion de la jeunesse est liée à la modernité, pour bien comprendre cette notion, on peut la scinder par rapport à l'anomie c'est-à-dire la jeunesse n'est ni l'enfance ni la maturité, c'est une tranche d'âge réservée à une certaine démarche d'expérimentation et d'une certaine liberté qui peut être parfois dangereuse ainsi qu'aux démarches d'investissement pour l'avenir.⁴

Nous avons jugé inutile de prendre dans le détail, toutes les définitions attribuées à la jeunesse, il est vrai qu'elles sont polymorphes, par ailleurs la définition qui nous semble adéquate à la population concernée par notre enquête et la suivante :

Être jeune, « c'est être encore en instance d'insertion sociale en situation précaire d'équilibre et d'attente entre l'apprentissage de rôle et de fonction qui se termine et la prise en

1. **DEMAZIERE Didier**, *La sociologie du chômage*, édition La découverte, Paris, 1995, p.03.

2. **DEMAZIERE Didier**, *sociologie du chômage*, édition La découverte, Paris, 1995, p.18.

3. **BOUDON Raymond et autres**, *Dictionnaire de sociologie*, Édition Larousse, Paris, 2005, p. 94.

4. **AKOUR André et ANSART Pierre**, *Dictionnaire de sociologie*, Édition le Robert Seuil, Paris, p.298.

Charge des responsabilités concrètes. C'est, s'interroger sur le sort réservé à tous les investissements déjà fait au plan de la formation professionnelle comme celui de la formation de la personnalité »¹.

Par ailleurs, comme le souligne Gauthier « dépendance et responsabilité constituent les deux dimensions qui jalonnent avec des actions différentes selon les sociétés et selon les époques, le cheminement vers l'âge adulte »².

5.6. La représentation sociale :

Les représentations sociales sont nées du concept sociologique de représentation collective énoncée par Durkheim.

De nombreuses scientifiques, tel que Denise Jodelet, s'accordent pour définir la représentation comme « une forme de connaissance, socialement élaborée et partagée, ayant une visée pratique et concourant à la construction d'une réalité commune à un ensemble social.

Selon Moscovici, une représentation sociale comporte trois dimensions : L'attitude, l'information et le champ de représentation selon ce modèle, une représentation sociale s'organise autour d'un noyau central, composant fondamental qui détermine la signification et l'organisation de la représentation, ce noyau est consensuel et collectivement partagé. Il se caractérise par une cohésion, une stabilité qui permet de résister aux changements. D'autres éléments dites « périphériques », par ce qu'ils sont plus instables et moins prégnants dans la représentation ; ces éléments s'organisent autour d'un noyau central.

- **On d'in côté :** Le système central qui est le fruit des déterminismes historiques, symboliques et sociaux et qui structure les pensées relatives à l'objet.
- **On a d'un autre côté :** Le système périphérique, en prise avec les contingences quotidiennes, qui permet, dans une mesure, l'adaptation de la représentation à des contextes sociaux variés.³

1. **GRAWITZ Madeleine**, *Lexique des sciences sociales*, 7e éd., Dalloz, Paris, 2000, p.245.

2. **GAUTIER. M**, *L'âge des jeunes : un fait social instable, Lien social et politique*, n° 43, 2000, pp.23-32.

3. **Site web** : <https://www.psychologie-sociale.com/index.php/fr/theories/normes/20-les-representations-sociales>.

(Page consultée le : 07.03.2020).

5.7. La pratique :

Une pratique est une action répétée, régulière, accomplie en partie de façon automatique, sans nécessairement une pleine conscience de la part de celui qui l'accomplit.

Dans *Le Sens pratique* (1980), Pierre Bourdieu substitue cette notion à celle d'action rationnelle dans la mesure où une grande partie des actions humaines relèvent d'une forme d'automatisme corporel, lié à des dispositions préalablement intériorisées.¹

6. La pré-enquête :

Afin de réaliser notre enquête, nous avons choisi comme terrain d'étude l'antenne de l'emploi de Béjaïa pour faire une pré-enquête de terrain, puis nous avons visité le service administratif. Notre pré-enquête s'est déroulée pendant la période du 30/01/2020 au 06/02/2020. où on a pu poser quelques questions au directeur de l'antenne de l'emploi de Béjaïa pour avoir des informations nécessaires sur notre thème dont on s'est servi pour encadrer notre étude.

La période de réalisation de notre étude a été lancée le 26/02/2020 Et a pris fin le 20/08/2020.

7. Les méthodes et les techniques utilisées :

7.1. La méthode :

Chaque recherche exige une démarche méthodologique qui s'appuie sur des principes stables permettant d'aboutir à un résultat scientifique et objectif. Ainsi, le chercheur en sciences humaines dispose d'un ensemble de méthodes pour mener à bien une recherche.

Ainsi dans notre recherche sur « l'étude sociologique sur le vécu des jeunes diplômés universitaires en situation de chômage de longue durée dans la wilaya de Bejaia » ; Dans le cadre de notre enquête de terrain, nous avons opté pour une méthode quantitative, la plus réputée en science sociale, cette méthode devrait nous permettre de confirmer ou d'infirmer les hypothèses formulées précédemment.

Le contenu de la méthode quantitative est centré sur un diagnostic quantitatif de la pratique de politique d'emploi appliquée par les institutions publiques algériennes pour lutter contre le chômage. Selon Raymond Boudon : « *La méthode quantitative est celle qui permet de recueillir sur un ensemble d'éléments des informations comparables d'un élément à l'autre, c'est cette comparabilité des informations qui permet ensuite les dénombrements et plus généralement, l'analyse quantitative des données.* »²

¹ Frédéric Lebaron, *la sociologie A à Z*, édition Dunod, Paris, 2009, p 93

² BOUDON Raymond, *les méthodes en sociologie*, 11eme édition, paris 1998, P33

7.2. La technique appliquée :

Afin de pouvoir avoir plus d'information relative à notre thème de recherche et de chercher pour tester nos hypothèses, et pour faciliter la quantification des résultats, pour cela la technique susceptible d'être utilisée c'est le guide d'entretien.

A cet effet, nous avons élaboré un questionnaire composé d'un ensemble de questions fermées et ouvertes posées aux jeunes diplômés universitaires de la wilaya de Bejaia. A cause de la pandémie COVID-19, nous n'avons pas pu arriver à notre échantillon, pour cela nous avons créé un questionnaire en ligne avec un logiciel « Google forms ». Notre questionnaire est composé de (33) questions réparties sur (04) thèmes sont :

- Les données personnelles
- Le vécu personnel du chômage chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur
- Le vécu du chômage chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vis-à-vis de l'entourage familial et social
- Perspectives et les choix futurs des jeunes chômeurs de l'enseignement supérieur

Le questionnaire :

Selon Maurice Angers : « *Le questionnaire technique directe d'investigation scientifique utilisée auprès des individus, qui permet de les interroger d'une façon directe, et de faire un prélèvement quantitatif en vue de trouver les relations mathématiques et de faire un prélèvement chiffré.* »¹

Notre choix de cette technique (le questionnaire) est déterminé par ses avantages, pour joindre un grand nombre d'individus en un peu de temps.

6. 3. Le choix de l'échantillon :

L'échantillon est une partie ou un sous ensemble d'une population mère, c'est un ensemble d'individu ou d'unité auquel s'applique l'étude. Dans le but de concrétiser notre enquête, nous avons visé les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, qui ont fini leur études entre l'année 2014 jusqu'à l'année 2018 et qui sont en situation du chômage avec un type d'échantillonnage aléatoire. Pour arriver à notre échantillon non regroupé et avoir un contact avec les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur qui sont en situation du chômage par téléphone pour la confirmation. Nous avons collecté 135 questionnaires.

¹ ANGERS Maurice, opcit. p140

7. Les difficultés rencontrées :

Durant notre étude, nous avons rencontré des difficultés dont on peut citer :

- Difficultés d'accéder au terrain d'étude pour la distribution des questionnaires et l'accès aux différents sources d'informations « La bibliothèque, Le lieu de stage.. ».
- A cause de la pandémie mondiale « Covid 19 ou coronavirus », ce qui a engendré un retard énorme et par conséquent une perte de temps.
- Le problème de transport et le manque de moyens.

Chapitre II

Généralité sur le chômage

2. Le chômage, définitions et mesure :

1.1. Le chômage (au sens du BIT) :

En 1954, une conférence internationale des statisticiens du travail, réunie par le bureau international du travail, adopte une définition du chômage qui fut modifiée en 1982. Son interprétation est parfois délicate et doit, pour être opérationnelle, être précisée par les statistiques de chaque pays. C'est dans ce cadre que L'INSEE calcule, pour la France, le chômage au sens du BIT. Trois conditions doivent être remplies pour être classé comme chômeur :

- Être sans travail, c'est-à-dire dépourvu d'un emploi salarié ou non salarié.
- Être disponible pour travailler dans un emploi salarié ou non salarié.
- Être à la recherche d'un travail.

La première condition implique une précision importante : seul est pris en compte le travail qui fait l'objet d'une rémunération. Cela est cohérent avec les définitions de l'activité et de l'inactivité. Elles ne reposent pas sur un clivage entre travail et absence de travail, mais sur un clivage entre travail rémunéré et travail non rémunéré. Un travail non rémunéré, si l'intense soit-il (par exemple, travail domestique ou tâches militantes, bénévoles). Ne fait pas sortir de la population dite (inactive). Chômage ne signifie pas l'absence de travail mais l'absence d'emploi rémunéré. En revanche, la définition de l'emploi adoptée en pratique est très large, en France, par exemple il suffit d'avoir exercé une heure de travail rémunéré dans la période de référence de l'enquête (une semaine).

La deuxième condition exclut du chômage les personnes qui désireuses de travailler, ne sont pas immédiatement disponibles, par exemple pour cause de maladie ou par ce qu'elles sont en cours de formation.

Enfin, la troisième condition est celle qui engendre le plus de controverses : faut-il se contenter de la déclaration des intéressés ou doit-on contrôler, et jusqu'à quel point, la réalité de leurs démarches de recherche d'emploi ? ¹

1. FREYSSINET, Jacques. *le chômage*. 11e édition. paris : la Découverte, 2004. pp. 11,12.

1.2. La définition du chômage selon l'O.N.S :

Les chômeurs comprennent toutes les personnes ayant dépassé un âge spécifié, ces personnes temporairement absentes de leur travail sans lien formel avec leur emploi, qui étaient disponibles pour travailler et à la recherche d'un travail, devraient être considérées comme chômeurs conformément à la définition standard du chômage. Les pays peuvent cependant, en fonction des situations et politiques nationales, préférer renoncer au critère de la recherche d'un travail dans le cas des personnes temporairement mises à pied. Dans de tel cas, les personnes temporairement mises à pied qui n'étaient pas à la recherche d'un travail mais qui étaient néanmoins classées comme chômeurs devraient être identifiées et former une sous catégorie à part¹.

1.3. La définition sociologique :

Les sociologues, qui ont longtemps distingué entre le chômage et de crise du chômage de sous emploi, du chômage structurel et du chômage de réserve, ont renoncé à élaborer des théories générales et aujourd'hui, se consacrent à l'analyse des expériences vécues des chômeurs et à leurs possibilités de mobilisation sociale et politique. Selon des résultats de nombreuses enquêtes, le chômage entraîne une condition anémique qui se traduit par l'expérience de l'humiliation, de l'ennui et de la désocialisation ; il est donc peu susceptible de fonder une action collective (Jahoda 1933 ; Schnapper 1981). Dans les sociétés modernes, qui, par nature productivistes, sont dominées par les valeurs liées au travail et à l'emploi, le chômage est perçu et vécu négativement.²

Pour le sociologue, être chômeur, ce n'est pas seulement être privé d'emploi ; c'est aussi être reconnu comme tel, c'est pouvoir légitimement revendiquer un emploi, c'est faire partie d'une catégorie sociale. En ce sens, le chômage est un construit social, les chômeurs sont constitués par des règles sociales et normes culturelles. C'est cette mise en forme sociale du chômage qui émerge peu à peu au cœur des préoccupations des sociologues.

2. **DEMAZIER Didier.** *La sociologie du chômage.* Paris : La Découverte, 1995. pp. 3,4.

CHAPITRE II : Généralités sur le chômage

Le chômage est ainsi analysé à l'articulation entre des prescriptions juridiques, attentes normatives, institutions de régulation, et des stratégies individuelles, des réactions à la privation d'emploi, des dynamiques identitaires.

Le chômage est une situation subjective (vécue de manière variable par des individus), il est aussi un statut reconnu (encadré par des institutions et règles). Être chômeur n'est donc pas un état qui va de soi, c'est une condition qui suppose une dialectique entre des mécanismes socio-économiques discriminants, des revendications individuelles et des logiques institutionnelles. Ces articulations peuvent être analysées de multiples manières, en considérant le chômage tour à tour comme un statut juridique, une cible de l'action administrative, une grandeur du dénombrement statistique, une expérience intime, une représentation sociale...etc ¹

1.4. Une partition de la population active :

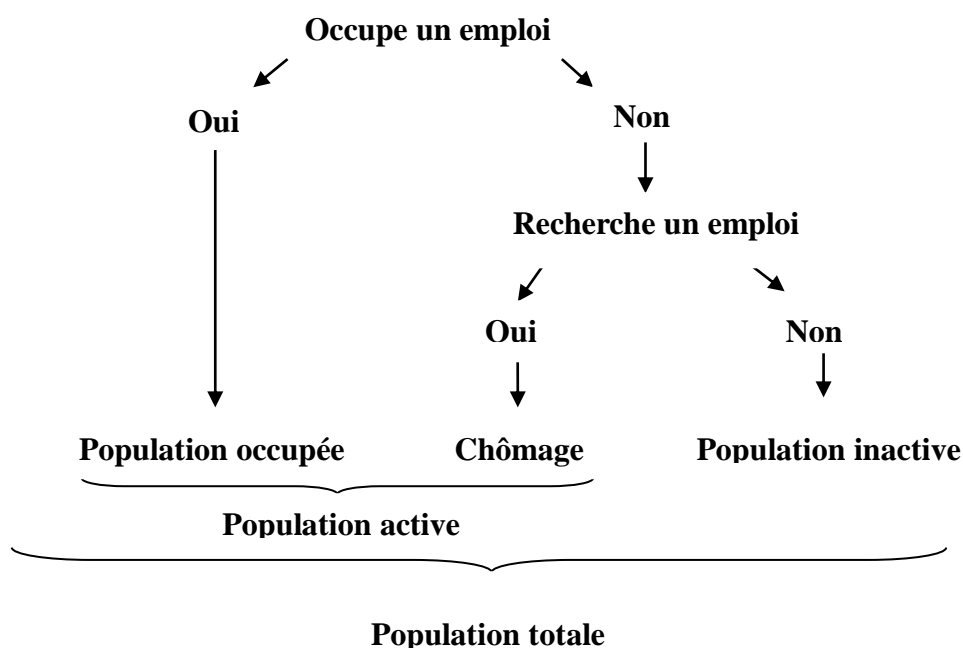
L'identification des chômeurs résulte des réponses données à deux questions successives : une personne occupe-t-elle ou non un emploi ? Si la réponse est non. Recherche-t-elle ou non un emploi ? Sur cette base, la population totale est découpée en trois sous-ensembles selon le schéma suivant (voir ci contre).

Ainsi apparaît une première difficulté dans la définition du chômage : celle-ci repose sur la combinaison d'un critère de situation. Le fait de ne pas occuper d'emploi, et d'un critère de comportement, le fait de rechercher un emploi, l'appréciation de premier peut être objective ; celle du second contient nécessairement une part de subjectivité.²

1. **Raymond Boudon, Philippe Besnard, Mouhamed Cherkaoui, Bernard Pierre-Lécuyer.** *Dictionnaire de la sociologie.* Madrid : La rousse, 2012. p. 30.

2. **FREYSSINET, Jacques.** *Le chômage.* 11e édition. Paris : la Découverte, 2004. pp. 10,11.

Figure n° 01 : La composition de la population totale.



2. La genèse du chômage :

Au cours des années XVIII siècle; les termes relatifs au chômage comme celui des chômeurs n'avaient pas d'existence. Ces termes étaient précédés par : pauvres, indigents et mendiants ce qui désigne tout individu qui ne subsiste que par des secours « privés ». Le terme de « chômeur » fait son essor dans le langage courant ; désignant toute interruption

Causant une perte de salaire. Au sens moderne, le chômage émerge avec la transformation des relations du travail liant les propriétaires des moyens de production et les travailleurs, et plus précisément la codification de la relation salariale.

L'intervention du chômage est ainsi liée à l'émergence d'une relation salariale, appuyée sur le contrat de travail, institutionnalisé et plus collectif, comme aux transformations des modes de production industrielle.

Le chômage est considéré comme volontaire jusqu'au début du XIX siècle(1930), durant cette période, il devient du fait de son ampleur un problème aux deux volets économiques et sociales suscitant des débats divers.

Les années 30, étaient bien caractérisées par une crise économique dont la catégorie de chômeur ne cesse de s'émerger et dont la mesure des effets du chômage et la croissance du

nombre des chômeurs sont incertaines. À la fin des trente glorieuses, le chômage transforme la structure sociale de la société bouleversant la vie des chômeurs qui sont principalement les plus touchés.

Des la fin des années 1960 et le début des années 1970, le chômage marque une croissance causée par les facteurs conjoncturels extérieurs causant un chômage amplifié et une hausse flagrante.¹

3. Les explications du chômage :

L'analyse de la situation contemporaine du chômage a donné la naissance à trois grands types d'explications : une explication classique qui impute la responsabilité du chômage à l'insuffisante rentabilité des entreprises ; une explication keynésienne pour laquelle le chômage résulte d'une demande solvable insuffisante ; une explication plus structurelle qui lie le chômage à des facteurs économiques et sociaux permanents.

3.1. Le chômage classique :

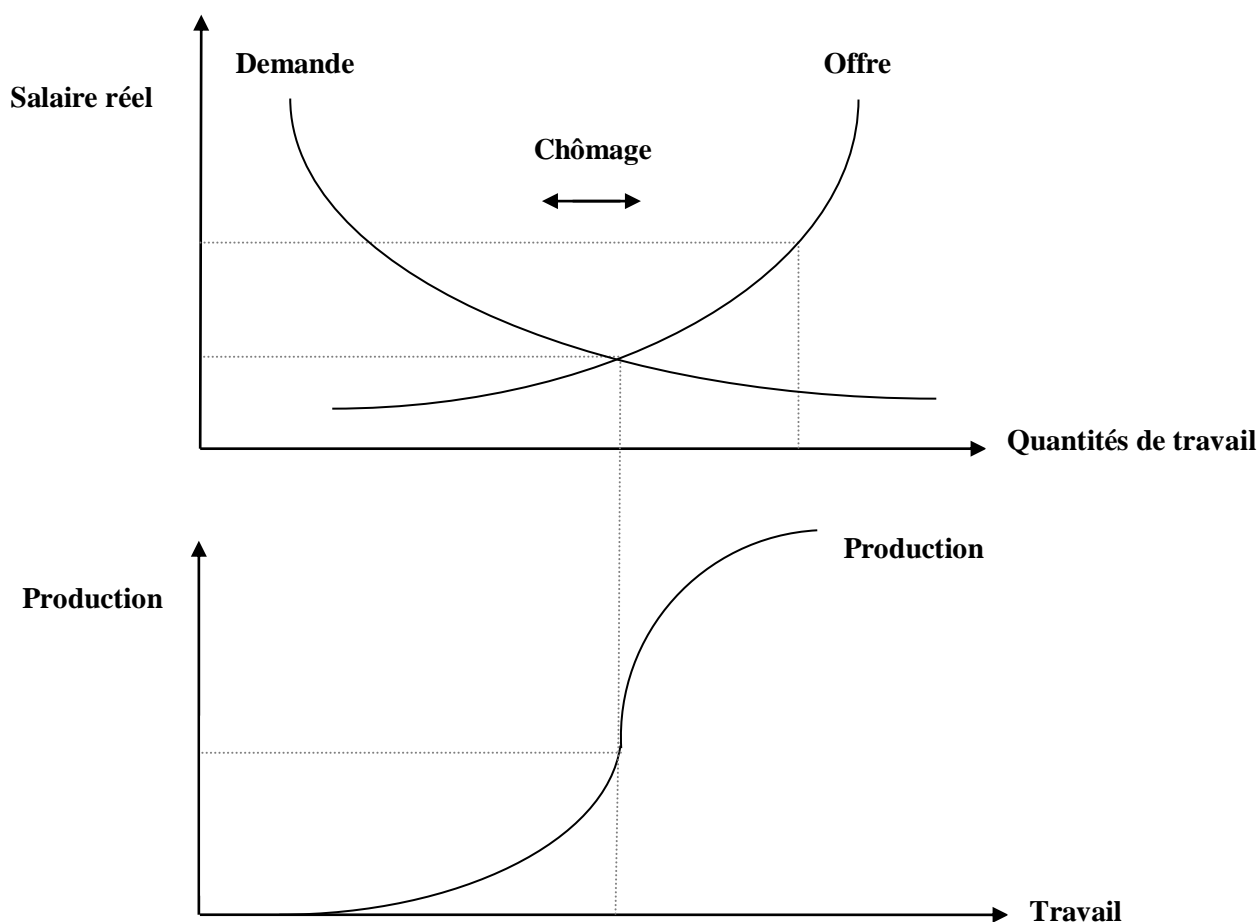
Pour l'analyse classique, l'équilibre économique s'accompagne du plein emploi des facteurs de production, travail et capital. L'offre de travail est une fonction croissante du Salaire réel. L'individu (le salarié) arbitre entre temps de travail et temps de loisir en fonction de sa contrainte de revenu (salaire). L'entreprise maximise ses profits en fonction de sa contrainte de production. L'équilibre sur le marché est fonction de l'offre et la demande c'est-à-dire des mouvements du salaire réel. Le chômage durable ne trouve donc pas sa place dans une telle approche (on parle également de chômage volontaire). Lorsqu'il existe, cependant, il est le signe d'un déséquilibre provisoire. Deux raisons peuvent expliquer la présence du chômage : l'insuffisance de la flexibilité des prix (donc du salaire, prix du travail) à la base. (2) les insuffisantes capacités de production des entreprises. Ces deux facteurs sont par ailleurs intimement liés : le niveau trop élevé et rigide de la rémunération du facteur travail a pour conséquence une rémunération insuffisante du capital.

C'est-à-dire une rentabilité trop faible des investissements. Les entreprises sont alors conduites à renoncer à l'exploitation de certains équipements et à l'extension des capacités de production existantes ; c'est donc l'insuffisance de la rentabilité qui engendre le chômage classique.

1. **DEMAZIER Didier**, *La sociologie du chômage, édition la Découverte*, Paris 1995, P, 6.7.

2. **BLARDONE Gilbert et autre**, Op Cit, P : 5.

Figure n° 02 : Le chômage et marché du travail



3.2. Le chômage keynésien :

Dans l'analyse keynésienne, une économie peut être durablement en situation de sous-emploi si la demande globale est inférieure à l'offre globale, dans ce cas. Les entreprises sont désireuses de produire plus, mais ne le font pas par suite d'une insuffisance de la demande. L'équilibre ainsi réalisé est régressif et contribue à créer du chômage (on parle de chômage involontaire).

Selon Keynes, l'existence du chômage tendrait à confirmer que le marché du travail n'est pas un mécanisme d'allocation optimale des ressources. Rappelons que si Keynes admet l'existence d'une fonction de demande de travail décroissante avec le salaire, en revanche, il considère que l'offre de travail n'est pas croissante avec le salaire (les salaires seraient même fixes à court terme). Les conventions collectives et le pouvoir des syndicats tendent à rigidifier les forces du marché (en d'autres termes, l'ajustement de l'offre et la demande au salaire).

CHAPITRE II : Généralités sur le chômage

Dans la mesure où le chômage keynésien est caractérisé par l'existence de capacités de production inemployées, il peut être diagnostiqué par l'analyse des taux d'utilisation des équipements, plus les équipements sont utilisés, plus le chômage keynésien est faible (toutes choses égales par ailleurs).

3.3. L'approche Marxiste : suraccumulation et progrès technique.

Dans l'approche marxiste, le chômage est la conséquence de dynamique du capitalisme. En effet, le développement du capitalisme repose sur la concurrence et sur la croissance de la production. Les capitalistes sont donc contraints d'investir pour croître et faire face à la concurrence. Toute l'épargne est mobilisée pour les besoins de l'investissement.

L'accumulation de capital ainsi réalisée est à la fois source de progrès technique, c'est-à-dire de croissance de la production globale, et facteur de hausse de l'emploi (les coefficients techniques étant donnés), donc de hausse des salaires (puisque l'offre de travail n'est pas indéfiniment extensible). Ce mouvement se poursuit jusqu'au moment où la hausse des salaires menace d'amputer la plus-value. C'est la phase de *suraccumulation*.

La suraccumulation signifie que le niveau excessivement élevé des salaires oblige les capitalistes à substituer du capital au travail, ce qui est rendu possible par les gains de la productivité de la phase antérieure. La substitution de capital au travail implique que la demande de travail augmente moins vite que la demande de capital. La composition technique du capital, c'est-à-dire le rapport capital/travail augment. La croissance de plus en plus faible de la demande de travail crée un décalage par rapport à l'offre de travail, c'est-à-dire du chômage. Finalement, le chômage s'analyse comme une alternative à la baisse de la plus-value et au-delà comme un moyen de reconstituer *l'armée industrielle de réserve*. C'est un instrument de pression à la baisse des salaires¹.

3.4. Le chômage lié aux structures économiques et sociales :

Autres approches visent à faire du chômage une véritable liés à la nature des structures économiques et sociales. Cinq conceptions différentes du chômage sont apparues :

1. TCHIBOZE Guy, *Économie du travail*, édition Dunod, Paris, 1998, p44.

3.4.1. Le chômage naturel (ou frictionnel) :

Dans un discours présidentiel à l'AEA en 1968, Milton Friedman a donné une longue définition du chômage naturel : « le taux naturel de chômage mesure la proportion d'actifs qui ne trouvent pas d'emploi dans les conditions normales de fonctionnement du système d'emploi (ce chômage naturel est d'autant plus élevé que le marché du travail est plus rigide). Il existerait ainsi dans tout système économique, un taux de chômage planché contre lequel aucune politique économique n'est pas durablement capable d'agir. Une réduction temporaire du taux de chômage. En deçà du taux naturel. Ne peut être obtenue qu'au prix d'un taux d'inflation croissant. L'analyse de Milton Friedman est une critique des politiques keynésienne de relance visant à réduire le chômage. Selon Milton Friedman, les politiques keynésienne de relance n'ont pas l'effet durable sur le chômage, elles sont en revanche toujours inflationnistes. On ne peut pas en effet, selon Friedman réduire le chômage en dessous du taux de chômage naturel (à moins de modifier les structures du système d'emploi). Le taux de chômage naturel est donc le taux de chômage compatible avec le maintien du taux d'inflation souhaité. On dit que c'est un taux de chômage n'accélération pas l'inflation NAIRU (*non accelerating inflation rate of unemployment*).

3.4.2. Le chômage frictionnel :

Lorsqu'un travailleur cherche un emploi, à sa sortie du système éducatif, à la suite d'une démission ou d'un licenciement, il reste un certain temps au chômage avant de trouver ou de choisir un emploi, le chômage frictionnel est donc le fait qu'il existe un décalage entre moment où l'entreprise cherche à embaucher et l'embauche du travailleur.

3.4.3. Le chômage technologique :

L'accélération des mutations technologiques contribue à faire évaluer les demandes de qualification, la nature des postes de travail et le volume d'emploi nécessaire. Le chômage résulte parfois d'une inadéquation ou d'une inadaptation entre les emplois disponibles et les emplois souhaités, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Le chômage technologique rappelle que sous l'effet des innovations, des activités seront détruites et des salariés licenciés.

3.4.4. Le chômage de segmentation :

Le chômage n'est pas un phénomène homogène, le marché du travail est donc segmenté selon les statuts, l'âge, le sexe, la qualification. Le chômage frappe donc les individus différemment selon leur degré de vulnérabilité dans l'emploi. En France, le chômage touche plus précisément les jeunes de moins de 25ans, les femmes et les chômeurs de longue durée.

3.4.5. Le chômage d'équilibre :

Selon cette approche, le chômage serait le résultat involontaire des comportements aussi bien des entreprises que les salariés en place, comportements favorisés au imposés par les structures de l'économie. Du côté des entreprises, la concurrence peut être imparfaite, des situations d'oligopoles (Grande distribution voire de quasi monopoles (Microsoft, Intel...)) peuvent apparaître. Dès lors, les entreprises bénéficient d'une liberté de fixer des prix qui ne sont plus imposés par le marché. Dans la pratique, cela consiste à majorer les coûts d'une certaine marge (*on parle de règle de mark-up*). D'une entreprise à l'autre, cette marge évaluera en fonction de l'intensité de la concurrence et de la conjoncture. Lorsque l'activité est soutenue, la concurrence est moins vive pour gagner des parts de marché, les marges deviennent intéressantes et les prix augmentent, les embauches sont de plus en plus nombreuses, donc le chômage tend à diminuer. Au final, baisse du salaire réel et baisse du chômage s'effectuent conjointement.

A l'inverse, lorsque l'activité stagne, la concurrence sera plus vive pour gagner des parts de marché du travail, les marges commenceront à se tasser et les prix également. Ce qui contribuera à améliorer le pouvoir d'achat des ménages (ce pouvoir d'achat étant déterminé par le salaire réel. Au final, le chômage augmentera et le salaire réel également.

Il existe ainsi une relation croissante entre le taux de chômage et le salaire réel, les salariés, de leur côté cherchent à obtenir des hausses de salaires. Quand le taux de chômage est faible, les opportunités d'emploi sont plus nombreuses et les remplaçants possibles moins nombreux. Ceci renforce le pouvoir de négociation des salaires et joue dans le sens d'une hausse des salaires. On a ainsi une relation décroissante entre le salaire réel et le taux de chômage. On parle ainsi de chômage d'équilibre, si rien ne change dans le mode de fixation des prix et des salaires, le taux de chômage sera durable.¹

4. Les différents types de chômage :

L'analyse des transitions sur le marché du travail au-delà de la simple prise en compte des

¹ Site web: http://www.oeconomia.net/OECONOMIA/economie_generale/html. (Consultée le: 11.04.2020).

CHAPITRE II : Généralités sur le chômage

Taux de chômage parmi de mieux spécifier les différentes formes de chômage. On prolongeant et sans prétendre à l'exhaustivité. On peut distinguer quatre formes principales, qui éclairassent la diversité des figures de chômeurs.

4.3. Le chômage d'insertion : Concerne les nouveaux entrants sur le marché du travail (les primo-demandeurs d'emploi) et en premier lieu les jeunes ; avec la montée du chômage de masse, il a pu se transformer, pour les moins qualifiés d'entre eux, en (chômage récurrent), voire en chômage d'exclusion.

4.4. Le chômage de conversion : Atteint principalement des travailleurs, pour beaucoup d'âge d'intermédiaire, qui ont perdu un emploi jusqu'alors stable, à la suite d'un licenciement, mais qui sont relativement employable.

Le chômage est une période de transition, qui peut durer, notamment au-delà d'un an. C'est la forme traditionnelle du chômage des années 1960 jusqu'au début des années 1970, pour laquelle ont été conçus le système d'indemnisation de chômage mais aussi les premières mesures de politiques de l'emploi aides à la mobilité, préretraités, dans le cadre du fonds national de l'emploi, pour accompagner notamment les restructurations).

4.5. Le chômage récurrent (ou de précarité) : Désigne l'alternance précaire/chômage. Cette forme du chômage concerne surtout les entrants sur le marché du travail (jeunes récemment sortis du système de formation, femmes en reprise d'activité...), mais elle touche aussi de façon croissante les travailleurs plus âgés, obligés d'accepter des emplois précaires, comme on atteste par exemple la part croissante de ces derniers au sein des travailleurs intérimaires, la forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite.

4.6. Le chômage d'exclusion : Enfin, regroupe les personnes dont la probabilité de retour à l'emploi est très faible et même quasi nulle en période de chômage de masse, à moins de bénéficier d'un emploi aidé de la politique de l'emploi. Les travailleurs âgés dont le taux de transition vers l'emploi est faible sont plus particulièrement touchés. Mais il peut concerner des jeunes sans qualification qui refusent d'entrer dans le cycle des emplois précaires et/ou qui vivent dans des zones géographiques de relégation faute de moyens de transport. Il peut atteindre aussi les travailleurs adultes, victime de licenciements économiques dans des régions sinistrées offrant très peu d'opportunités de reconversion et qui souvent ont travaillé toute leur vie ou presque dans la même entreprise sur des postes qui ne leur ont pas permis d'acquérir des compétences valorisables sur le marché du travail.

Beaucoup de chômeurs « exclus » finissent par se décourager et basculer dans l'inactivité.¹

5. Les causes du chômage :

5.3. Les causes sociologiques

Des offres d'emploi ne trouvant pas des preneurs malgré le nombre élevé de chômeurs. Il s'agit souvent d'activités manuelles où les conditions découragent les éventuels candidats et, parfois, le peu d'intérêt du travail. La dévalorisation du travail manuel engendre donc un gaspillage de nombreuses possibilités d'emploi. Il s'agit aussi, à l'inverse, d'emplois pour lesquels les entreprises ne trouvent pas les salariés présentant les qualifications requises

Et cela provoque un chômage d'incohérence. La situation est devenue paradoxale pour les entreprises qui cherchent à recruter et de l'autre côté, des demandeurs d'emploi ne trouvant pas de poste. Les qualifications requises par les entreprises ne sont pas disponibles auprès des demandeurs d'emploi.

Les demandeurs d'emploi ne sont pas assez mobiles pour déménager dans une région dans laquelle une entreprise recrute ou ne veulent pas accepter des postes aux salaires insuffisants.

5.4. Les causes économiques

5.2.1. Le progrès technique et l'évolution de la productivité

À court terme, le progrès technique engendre du chômage. Il a, en effet, permis aux entreprises d'améliorer leur productivité et leur compétitivité en remplaçant massivement des hommes par des machines. Cette substitution du capital au travail du fait des investissements (robotisation...) faits par les entreprises provoque ce chômage dit technologique. Les technologies de pointe (informatique, robotique) sont souvent qualifiées de "tueuses d'emplois" car, si elles créent d'autres emplois, elles ne le font pas dans les mêmes proportions (elles en créent moins), et offrent de nouveaux types de postes requérant des qualifications spécifiques².

¹. **Gautié, Jérôme.** *Le chômage*. 2e édition. Paris : La Découverte, 2015. pp. 28-29.

². **Site web :** <http://www.ecossimo.com/45-les-causes-du-chomage.html>. (page consultée 16.04.2020).

Mais à long terme, le progrès technique est une incontestable source de progrès économique et social. Il permet le développement de la production et de la consommation et l'élévation du niveau de vie. Depuis la révolution industrielle, à la fin du XVIIIe siècle, le progrès technique a supprimé de nombreux emplois ; mais il en a créé en plus grand nombre, de surcroît moins pénible et plus qualifié.

Il a surtout permis de réduire très fortement la durée du travail. Donc, les technologies numériques sont à l'origine d'emplois nouveaux dans les PDEM.

5.2.2. La crise économique et le ralentissement de la croissance

Depuis 1973, la crise économique a réduit le rythme de la croissance. Ce ralentissement a entraîné une augmentation du chômage (fermetures d'entreprises, licenciements pour cause économique...). De plus, craignant de ne pas vendre en raison de la faiblesse de la consommation, les chefs d'entreprise ont fréquemment cessé d'embaucher².

Par ailleurs, pour maintenir la compétitivité des entreprises relativement à une concurrence accrue, on fréquemment privilégié une croissance reposant sur des investissements de productivité qui ont entraîné des suppressions d'emplois supplémentaires. La corrélation entre croissance économique et chômage est évidente : le ralentissement de la croissance économique explique pour une large part la forte augmentation du chômage de 1973 à 1997. La baisse du chômage de 1997 à 2001, puis en 2007-2008 correspond à une reprise de la croissance économique. Avec le ralentissement de la croissance de 2001 à 2006, le chômage a repris sa progression. Et, surtout, la nouvelle crise économique, née de la crise bancaire et financière de septembre 2008, a entraîné une récession source d'une rapide augmentation du chômage.

5.2.3. Les délocalisations d'entreprise et la concurrence des pays en développement (PED)

Les pays en développement, en exportant leurs productions à bas prix, ont mis à mal certaines industries dans les pays développés. De plus, de nombreuses entreprises ont délocalisé leur production des pays développés vers ces pays à faible coût de main-d'œuvre.

¹- **PATRICE Dumas**, *Problèmes économiques contemporains*, Article, le 17 septembre 2006.

Les progrès des télécommunications et des transports ont entraîné une extension de ce procédé au secteur tertiaire (développement du télétravail à l'étranger, télémaintenance informatique, délocalisations des centres d'appel...etc.) et aux emplois hautement qualifiés. Toutefois, à ce jour, nous avons gagné plus d'emplois à commercer avec les pays en développement que nous n'en avons perdus. Par ailleurs, ces échanges ont permis à des pays pauvres de créer des emplois et, parfois, d'élever leur niveau de vie. Malheureusement, dans certains de ces pays.

Les conditions de vie des salariés des entreprises sous-traitantes sont restées misérables. Cependant, l'avantage des pays développés sur les pays en développement ne tient qu'à une avance technologique qui ne sera peut-être pas facile à maintenir.

5.5. Les causes démographiques

En France, l'évolution démographique a entraîné une rapide augmentation des classes d'âges correspondant aux personnes nées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Conséquence du baby-boom des années 1945-1965, de nombreux jeunes se sont présentés sur le marché du travail, alors que les salariés nés pendant le déclin démographique de la première moitié du XXe siècle étaient peu nombreux à partir en retraite. « Par transition démographique on entend : le passage par étape d'un régime démographique traditionnel, caractérisé par des taux de natalité et de mortalité élevés, à un régime démographique moderne présentant les caractéristiques inverses (faibles natalité, faible mortalité) »¹.

L'arrivée sur le marché du travail des baby-boomers face à des départs en retraite peu nombreux provoque une augmentation du chômage. Les départs en retraite des nombreux babys devenus papy-booms pourraient permettre un recul du chômage des jeunes.

5.6. Le développement du travail féminin

La diminution du nombre des naissances, la simplification des tâches ménagères, la recherche d'un second salaire permettant d'accroître la consommation sont les principaux facteurs qui ont conduit de plus en plus de femmes à rechercher un emploi depuis le début des années 1970.

¹. **STEPHANIE Treillet**, *L'économie de Bandoeng à la mondialisation*, 2e éd, Armand colin, Paris, 2007, p.231.

Il est permis d'y voir un progrès de notre société (épanouissement, égalité, liberté...) ¹. Les mentalités évoluent et un grand nombre de femmes souhaite accéder à l'emploi augmentant ainsi aussi le nombre de demandeurs d'emploi.

2.4. Les causes structurelles

On appelle « rigidités du marché du travail » les obstacles au libre fonctionnement de la loi de l'offre et de la demande sur ce marché du travail introduit par le Code du travail : procédures de licenciement trop longues et trop complexes, SMIC, etc. Pour les libéraux, il s'agit là d'une cause du chômage.

En effet, selon ces derniers, de nombreux chefs d'entreprise renoncent à embaucher par crainte de ne pouvoir licencier en cas de baisse d'activité ou de devoir payer les salariés recrutés au-dessus de leur productivité marginale. Employeurs et salariés sont évidemment en désaccord sur ce sujet : les employeurs réclament plus de flexibilité sur le marché du travail pour pouvoir adapter leurs effectifs et le niveau des salaires aux fluctuations de leur activité, les salariés souhaitent évidemment, à l'inverse, des garanties sur la stabilité de leur emploi et sur un niveau minimal de salaire.

Selon certains auteurs trop de rigidités ont été introduites sur le marché du travail et ne permettraient plus une allocation optimale des emplois. La législation protectrice des salariés, introduirait des rigidités liées notamment² :

- Au Contrat à durée indéterminée : les entreprises rechignent à embaucher en vertu d'un CDI parce qu'elles n'ont pas suffisamment de visibilité sur leur activité. Elles préfèrent proposer des CDD aux salariés qu'elles recrutent ou encore, recourir aux CTT (temporaires).
- Aux procédures de licenciement : elles seraient trop lourdes et donc il serait préférable pour une entreprise de ne pas embaucher si les perspectives économiques ou financières ne sont pas bonnes.

¹. Site web : <http://phylog.perso.neuf.fr/chocaus.htm>. (Page consultée le 16.04.2020).

². Site web : <http://www.economiesolidaire.com>. (Page consultée 16.04.2020).

6. Les effets du chômage sur le chômeur :

6.1. Réactions au chômage :

Le chômage des jeunes est difficilement comparable à celui des plus âgés. Le jeune à la recherche d'un premier emploi se sent rarement dans la peau d'un véritable chômeur.

Le jeune chômeur cesse de chercher du travail. Il se replie sur lui-même et se résigne à vivre sans travail. Une enquête réalisée en Australie (rapportée par Harris, 1980). Révèle que les jeunes chômeurs devenaient irritables, retirés du monde, et souvent ils dormaient durant le jour afin que le temps passe plus vite. Ceux de niveaux socio-économiques inférieurs étaient particulièrement léthargiques et gagnaient fréquemment du poids. Plusieurs développaient aussi des attitudes négatives envers le travail. C'est le stade du désespoir. L'individu perd confiance en lui-même et en ceux qui entourent. Il est souvent en colère contre lui-même, contre l'éducation reçue.

Contre ses parents. Son désarroi peut prendre la forme d'agissements comme la consommation de drogues, le vandalisme ou d'autres activités anti-sociales.

Mis à part les réactions d'ajustement au chômage, certaines caractéristiques spécifiques de la personnalité du jeune ont été étudiées en relation avec le fait d'être sans travail. Il s'agit de l'indépendance, de l'identité et de l'estime de soi.

La conquête de l'autonomie financière serait le plus important facteur de maturation à ce moment de l'existence (Van Damme, 1978). Le jeune chômeur demeure donc, malgré lui, dépendent de sa famille ou de l'Etat.

Une faible estime de soi aussi, conduit à la démoralisation et à la susceptibilité aux influences négatives. Selon Winschuttle (1979). Il s'agirait du plus important facteur de la dépression ; les gens qui se valorisent peu seraient les plus susceptibles d'afficher des problèmes sociaux tels que l'alcoolisme, les toxicomanies, la criminalité, les maladies mentales et le suicide. Le même auteur signale qu'une faible estime de soi encouragerait deux types de comportement : d'une part, les gens seraient plus enclins à prendre des risques et à s'impliquer dans des activités dangereuses telles le crime et la consommation de drogues ; d'autre part, ils voudraient aussi s'évader d'eux-mêmes et de leur environnement.

6.2. Relations familiales :

Les jeunes qui vivent chez leurs parents supporteraient mieux le chômage que les travailleurs adultes chefs de familles, mais cette période de d'inactivité les rend plus dépendent de la famille, qu'ils aient ou non quitté le domicile familial. La famille devient alors la structure de repli pour le jeune chômeur. La période de chômage s'accompagne d'un resserrement des liens avec celle-ci, que ce soit au niveau du logement, d'une aide financière ou d'une prise en charge totale. (Balazs, 1980).

Le fait d'être assisté par ses parents alors qu'en est en âge et en état de travailler introduit un déséquilibre dans les relations familiales. Les enfants ont le sentiment d'être redevables de quelque chose à leurs parents et d'être placés ainsi dans une situation de dépendance qui est le plus souvent mal supportée. Ce sentiment de dépendance renforce la culpabilisation du jeune chômeur qui a le sentiment de profiter du travail des autres. Cela est d'autant plus violemment perçu que, bien souvent, les membres de la famille leurs font sentir de façon explicite qu'ils sont une charge. Pour rétablir un équilibre dans les relations, ils peuvent soit fournir une contrepartie, le plus souvent sous la forme d'une participation aux travaux ménagers, soit tenter d'échapper à leur statut d'assisté et fournir une justification à l'aide qu'ils reçoivent en cherchant activement du travail. (Galland et Louis, 1978).

6.3. Organisation du temps libre :

Le loisir, traditionnellement perçu comme la récompense du travail, disparaît avec lui. Dans notre culture, le travail constitue un prérequis au loisir. Comme il n'a pas d'emploi, le jeune chômeur n'a donc pas accès au loisir. Ses moyens financiers ne lui permettent pas de consacrer aux sorties et aux achats autant qu'il voudrait. Une enquête réalisée en Australie et comparant un groupe de jeunes au chômage et un groupe de jeunes occupant un emploi révèle que les jeunes chômeurs allaient moins souvent au cinéma que les autres, lisaient moins les journaux, faisaient moins de sport et sortaient moins avec leurs amis. En revanche, ils dormaient plus durant le jour et passaient plus de temps à ne rien faire (Turtle, Cranfield, Halse-Rogers, Reuman et Williams, 1978).

Pour bon nombre de chômeurs, le temps libre est un temps vide. Les occupations ne servent qu'à tuer le temps, attendre la fin de la journée, sans avoir eu l'impression de vivre. Plusieurs passent plus de temps à regarder la télévision (Kosky, 1980; Rapoport et Rapoport, 1975). D'autres ont l'impression de tourner en rond (Galland et Louis, 1978; Mathey, 1976). L'ennui résultant de cet excès de temps libre fait que le moindre effort devient une source de

fatigue; cela conduit souvent le jeune chômeur à négliger son apparence physique (Schneider, 1977).

Pourtant, en raison de leur âge, les jeunes adopteraient plus facilement un statut de substitution que les chômeurs plus âgés. Ils ont l'avantage de pouvoir se conformer aux modèles de comportement directement issus de leur vie d'étudiant. Mais cet avantage ne compense pas leur désir d'accéder au statut d'adulte, statut conféré par le fait d'avoir un emploi (Schnapper, 1981). La situation est quelque peu différente pour ceux qui ont exercé pendant un certain temps une activité professionnelle car ils ont déjà accédé au monde adulte et abandonné les comportements propres aux plus jeunes.

En raison des contraintes financières, plusieurs activités comme les sorties et les sports sont supprimées. Comme beaucoup de jeunes n'ont pas accès aux prestations de chômage, le peu d'argent disponible sera consacré en priorité à la recherche d'emploi. Les rapports avec leurs amis qui travaillent deviennent plus difficiles; d'abord parce que les rythmes de vie des chômeurs et des travailleurs sont différents et ensuite parce qu'ils ne sont pas sur un plan d'égalité au niveau financier. Cela introduit dans les activités communes une dépendance qui crée un malaise (Galland et Louis, 1978). L'argent est un élément primordial pour participer à des activités avec les amis (Braun, 1979). L'impossibilité de discuter ensemble de leur expérience de travail contribue aussi à distendre les relations avec leurs amis.

6.4. Attitudes politiques et sociales :

Des craintes ont été exprimées à l'effet que le chômage chez les jeunes entraînerait une radicalisation de leurs attitudes envers la société. Selon cette hypothèse, les jeunes ne pouvant trouver du travail ressentiraient une frustration leur faisant rejeter le blâme de leur situation sur la société.

L'intérêt de ces données réside dans leur effet sur la mobilisation de comportements collectifs. Le développement d'attitudes radicales envers la société pourrait faire du groupe des chômeurs, qui va en s'accroissant, une force politique potentiellement menaçante. Mais cela est loin d'être démontré. Alors que certains croient que les jeunes chômeurs peuvent être attirés par les organisations révolutionnaires d'extrême-gauche, d'autres perçoivent plutôt chez ceux-ci une aliénation passive.

Une enquête menée en 1976 aux États-Unis auprès de prestataires d'assurance- chômage révèle que les chômeurs ne constituent pas un groupe homogène en regard de leurs attitudes politiques et que la durée du chômage a peu d'effet sur celles-ci. Les individus au chômage

CHAPITRE II : Généralités sur le chômage

répondent différemment aux efforts d'organisation, mais parmi eux, les jeunes et les membres des groupes minoritaires pourraient répondre favorablement aux tentatives de regroupement dans des organisations de gauche (Ropers et Koning, 1977).

Dans l'enquête réalisée par Schnapper (1981) auprès de chômeurs de tout âge, ceux-ci n'avaient jamais évoqué d'options politiques ou le désir de traduire en options politiques le désarroi causé par leur condition. Selon elle, le chômage se définirait en termes d'anomie et de marginalisation plutôt qu'en termes de révolte ou de mobilisation collective. Le chômage est une situation individuelle dans laquelle chacun se définit précisément par la solitude.

¹ **DEMERS, Marie.** *chômage chez les jeunes : conséquences psychologiques et sociales. relations industrielles/ Industrial Relations.* [éd.] Département des relations industrielles de l'université Laval. 1983, Vol. 38, 4, pp. 789-797.

CHAPITRE III

Le chômage en Algérie

Préambule :

Après avoir parlé sur le chômage en général, Dans ce chapitre nous allons parler sur le chômage en Algérie ; son évolution, les causes de chômage et ses effets socio-économiques sur l'Etat et sur les individus.

1. L'évolution de chômage en Algérie :

Le taux de chômage en Algérie a diminué considérablement ces dernières années. En effet, celui-ci a baissé d'environ 14 points entre 1966 et 2011. En terme absolu, le nombre de chômeurs a été divisé par deux, passant de 2 078 000 chômeurs à 1 063 000 chômeurs.

Nous pouvons distinguer trois périodes :

- 1- De 1966 à 1985 périodes avant crise : durant cette période le taux de chômage a considérablement diminué de 34 % à 10 %. Cette diminution est due essentiellement à trois facteurs :
 - Le recrutement massif des entreprises publiques, celle-ci recrutait beaucoup plus que leur besoin réel.
 - Le marché du travail répondait à une demande exclusivement masculine. La participation des femmes à la force de travail était négligeable.
 - Les accords de coopération pour la migration de travail que l'Algérie a établi avec plusieurs pays en particulier avec la France. Géré par L'ONAMO jusqu'aux années 1973.
2. La deuxième période à partir de 1986 et jusqu'en 1999 : c'est la période de crise, la chute des prix des hydrocarbures en 1986, a engendré un ralentissement de l'économie algérienne. Les entreprises fonctionnaient au ralenti. Les capacités de production étaient utilisées à 30 % et les entreprises ne recrutait plus, d'où une augmentation du chômage.
3. La troisième période à partir de 2000 : durant cette période d'après la crise, le taux du chômage à considérablement diminué.¹

Pour consolider notre recherche avec des critères scientifiques on a choisi l'utilisation des données d'office national des statistiques.

¹. HAMMOUDA, Moundir LASSASSI et Nacer-eddine. *50 ans d'indépendance : Quelle évolution de la situation du marché du travail en Algérie*. Les cahiers du CREAD. 2012, 100, pp. 107-108.

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

1.2. La période avant le plan d'ajustement structurel :

○ Entre 1966-1986 : Les chiffres de ce tableau nous indiquent que cette période connaît une baisse des taux de chômage et une augmentation des taux d'emploi, depuis 1962 en peut Remarquer le recul des taux de chômage de (32,9%) a (22%) en 1979, c'est une période marquée par une politique d'investissement publique lancée par le président HAOURI BOUMEDIAN. La période poste BOUMEDIAN a connu aussi une continuation de baisse des taux de chômage de (16,3%) en 1982 à (8,7%) en 1984. A partir de l'année 1985 on remarque une augmentation de taux de chômage (9,7%) en 1985 a (10,7%) en 1986 ici il faut dire que l'économie algérienne a commencé de subir les influences de la chute des prix du pétrole sachant que l'économie algérienne est une économie rentière basée sur l'exportation des hydrocarbures. Cette période difficile a poussé le gouvernement algérien à lancer des réformes politiques, accompagnées par des réformes économiques pour relancer l'économie et pour récupérer de postes de travail perdus.

Tableau n° 01 : Evolution de chômage en Algérie entre 1966 et 1986.

Années	1966	1979	1982	1983	1984	1985	1986
Chômage en %	32,9	22	16,3	13,1	8,7	9,7	10,7

Source : ONS

○ **Entre 1987-1997 :**

Tableau n° 02 : Evolution de taux de chômage en Algérie entre 1987 et 1993.

Années	1987	1989	1990	1991	1992	1993
Chômage en %	21,4	18,1	19,7	21,2	23,8	23,2

Source : ONS

Les données de ce tableau montrent les taux de chômage à partir de l'année 87, le taux de chômage a connu un accroissement brutal et n'a pas cessé d'augmenter. En effet, il atteint un pourcentage de (21,4%) en 1987, et il a dépassé le (23,8%) en 1992. Cette augmentation des taux de chômage est la conséquence de la crise pétrolière de 1986.

Le niveau de chômage s'aggravait à partir des années 90, puisque non seulement l'économie ne crée plus des poste d'emploi à cause des difficultés financières, mais le plus grave c'est que ces entreprises n'arrivent plus à assurer les postes de travail existant déjà, c'est à partir de cette période que les entreprises procèdent à des licenciements à cause des réformes économiques adoptées par l'Algérie, c'est une forme de chômage involontaire.

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

1.2. La période après le plan d'ajustement structurel :

Comme conséquence de la crise pétrolière des années quatre-vingt et tous les conséquences subit par l'économie Algérienne (licenciement des travailleurs, dégradation de pouvoir d'achat des familles Algériennes...) l'Algérie se retrouvait obligée d'appliquer les réformes du plan d'ajustement structurel imposé par le fonds monétaire international (FMI) après l'incapacité de payement des dettes cumulées.

○ **Entre les 1994-1998 :**

Tableau n° 03 : l'évolution de taux de chômage en Algérie entre 1994 et 1998.

Années	1994	1995	1996	1997	1998
Chômage en %	24,4	28,1	28,3	29,5	28

Source : O N S

Les chiffres de ce tableau nous donnent une image sur ce qui s'est passé dans cette période, notamment après l'application de plan d'ajustement structurel, cette époque a connu une grande hausse des taux de chômage .S'est passé de 24,4% en 1994 à 28% en 1998.

○ **Entre 1999-2005 :**

Tableau n° 04 : l'évolution de taux de chômage en Algérie entre 1999 et 2005.

Années	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Chômage en %	30	29	27	25,9	23,7	17,7

Source : O N S

Les chiffres de ce tableau indiquent qu'il y a une grande évolution du phénomène de chômage durant cette période, on constate alors une baisse de (30%) en 1999 à (15,3) en 2005 .Cette baisse de taux de chômage renvoie essentiellement aux prix de pétrole élevé dans le marché mondial, et c'est ça qui a permet à l'Etat de relancer plusieurs chantiers afin d'absorber le chômage.

○ **Entre 2005 -2014 :**

Tableau ° 05 : l'Evolution de taux de chômage en Algérie entre 2005 et 2014.

Années	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Chômage en %	15,3	12,3	13,8	11,3	10,2	10	9,8	9,7	9,3	9

Source : ONS

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

Dans cette période entre 2006 et 2014, les chiffres indiquent que le taux de chômage a continué sa baisse avec la continuité des chantiers et les différentes politiques de l'emploi lancées par l'Etat.

Entre 2005 et 2007 : est marqué par la création de 3 198 000 emplois équivalents à une moyenne annuelle de 399 750 postes, la baisse du taux de chômage trouve ses explications dans la mise en application d'un programme complémentaire de soutien à la croissance économique (2005-2009), auquel sont venus s'ajouter les programmes spéciaux des hauts plateaux et du sud, le programme des travaux d'utilité publique à haute intensité de main d'œuvre, le nombre d'emploi créés est de 2934 en 2006 et 2913 en 2007. Le lancement de 2933 chantiers, période qui s'est aussi traduit par une amélioration du niveau d'investissement privé et étranger. Encouragement de l'entrepreneuriat et le financement des dispositifs de création d'activités a connu une évolution durant cette période, en termes de résultats dans le cadre des dispositifs de création d'activités (ENSEJ, CNAC), le bilan de la période 1999-2007 fait ressortir le financement de 94000 projets de micro entreprise ayant généré près de 260.000 emplois.

Entre 2008-2011 : la baisse de taux de chômage durant cette période s'explique par le lancement du gouvernement d'un nouveau mécanisme intitulé le dispositif de l'ANEM qui l'aide à l'insertion professionnelle des jeunes , qui a comme objectif de favoriser l'insertion professionnelle jeunes primo-demandeurs d'emploi .En 2010 environ 277618 jeunes primo – demandeurs d'emploi ont été placés auprès d'entreprises et autre institutions au titre de DAIP dont près de 50% sont universitaires , le placement de 110000 primo-demandeurs dans le cadre de CID :70.0000 sont des universitaires et 40.000 TS et 200.000 CIP.

Entre 2012 -2014 : cette période n'a pas marqué d'un autre caractère, le taux de chômage a commencé de stabiliser au pourcentage de 9,7% en 2012 et 9% en 2014, les différents dispositifs d'aide à l'emploi sont engagés à appliquer les plans de gouvernement concernant la création des emplois destinés aux jeunes.¹

¹ SARADOUNI Mohammed, TIGHERMET Hakim, *La représentation du travail aidé chez les salariés insérés dans le cadre de l'ANEM, Cas des employés des entreprises ALCOVEL et MAC-SOUM d'Akbou.* Mémoire de fin de cycle, université de Béjaia, 2014-2015, pp 30-34.

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

En 2014, au sens du BIT, la population active du moment a atteint 11 453 000 personnes, la population active féminine a atteint pour sa part 2 078 000 contribuant ainsi 18,1 % de la population active.

La population occupée du moment est estimée, pour sa part, a 10 239 000 personnes, soit un taux d'occupation de 26,0 %, les femmes contribuant un volume de 1 722 000 occupées, atteignant 16,8 % de la population occupée totale.

Dans les années qui suivaient, 2015, 2016, 2017, jusqu'à 2018, le taux de chômage atteignait respectivement au niveau national, 11,2%, 10,5%, 11,7% et 11,7%.¹

Tableau n° 06 : L'évolution de taux du chômage au niveau national entre 2014 à 2018

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Taux du chômage au niveau national (en %)	10,6	11,2	10,5	11,7	11,7

Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

2. Les causes de chômage en Algérie :

2.1. La crise économique universelle :

En ce moment, le monde entier est frappé par un effondrement des cours du brut, qui ont perdu plus de 60% de leur valeur. L'Algérie à l'instar des autres pays est frappée d'assaut par cette crise, vu que notre pays dépend à 98% des recettes du pétrole. Ainsi l'Algérie vit une crise "structurelle" selon les experts en économie. Cette situation s'avère durable, marquée par un chômage en évolution continue, notamment chez les jeunes. Cette situation est aggravée par "le rééchelonnement de la dette extérieure, et la dévalorisation de notre monnaie de change, par le fait de la crise", indiquent ces experts.

On prévient donc des répercussions de cette crise sur tous les niveaux Dans son article sur les causes et les conséquences du chômage, Laberge (N.D) écrit : « ces répercussions se verront sur plusieurs plans, dont l'instabilité géopolitique, la pauvreté et la propagation de fléaux sociaux multiples. »

¹. Site web : www.ons.dz

2.2. Le problème de l'inadéquation formation/emploi :

Cette variable revient toujours à la surface quand il s'agit des causes du chômage des jeunes; notamment les diplômés de l'enseignement supérieur ; dont le taux s'élève à 16.4%, sachant que le taux global des jeunes au chômage est de 25.2% (septembre, 2014.). Ce taux de chômage va encore augmenter, surtout avec le gèle du recrutement dans la fonction publique, qui est une mesure prise par l'état dans le cadre de la politique d'austérité suite à la crise économique ; notons aussi que " chaque année plus de 120.000 universitaires sont en fin de leurs cursus ; et donc postulent aux pôles d'emploi; ce chiffre est candidat d'atteindre plus de 330000 en 2024" Cette situation constitue un défi pour l'état qui "doit gérer ces flux qui déferlent de plus en plus nombreux sur le marché du travail"(Algerie watch, 2010). Les exigences du marché du travail. Cette inadéquation est l'une des causes majeures du chômage des jeunes.¹

2.3. Les difficultés et obstacles rencontrés par les bénéficiaires sont surtout dans les dispositifs de créations d'activités. Les difficultés rencontrées auprès de l'ANSEJ et de l'ANGEM portent, selon les jeunes enquêtés, sur la lourdeur des procédures administratives, sur les comportements de certains agents ou responsables et sur la pratique du clientélisme et de passe droits dans l'octroi des crédits.

Par ailleurs, beaucoup de jeunes porteurs de projets déclarent qu'ils éprouvent des difficultés à obtenir des marchés à cause des pratiques de traitement des soumissions, mais aussi que la saturation de certains créneaux poussent à l'asphyxie des porteurs de projets, guidés par le seul mimétisme ambiant. Les porteurs de projets se sentent donc menacés non seulement de faillite mais également d'incapacité à rembourser le crédit de la banque, ce qui fait dire à un enquêté que le bénéficiaire « était avant un chômeur et il devient maintenant un chômeur endetté »².

2.4. Émergence d'une explosion démographique des jeunes

L'évolution de la démographie constitue un facteur explicatif des niveaux élevés de chômage des jeunes dans l'Algérie.

¹. **Abla, Boulkroune Nora et Rouag.** *La problématique des jeunes au chômage.* LAPSI, 2017, 14, pp. 66,67.

². **MEZIANI, Mouloud Med.** *L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes.* overblog.Alger, 30 Juillet 2013.

La population jeune augmente à un rythme plus rapide que les autres franges de la population dans l'ensemble du pays. un Algérien sur deux a moins de 20 ans. Les jeunes de moins de 15 ans composent 40% de l'effectif total, les jeunes de moins de 35 ans constituent plus de 60 % de la population. Une telle structure par âge est la conséquence d'une croissance naturelle qui s'est maintenue à un niveau de 3% l'an jusqu'en 1980. Elle a baissé considérablement depuis, de près du 1/3 en 10 ans. En 1994, le croît naturel est de 2,1%. La population Algérienne est extraordinairement jeune¹.

Selon l'ONS, la population Algérienne a été multipliée par 4 depuis 1966 pour atteindre 40 millions d'habitants au 1er janvier 2016. Après la décennie noire, l'Algérie pourrait connaître une nouvelle vague de fort accroissement de la population jeune. La prédominance des moins de 15 ans persistera dans les décennies à venir, et ce n'est qu'en 2040 qu'elle devrait s'équilibrer avec celle des plus de 60 ans².

2.5. Déficit d'emplois décents et augmentation continue du nombre d'emplois temporaires :

La présence d'un déficit d'emplois décents et permanents est une autre cause du chômage en Algérie. Peu d'emplois à haute valeur ajoutée (décents) sont créés pour absorber la main-d'œuvre qualifiée en raison d'un ensemble de facteurs. L'imprévisibilité du climat de l'investissement, les coûts élevés de l'activité commerciale, la rigidité des réglementations du marché du travail et la lenteur des progrès accomplis vers la mise en place d'économies totalement ouvertes, ont empêché la croissance et l'investissement du secteur privé et encouragé l'informel. Les coûts élevés liés au recrutement offrent aux entreprises une forte incitation soit à ne pas embaucher de travailleurs ou à les embaucher au noir en dessous du salaire minimum. De ce fait, une forte proportion travaille dans le secteur informel non réglementé de l'économie, exerçant des emplois précaires sans contrats et sans mesures de protection sociale, ce qui a contribué au chômage des jeunes, plus particulièrement des jeunes instruits. La Prédominance du secteur privé, à mesure que l'Algérie évolue vers une économie de marché, a contribué aussi à une augmentation continue du nombre d'emplois temporaires.¹

¹. Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., p. 10.

². Mohamed Saïb, Musette, op. Cit., pp. 7-8.

2.6. Les Flux migratoires :

En Algérie, l'immigration est un dossier très sensible sur le plan de la politique intérieure. C'est pour cela que les statistiques officielles ne sont généralement pas accessibles publiquement, et que les estimations varient considérablement de source en source. Ainsi, le recensement national de 2008 dénombre 95.000 migrants légaux, soit 0,24 pour cent de la population, le Ministère du Travail déclare avoir enregistré en 2014, 140.000 travailleurs étrangers, et une analyse des différentes statistiques algériennes en 2012 a abouti à un total de 170.000 travailleurs migrants, dont 13.000 étudiants. Le nombre de migrants en situation irrégulière est estimé entre 20.000 et 30.000. Outre, l'urbanisation du désert algérien a aussi, et surtout depuis les années 1990, été considérablement accélérée par les flux migratoires d'Afrique subsaharienne. A titre d'exemple, les migrants la ville de Tamanrasset sont des migrants d'Afrique subsaharienne, dont la majorité en provenance du Mali et du Niger. Ces individus travaillent surtout dans des secteurs tels que l'agriculture et la construction, mais également dans le tourisme et le travail domestique.

La libéralisation économique et les accords économiques bilatéraux conclus Depuis le début des années 2000, ont également conduit à une augmentation de l'immigration. Avec les investisseurs et entreprises asiatiques, de nombreux travailleurs chinois et indiens se sont ainsi installés en Algérie pour travailler dans le bâtiment et dans l'industrie sidérurgique, en particulier aux échelons hiérarchiques supérieurs. C'est ainsi qu'en 2014, l'ambassade de Chine a déclaré 40.000 travailleurs chinois en Algérie.¹

3. Les caractéristiques de chômage en Algérie :

L'évolution de chômage en Algérie a fait apparaitre quelques caractéristiques qui peuvent être résumé par :

3.1. Le chômage un phénomène affectant les jeunes :

Ce qu'on peut porter comme remarque sur le chômage en Algérie c'est le taux élevé de chômage des jeunes par rapport aux autres catégories de la population active en Algérie, le taux de chômage des jeunes (16-24ans) attient 21,5% soit près de jeune actif occupé sur cinq.

¹ Mohamed Saïb Musette, op. Cit., p. 10.

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

Le programme Emploi des Jeunes (PEJ), adopté en 1987, devait contribuer à réduire du travail, dans cette démarche que l'Etat Algérien a s'engager afin de réduire l'écart entre les taux de chômage de différentes catégories sachons que le taux de chômage des jeunes est de 24,8% en 2013, ce pourcentage n'a pas beaucoup changé en 2014 avec 25,2 %, il est clair que le taux de chômage des jeunes en Algérie n'a pas été réduit malgré tous les efforts de l'Etat, ou au moins d'une façon suffisante.¹

Il est passé de 21,5% en 2010 à 22,4% en 2011 puis à 27,5 en 2012 afin qu'il connait une baisse à 24,8 en 2013 puis en 2014 le taux de chômage repart à la hausse avec un pourcentage 25,2 %.²

Dans les années qui suivaient, 2015, 2016, 2017, jusqu'à 2018, le taux de chômage atteignait respectivement au niveau national, 11,2%, 10,5%, 11,7% et 11,7%, avec des disparités significatives selon l'âge, le niveau d'instruction et le diplôme, dont la part des jeunes de 16-24 ans était estimée successivement à 25,2 % et 29,9 % 26,7 %, 28,3%, 29,1 % entre 2014 et 2018.³

Tableau N° 07 : Taux de chômage par groupe d'âge (en %) entre 2014 à 2018.

	2014	2015	2016	2017	2018
- de 20	30,0	38,8	30,9		31,0
20-24	24,1	27,6	25,7		25,1
25-29	16,9	18,4	18,3		20,0
30-34	9,5	9,9	9,9		9,2
35-39	6,1	5,8	5,4		6,5
40-44	4,1	4,6	4,4		4,9
45-49	3,0	2,8	2,6		4,2
50-54	2,3	2,5	1,9		3,5
55-59	1,4	2,7	2,1		4,7
Total	10,6	11,2	10,5	11,7	11,1

Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

¹. **Salima, BENYAHIA.** *Le chômage en Algérie : Caractéristiques, causes et conséquences.* Revue de l'Ijtihad D'études juridiques et économiques. 20 Novembre 2018, Vol. 08, 01, pp. 28-29.

². **Site web :** [Http://www.manpowergroup.fr/diplôme/](http://www.manpowergroup.fr/diplôme/), *Chômage des jeunes au Maghreb: qualité contre quantité de la formation?* Atelier de l'emploi, publié le 7 février 2012. (Page consulté le 02/05/2020 à 09:25).

³. Site web : www.ons.dz

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

3.2. Le chômage, un phénomène un phénomène affectant les femmes :

Le taux de chômage par sexe montre une disparité qui s'accuse au fil de plusieurs années. Le chômage touchait plus les femmes que les hommes. Le chômage touche davantage le niveau d'instruction, l'âge et le sexe ainsi les diplômés de l'enseignement supérieur. Parmi les diplômés de l'enseignement supérieur, les femmes sont les plus touchées par le phénomène du chômage, le taux du chômage de ces dernières montré dans les tableaux ci-dessous

Selon les tableaux n°04 et n°05 le chômage, demeurait toujours important chez les femmes : 22,1 % en 2014 contre 10,9 % chez les hommes, 20,2 % en 2015 contre 8,2 % chez les hommes, 24,7 en 2016 contre 10,2 % chez les hommes, % 23,1 % en 2018 contre 10,0 % chez les hommes.

TABLEAU N°08: Le chômage des diplômés de l'enseignement supérieur par groupe de sexe :

Année	2014	2015	2016	2017	2018
Masculin	10,9	8,2	10,2		10,0
Féminin	22,1	20,2	24,7		23,1
Ensemble	16,4	14,1	17,7	17,6	16,8

Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

Tableau n° 09 : Taux de chômage par groupe d'âge et sexe (en %)

	Masculin	Féminin	Total
- 20	28,1	44,8	29,4
20-24	22,2	45,1	26,2
25-29	15,4	36,1	20,8
30-34	8,4	18,7	10,9
35-39	5,6	12,7	7,2
40-44	4,1	10,4	5,5
45-49	3,8	5,7	4,1
50-54	3,1	7,0	3,7
55-59	2,1	5,9	2,6
Total	9,1	20,4	11,4

Source : office national des statistiques (ONS). Activité, emploi et chômage. 2018. Alger, p.7.

3.3. Le chômage, un phénomène un phénomène affectant les jeunes diplômés :

Après la baisse des prix du pétrole depuis 2014 sur le marché international, les perspectives de recrutement se rétrécissent et les revendications juvéniles ne manquent pas. D'après l'ANEM (Cf. *EL Watan Economie du 12/01/2015*) le stock de demandeurs d'emplois inscrits à l'agence est important : estimé à plus de 1,2 million dont plus de 365 000 sont des universitaires (30 % des demandeurs) plus de 410 000 ont un niveau d'étude moyen (34 % des demandeurs) et plus de 250 000 ont un niveau secondaire (Lycée). Les demandeurs d'emplois sans niveau d'instruction représentent seulement 7 % de la demande globale.

Certes, pour les diplômés du l'enseignement supérieur on observe une baisse régulière du taux de chômage puisqu'il est passé de 21,4% à 15,2% entre 2010 et 2012, 14,3% en 2013 et 13% en 2014. Mais au dernier trimestre 2014, dans une conjoncture économique difficile, ce taux est remonté à 16,4%.² L'évolution du taux du chômage selon le diplôme entre 2014 et 2015 fait ressortir une régression du taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur, après une hausse enregistrée en septembre 2014, (passant de 16,4% à 14,1%).

Par ailleurs alors que celui des diplômés des instituts de formation professionnelle a augmenté de 0,7 point (passant de 12,7% à 13,4%).¹

En 2016, l'évolution du taux de chômage selon le diplôme fait ressortir que l'augmentation enregistrée a touché les diplômés universitaires d'une manière assez prononcée. Le taux de chômage auprès des personnes sans qualification a connu une régression puisqu'il a baissé de 8,3% à 7,7% entre avril et septembre 2016. Quant à celui des diplômés universitaire, il a grimpé de 13,2% à 17,7%. Les chômeurs n'ont aucun diplôme constituent 44,9% de l'ensemble de la population en chômage. Les diplômés de la formation professionnelle en constituent 27%, alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 28,2% (soit une progression du poids des universitaires de 5,6% points comparativement à avril).

En 2017, la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu fait ressortir que 692 000 chômeurs n'ont aucun diplôme, soit près de la moitié de l'ensemble de la population en chômage (48%). Les diplômés de la formation professionnelle en constituent 26%, alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 25,8%.

¹ **GHOUATI Ahmed**, *politiques d'emploi et insertion des jeunes diplômés en Algérie*, Revue PHRONESIS. Université de Sherbrooke, p 43, Volume 8, numéro 3-4, 2019.

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

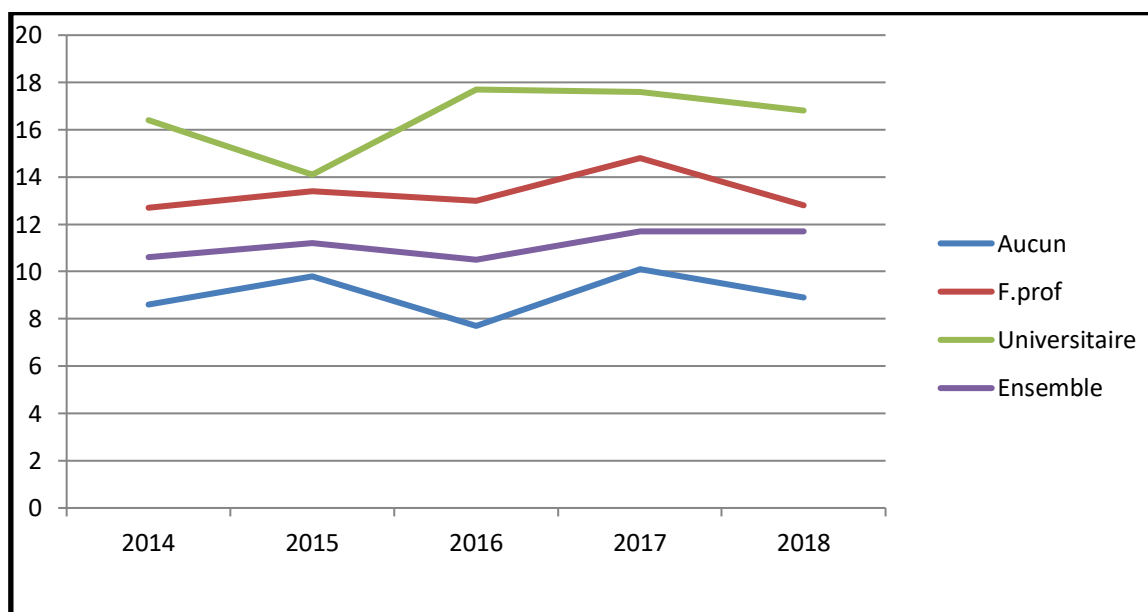
En 2018, la répartition des chômeurs selon le diplôme obtenu fait ressortir que 680 000 n'ont aucun diplôme, soit près de la moitié de l'ensemble de la population en chômage (49,4 %). Les diplômés de la formation professionnelle en constituent 25,7 %, alors que les diplômés de l'enseignement supérieur en forment 24,9 %.¹

Tableau n° 10 : L'évolution de taux du chômage selon le niveau d'instruction.

Année	Aucun	F. prof	Universitaire	Ensemble
2014	8,6	12,7	16,4	10,6
2015	9,8	13,4	14,1	11,2
2016	7,7	13	17,7	10,5
2017	10,1	14,8	17,6	11,7
2018	8,9	12,8	16,8	11,7

Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

Figure n° 2 : Evolution du taux du chômage par diplôme (2014-2018)



Source : données de l'enquête emploi, ONS, Alger

¹. Site web : www.ons.dz

CHAPITRE III : Le chômage en Algérie

TABLEAU N° 11 : Taux de chômage selon le niveau d’instruction, le diplôme obtenu et le sexe (en %).
Pour l’année 2019.

	Masculin	Féminin	Total
▪ Niveau d’instruction			
Sans instruction	2,5	5,5	3,0
Primaire	6,4	11,3	6,8
Moyen	11,0	20,3	11,8
Secondaire	8,4	19,0	10,6
Supérieur	10,7	23,9	17,4
▪ Diplôme obtenu			
Aucun diplôme	8,0	14,6	8,7
Diplômé de la formation professionnelle	11,5	20,7	13,5
Diplômé de l’enseignement supérieur	11,0	23,9	18,0
▪ Total	9,1	20,4	11,4

Source : données de l’enquête emploi, ONS, Alger

Tableau n° 12 : Evolution de taux du chômage chez les diplômés de l’enseignement supérieur par apport à la population active entre 2014 à 2018.

Année	Total (les chômeurs diplômés de l’enseignement supérieur) En %	chômeurs diplômés de l’enseignement supérieur	La population occupée	Population active totale
2014	16,4	199 096	10 239 000	11 453 000
2015	14,1	171 174	10 594 000	11 932 000
2016	17,7	214 878	10 845 000	12 117 000
2017	17,6	213 664	10 858 000	12 298 000
2018	16,8	203 952	11 048 000	12 63 000

Source : données de l’enquête emploi, ONS, Alger¹

¹ Site web : www.ons.dz

4 . Les effets de chômage :

Selon le Bureau International de Travail le chômage a des effets économiques, sociaux et psychologiques.¹

3.4. Les effets économiques :

- La démobilité et la désresponsabilisation qui ont des effets non seulement à l'intérieur de l'économie, mais aboutissent à créer ou à aggraver un phénomène qui est devenu une réalité en Algérie, nous mettons l'accent ici sur la fuite des cerveaux.
- Le non ou la faible utilisation de la ressources humaine, ce qui est considéré la ressource génératrice des ressources.

3.5. Les effets sociaux et psychologiques :

- La détérioration du niveau de vie de catégories sociales touchées par le phénomène de chômage, en ajoutant de cela l'apparition de quelques phénomènes qui caractérisent l'activité des ménages en Algérie : pauvreté, suicide, pression.
- En absence de revenu stable, la personne concernée vit dans une situation d'infériorité et de marginalisation et bien vite d'exclusion.

3.6. Conséquences du chômage sur l'économie Algérienne :

Le chômage a eu et continue d'avoir des effets économiques, sociaux et psychologiques, sauf que nous allons présenter d'une façon détaillée les principaux effets économiques.

3.6.1. Conséquences du chômage sur la consommation :

D'une manière générale, le niveau du chômage influence fortement la consommation et donc l'économie d'un pays. En effet, un des principaux moteurs de l'économie est la consommation. Une forte baisse de celle-ci entraînera mécaniquement une chute de croissance. Les chômeurs verront leur pouvoir d'achat se réduire, et dépenseront moins en reportant leurs achats non indispensables. Mais les chômeurs ne sont pas les seuls concernés par cette diminution du pouvoir d'achat. En effet, on a souvent constaté qu'après l'annonce d'une hausse du taux de chômage dans les médias, la consommation se mettait à décroître, et ce même chez la population active disposant encore de son travail.

¹. <http://www.mouvement pour un développement humain.fr/quelles-sont-les-causes-et-conséquences-de-chômage>. (page Consulté le 02.05.2020 à 12h :10).

Il s'agit là d'un phénomène psychologique, les travailleurs anticipant une baisse de leur pouvoir d'achat se prémunissent en économisant plutôt qu'en consommant, ils préfèrent épargner. L'événement du chômage survenant dans une famille via l'un ou plusieurs de ses membres n'est pas un phénomène marginal. Sa fréquence le rend constitutif de la vie de famille, il est responsable en moyenne d'une baisse de près d'un quart de la consommation des ménages. Disposant de ressources initiales relativement faibles, les ménages sont plus exposés par le chômage à la pauvreté dans le milieu ouvrier qu'ailleurs. Les personnes isolées sans emploi ou chômeurs de longue durée ont une consommation deux fois plus faible que des ménages du même type non touchés par le chômage. Le niveau des dépenses courantes ne dépend pas seulement du revenu. Le ménage peut tirer sur son épargne. Les réserves manquent aux pauvres, et plus l'avenir du marché du travail est sombre, plus il est probable qu'elles soient plus modestes.

3.6.2. Conséquences du chômage sur la situation financière de l'état :

L'augmentation de l'offre d'emplois précaires produit en parallèle une augmentation du travail dissimulé ou au noir. Comme l'a signalé la BAFD, un certain nombre de facteurs empêchent la croissance du secteur privé et encouragent le travail informel non réglementé, ce qui donne aux entreprises une forte incitation à ne pas embaucher des travailleurs ou à les embaucher en dessous du salaire minimum. Si le travail dissimulé représente un véritable intérêt pour "les employeurs indécents", en raison du niveau des cotisations sociales, il entraîne une perte de ressources publiques, et il s'accompagne souvent de conditions de travail difficiles voire dangereuses pour les travailleurs employés illégalement. C'est ainsi pour la situation financière de l'Etat qui doit en effet prendre en charge les aides sociales et le manque à gagner des institutions publiques, telle que la sécurité sociale qui se finance principalement par les cotisations sur les salaires. Par ailleurs, le financement Etatique des aides sociales comme l'Allocation de solidarité spécifique (ASS), dans le but d'améliorer La protection sociale, représente un investissement, mais aussi Une charge, en raison de l'importance du budget. Avec l'augmentation du chômage, le nombre d'allocataires va en augmentant. Toutes ces dépenses engendrées par le chômage ne font qu'accroître les difficultés économiques d'un état, qui doit le plus souvent s'endetter en période de crise.¹

¹ **Salima, BENYAHIA.** *Le chômage en Algérie : Caractéristiques, causes et conséquences.* Revue de l'Ijtihad D'études juridiques et économiques. 20 Novembre 2018, Vol. 08, 01, pp. 29-32

CHAPITRE IV

***Le marché du travail en Algérie et les dispositifs
de lutte contre le chômage***

Préambule :

Après avoir parlé sur le chômage en Algérie, on va essayer dans ce chapitre, de parler sur le marché du travail en Algérie et de présenter les différents dispositifs d'emploi mis en place par le pouvoir public algérien pour lutter contre le chômage et permettre la création de poste d'emploi.

1. Généralités sur le marché de travail :

– Le marché :

« Au sens premier, le marché désigne le lieu où des producteurs (commerçants, artisans, paysans) se rassemblent pour proposer directement leurs produits aux consommateurs. En économie, par extension, le marché est un système d'échanges où se rencontrent l'offre (les vendeurs) et la demande (les acheteurs). C'est aussi l'ensemble des règles, juridiques ou informelles, par lesquelles ce type d'opérations économiques peut se réaliser. Le marché, qui concerne aussi bien les échanges de biens et de services que les échanges actifs financiers et immobiliers, est l'un des concepts fondamentaux de l'économie.¹ ».

– Le travail :

Il désigne l'effort physique ou intellectuel qu'il faut accomplir pour faire quelque chose ou obtenir un résultat recherché. En tant qu'occupation rémunérée, le travail est synonyme d'emploi, c'est pourquoi certaines personnes parlent également de marché de l'emploi.

– L'offre de travail :

L'offre de travail représente la quantité de travail offerte par les individus qui cherchent à exercer une activité rémunérée. Ces derniers sont appelés demandeurs d'emplo²i.

– La demande de travail :

La demande de travail, qui provient généralement des entreprises, est la quantité de travail demandée par les employeurs. Ceux-ci offrent donc des emplois³.

– Définition de marché de travail

¹ http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/6_Modules1_Marches_Prix.pdf. Consulté le: (18.04.2020)

² Idem.

³ Idem.

« Le marché de travail est un lieu fictif de rencontre entre l'offre et la demande du travail. Les salariés offrent leur travail et demandent un emploi. L'offre de travail de la part des salariés est une fonction croissante du taux du salaire réel alors que la demande de travail des entreprises est une fonction décroissante du taux du salaire réel.⁴ ».

2. Les caractéristiques de marché de travail :

On peut constater que le secteur privé domine le marché du travail, mais avec l'offre des emplois temporaires notamment. Puis, le chômage est plus important toujours dans le monde urbain que dans les milieux ruraux. Une plus grande vulnérabilité est observée parmi les jeunes et surtout les filles. Nous avons observé un ralentissement de l'emploi informel, qui reste toujours assez important.

Enfin, l'Algérie continue à faire appel à la main d'œuvre étrangère pour la réalisation des programmes en cours. Quant à l'émigration, elle n'est pas organisée. Les mouvements migratoires irréguliers sont encore observés. Vers l'Algérie, ces flux sont composés plus par des réfugiés. A partir d'Algérie, le « harga » a connu un certain ralentissement et les modes opératoires ont changé.

– Dominance du secteur privé avec des emplois temporaires en hausse continue :

Le marché du travail est caractérisé par la dominance de l'emploi par le secteur privé. Ce dernier a pris le relais du secteur public depuis les années 1990. Pour rappel, en 1989 le secteur public était en pôle position, avec 54% des emplois. D'une manière générale, le secteur privé condense en 2011, 60% des emplois contre 40% pour le public. L'essentiel du salariat dans secteur privé est temporaire, estimé à 79,5% en 2011. A l'inverse, le salariat permanent est concentré dans le secteur public.

– Un chômage surtout urbain, avec une plus grande vulnérabilité des femmes et des jeunes :

Selon la dispersion géographique (urbain/rural) en 2011 comme en 2010, le taux de chômage est plus important dans le monde urbain avec un taux de 10,7% contre 8,7%

Pour les zones rurales. La tendance globale indique une plus grande vulnérabilité des femmes, dont le taux est plus du double que celui des hommes. Une légère variation est observée en

⁴ BRUNO Alain, *dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, ellipses, paris, 2005, p288.

2011: le taux de chômage des hommes a connu une légère hausse, il passe de 8,1% à 8,4% tandis que celui des femmes accuse une baisse de presque de 2%, passant de 19,1% à 17,2% entre 2010 et 2011. Cette baisse est induite par une chute du taux de chômage (moins de 2,4%) des femmes adultes (plus de 25 ans) en particulier. Ainsi il y a un écart persistant en 2011, entre le chômage des jeunes (16-24 ans) et celui des adultes (25-60 ans). Celui des jeunes est estimé à 24%, avec encore une forte disparité selon le sexe, celui des filles culmine à 38%, contre celui des hommes, évalué à 19,1%⁵.

– **Dynamique ralentie de l’informel**

La dominance du secteur privé est traduite par une dynamique persistante du secteur informel qui a gagné du terrain. Les mouvements déclenchés en janvier 2011 étaient portés par ces « outsiders ». Après une période de « tolérance », les autorités ont mené des actions répressives, accompagnées par des mesures d’intégration du commerce informel dans des marchés structurés. Le niveau de l’informalité de l’emploi (absence de couverture sociale hors agriculture) est estimé à 40% en 2011 contre 45,6% en 2010. Ce ralentissement est observé dans l’ensemble des secteurs, à l’exception des transports & télécommunications.

– **Les flux migratoires – appel à la main d’œuvre étrangère :**

L’Algérie maintient sa stratégie d’appel à la main d’œuvre étrangère, engagée depuis 2003, pour la réalisation de ses grands programmes. La main d’œuvre chinoise constitue la part la plus importante de l’immigration légale. Il existe aussi une migration irrégulière (plus subsaharienne) qui a connu un ralentissement depuis le déclenchement des conflits au Sahel et la sécurisation des frontières au Sud de l’Algérie (Mali, Niger), à l’Est (Tunisie, Libye) et à l’Ouest (le Maroc).

L’émigration algérienne régulière se stabilise à l’étranger, avec une réorientation vers d’autres destinations¹. Ce nouvel âge de l’émigration régulière se distingue par un nouvel profil. La dynamique des retours, enclenchée depuis les années 2000, connaît un ralentissement en 2012. L’émigration irrégulière « Haraga » reste d’actualité, elle est rythmée par les conjonctures. D’autres modes opératoires sont mis en œuvre pour contrer la sécurisation algérienne et européenne des frontières maritimes, voies empruntées par les migrants durant les années 2000. L’une des caractéristiques la plus sévère du salariat est celle de la baisse de l’emploi permanent et la montée de l’emploi temporaire. En 2010, les deux

⁵ MUSETTE Mohamed, *Le marché du travail en Algérie: une vision nouvelle ?*, CREAD, Alger (2013).

courbes se sont croisées : une légère reprise de l'emploi permanent est observée en 2011. La durabilité de cette reprise reste problématique.

3. L'évolution du marché du travail :

De 1966 à 2011, le taux d'activité en Algérie a augmenté de 7 points, passant de 21,7% en 1966 à 28,7% en 2011. En valeur absolue, la population active a été multipliée par 4,4 en l'espace de 45 ans, passant de 2,4 millions de personnes en 1966 à 10,6 millions en 2011. La première explication de cette évolution est la participation accrue des femmes au marché du travail. Le taux de chômage en Algérie a diminué considérablement ces dernières années. En effet, celui-ci a baissé d'environ 14 points entre 1966 et 2011. En terme absolu, le nombre de chômeurs a été divisé par deux, passant de 2078000 chômeurs à 1063000 chômeurs.

Nous pouvons distinguer trois périodes :

o La période de 1990-1997 :

Elle couvre la décennie 1990-1997 périodes de réforme, qualifiée comme une étape vers l'économie de marché. La période de transition vers une économie de marché est marquée par de fortes contraintes macro-économiques : réduction des ressources en devises, poids de la dette et des services de la dette, détérioration du taux de change du dinar et réduction des importations. Ces contraintes conduisent à une tension sur le marché de l'emploi où seuls 50000 emplois nouveaux ont été créés.

o La période de 1990-1999 :

L'analyse de l'évolution de l'emploi par secteurs d'activité durant la période 1990-1999, fait ressortir deux principales constatations :

a) Le rétrécissement continu de la part de l'emploi agricole du fait de sa stagnation.

b) La prépondérance de l'emploi dans l'administration et dans un cadre plus général dans le secteur tertiaire, conséquence :

1) D'un développement de l'emploi salarié : sa part a atteint près de 80% à la fin des années 70, avant de redescendre à près de 69% en 1992.

2) Du développement des secteurs de l'éducation et de la santé de l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre (résultant de la pression démographique et de l'entrée des femmes sur le marché du travail) qui a favorisé la création d'emplois dans les services.

○ **La période 2000-2011 :**

Elle couvre la décennie 2000–2011 qualifiée de période après crise et de transition vers l'économie de marché. L'analyse de l'évolution de l'emploi par secteurs d'activité durant la période 2001-2011, fait ressortir trois principales constatations :

a) Le rétrécissement continu de la part de l'emploi dans l'agriculture (moins de 11 points) et dans le secteur du commerce et service (moins de trois points) entre 2001 et 2011.

b) une stagnation de l'emploi dans le secteur de l'industrie.

c) une augmentation de l'emploi dans l'administration et dans le secteur de la construction. En effet, la part de l'emploi dans l'administration est passée de 27,6% en 2001 à 35,6% en 2011. Dans le secteur de la construction, la part de l'emploi est passée de 10,6% en 2001 à 16,6% en 2011. L'augmentation de la part de l'emploi dans ces deux secteurs, administration et construction, est dû à l'amélioration de la situation économique de l'Algérie durant cette période, les investissements ont repris et l'Etat a ouvert plusieurs chantiers voire de grands projets d'infrastructure. L'évolution de l'emploi par secteurs d'activité de 1967 à 2011, fait ressortir :

– L'agriculture a offert au cours de la période 1967-2011 près de 160.000 emplois soit un taux de croissance annuel moyen de 0,4%. En termes de structure, la part de l'emploi agricole dans l'emploi global a fortement chuté, elle est passée de 50 % à 10,8% en l'espace de 44 ans.

2) Le secteur industriel a créé durant la période 1967-2011 près de 1244000 emplois, soit un taux de croissance de 5,8%. Le poids de l'emploi industriel par rapport à l'emploi total a doublé passant de 7% à 14,2%, cette augmentation est due essentiellement au niveau relativement important des dépenses d'investissements réalisées dans ce secteur. 3) L'évolution de l'emploi dans le secteur du BTP est en général appréciable. Ce secteur a créé ainsi, au cours de la période 1967-2011, 1595000 emplois enregistrant ainsi un taux de croissance annuel moyen d'environ 7,5% et une nette amélioration de son poids dans l'emploi total qui a été multiplié par quatre passant de 4,1 % en 1967 à 16,6 % en 2011.

– Les secteurs services et commerce sont considérés parmi les premiers secteurs pourvoyeurs d'emplois. Au cours de la période 1967-2011, ces secteurs ont pu offrir près de 1808000 emplois, soit un taux de croissance de 4,2%. En termes de structure, l'évolution du poids de l'emploi des secteurs service et commerce dans l'emploi total montre une légère augmentation passant de 21,4% en 1967 à 22,7% en 2011. 5) L'administration a créé au cours de la période 1967-2011, 2666000 emplois. Avec cette création massive, l'administration se présente comme étant le principal secteur pourvoyeur d'emplois. L'évolution de la structure de l'emploi par secteur d'activité montre une progression régulière du poids de l'emploi administratif dans l'emploi total passant de 17,5% en 1967 à 31% en 2011. Cet accroissement est le résultat de la croissance de la demande sociale manifestée à tous les niveaux, notamment dans l'éducation - formation, la santé, l'administration centrale ainsi que les collectivités locales⁶.

4. La problématique du chômage des diplômés en Algérie

L'enquête emploi de 2011, révèle que 64,3 % des chômeurs n'ont jamais fait d'entrée dans la vie active, il s'agit donc d'un chômage d'insertion et 35,7 % de ceux qui ont eu la chance d'occuper un emploi ne l'ont malheureusement pas gardé. Parmi les chômeurs ayant déjà travaillé, plus de 69,9% étaient des salariés non permanents et des aides familiaux, 14,8% des salariés permanents et 15,3% des employeurs et/ou des indépendants. Les femmes sont plus concernées par le chômage d'insertion. En effet, plus de 75,6% des femmes n'ont jamais travaillé contre 59% pour les hommes. La comparaison entre la structure des chômeurs entre 2003 et 2011 nous permet de constater que la part du chômage d'insertion a globalement augmenté durant cette période de 2,2 points. La situation est différente entre les hommes et les femmes. Pour les femmes, la part de chômage d'insertion a diminué de 7,3 points durant cette période. En revanche, le chômage d'insertion a augmenté pour les hommes de 1,4 point. La durée moyenne de recherche d'un emploi a diminué de 3,5 mois entre 2005 et 2011. En effet, cette durée est passée de 29,5 mois à 26 mois. Elle est plus élevée pour les hommes. En 2011, un homme cherche en moyenne 6,2 mois de plus qu'une femme pour trouver un emploi. Elle a diminué pour les hommes de 7 mois et pour les femmes de 3,2 mois. La figure suivante nous permet de constater que le chômage touche plus les personnes

⁶ Moundir LASSASSI et Nacer-eddine HAMMOUDA « 50 ANS D'INDEPENDANCE : QUELLE EVOLUTION DE LA SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL EN ALGERIE ? », Les cahiers du CREAD n°100-2012.

diplômées. Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur est de 15,2%, avec un écart entre les femmes (22,4%) et les hommes (8,9%). Ainsi, près d'une diplômée sur quatre se retrouve au chômage après la sortie de l'université alors qu'un diplômé sur dix se retrouve au chômage après la sortie de l'université.

Bien que le taux de chômage ait globalement diminué ces dernières années, l'analyse de l'évolution du nombre de chômeurs selon le niveau d'instruction, fait ressortir que le nombre de chômeurs a diminué pour ceux ayant un niveau d'instruction plus bas que le niveau universitaire. En revanche, le nombre de chômeurs a sensiblement augmenté (plus de 17 points) pour les personnes ayant un niveau d'instruction supérieur.⁷

5. Les principaux facteurs du changement du marché du travail :

Le marché du travail et d'emploi en Algérie a connu de profondes mutations notamment à partir des années 90. Deux facteurs principaux ont affecté le marché d'emploi en Algérie à savoir :

5.1. Les réformes économiques :

L'Algérie vit depuis une vingtaine d'années des réformes économiques lors du passage d'une économie socialiste à une économie libérale. On s'intéresse aux changements touchant le marché du travail et d'emploi durant deux périodes distinctes :

5.1.1. La période avant le plan d'ajustement structurel (PAS) :

➤ Entre 1966-1986 :

La crise de l'emploi n'est pas un phénomène nouveau ; mais trouve son origine dans l'héritage colonial du pays. Après l'indépendance, l'Algérie souffre d'un chômage grave et endémique, qui n'épargne aucune catégorie de la société, et aussi d'un analphabétisme généralisé. L'année 1966 a enregistré un taux de chômage de 32.9%.

Dès son indépendance, l'Algérie a opté pour le projet d'édification d'une société socialiste entreprise sur la base d'une organisation économique à planification centrale et le concours des revenus d'importantes ressources en hydrocarbures a permis la réalisation de grandes transformations dans tous les domaines⁸.

⁷ Les cahiers du CREAD n°100-2012, p-116.

⁸ **Musette Mohamed Saïb et all**, *Marché du travail et emploi en Algérie : élément pour une politique nationale de l'emploi*, établi par L'OIT, Algérie, octobre 2003, p-10.

La fondation d'une économie indépendante, et la lutte contre le chômage et la pauvreté étaient les plus importantes préoccupations de l'Etat algérien.

La période des années 1970 a été la période la plus dense en matière de tentative de modernisation de l'économie, de ses structures d'organisation et de son appareil productif. Les objectifs n'ont pas changé avec l'intensification de l'expérience de développement, par rapport à ceux fixés auparavant. Ils restent définis par la volonté de sortir du sous-développement, en créant des emplois de plus en plus qualifiés et subséquemment en générant par ce moyen des revenus de plus en plus élevés, permettant l'amélioration des niveaux de vie des diverses catégories sociales et le recul de la pauvreté dont ont souffert les habitants durant la longue période coloniale⁹.

Cette intensification du développement par l'adoption d'un modèle basé sur l'industrialisation, et particulièrement sur l'industrialisation lourde, a été menée en parallèle au démarrage de la première réforme du système d'enseignement et de la formation, en 1971¹⁰.

– **Période du plan d'ajustement structurel :**

La fondation d'une économie pour un pays nouvellement développé nécessite des capitaux, et pour cela l'Algérie a fait appel aux institutions monétaires internationales (fonds monétaire international, banque mondiale).

Suite au choc pétrolier de 1986 et vu que l'économie algérienne est une économie rentière (basé sur les rentes pétrolières), notre pays était parmi les pays les plus touchés par cette crise. Donc il s'est retrouvé dans l'incapacité de payer ses dettes et dans l'obligation de soumettre aux conditions du FMI et de la BM et cela dans le cadre d'un plan d'ajustement structurel qui a provoqué des réformes et des transformations touchant tous les domaines.

En réponse aux exigences de l'ajustement structurel, l'Etat a tendance à se désengager progressivement du secteur social (l'éducation, la santé, le logement et le travail).

⁹ Nadji KHAOUA, « *l'entreprise, l'université et le marché de travail en Algérie : tentative d'analyse* ». revue de chercheur- n° 6.2008.

¹⁰ Ibid,p-9.

Le facteur travail a été profondément touché. Cette situation s'est présentée comme une adaptation du marché du travail à la conjoncture que traverse l'Algérie¹¹. C'est vrai que ces réformes ont touché tous les domaines, mais le monde du travail a subi de lourds changements résultats de réformes spécifiques dont il sera l'objet et aussi des conséquences des réformes menées dans les autres secteurs.

– **Les transformations suite à l'avènement et au développement des nouvelles technologies :**

L'avènement et le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication a opéré des transformations considérables au niveau du marché de l'emploi.

Le monde du travail subit une transformation radicale à travers la modernisation des processus de production et l'utilisation des nouvelles technologies. Ce qui explique l'exigence par le marché de l'emploi de nouvelles compétences et qualifications que les nouveaux diplômés ne possèdent pas. Le marché de l'emploi d'aujourd'hui étant en perpétuel changement, les formations universitaires sont tenues de s'adapter aux exigences du marché du travail à travers les réajustements qui s'imposent afin de contribuer à la diminution du chômage de leurs diplômés¹².

5.1.2. La législation du travail :

La législation du travail a connu à son tour des modifications et cela durant deux périodes distinctes :

– **La période avant 1990 :**

Cette période est marquée par¹³ :

Une forte création d'emplois permanents dans le secteur public.

Les relations du travail étaient régies par le statut général des travailleurs algériens (SGT) dont l'objectif initial était l'harmonisation des salaires au niveau national.

¹¹ **CHERRIET Athmane**, « Mondialisation de l'économie Algérienne : du big-bush à l'ajustement structurel » in revue des Sciences Humaines n° 31, juin 2009, vol B, économie, p-32.

¹² **BOUZID Nabil**, « l'interface enseignement supérieur –monde de travail en Algérie : de quoi s'agit-il ? » In revue de CREAD, n° 59/60-1^{er} et 2 trimestres, CREAD.

¹³ **DJAMEL Feroukhi**, « la problématique de l'adéquation, Formation-Emploi : mode d'insertion et trajectoires professionnelles des diplômés des sciences exacte et de la technologie, CREAD, Alger, 2005.

– **La période à partir de 1990 :**

La législation du travail est modifiée en 1990 pour¹⁴ :

Instaurer le pluralisme syndical et le droit à la grève. Introduire dans les relations de travail une plus grande flexibilité avec principalement la fixation des salaires et des conditions du travail entre les partenaires sociaux de l'entreprise. Seul le salaire national minimum garanti (SNMG) est fixé par un texte réglementaire.

La contractualisation de l'emploi et le licenciement pour raisons économiques. Aux cotés de ces mesures, les pouvoirs publics vont en 1994, en prévision des compressions des effectifs rendues inévitables dans les entreprises publiques confrontées de plus en plus aux exigences de rationalisation de leur gestion, adopter un ensemble de mesures de protection social basées sur l'établissement :

D'une assure chômage au bénéfice des travailleurs concernés par le licenciement économique.

L'instauration des mesures autorisant la retraite anticipée et le départ volontaire.

Tout le monde s'accorde à dire que les effets du **PAS** sur le marché du travail dans les pays en développement sont généralement néfastes a court terme (on observe une dégradation de l'emploi qui implique une hausse inévitable du chômage, une baisse du salaire réel qui est traduite par une accentuation de la pauvreté. Ces problèmes peuvent annihiler tout effort de relance économique)¹⁵.

– **Les changements des comportements d'activité à partir des années 1990 :**

La demande d'emploi en Algérie a enregistré de profondes mutations tout au long des dernières décennies sous l'effet des modifications que la population a connues dans sa structure, sa partie active et ses comportements ont concerné les différentes catégories sociales avec respectivement :

- La venue en nombre croissant des femmes sur le marché du travail.
- L'important chômage des jeunes en général.

¹⁴ Musette Mohamed Saïb et all, op cite, p-12.

¹⁵ Musette Mohamed Saïb et Nacer eddine HAMMOUDA, « Evaluation des effets du PAS sur le marché de travail en Algérie »,CREAD,n° 46/1998 ?P-162-163.

- Le chômage croissant des diplômés.
- Le retour des retraités sur le marché du travail.
- La réapparition du travail des enfants¹⁶.

– **Le chômage des jeunes diplômés :**

Le taux de chômage des diplômés du supérieur, selon les enquêtes menées, est passé de 11.9% en 1992 à 19.07% en 1997. Parmi les diplômés universitaires au chômage en 1998, on relève 48% de licenciés, 35% d'ingénieurs et 17% de post-gradués. Le chômage des diplômés semble être un paradoxe dans une économie qui fonctionne encore avec une proportion importante de main-d'œuvre occupée sans aucun niveau.

Il est certes moins important par rapport à la population globale au chômage en Algérie. Mais il a induit deux phénomènes particulièrement préjudiciables : la dévalorisation sociale des diplômés, la réussite sociale n'apparaissant plus nécessairement liée à la réussite scolaire et l'impulsion d'un fort courant d'émigration des jeunes diplômés vers l'étranger¹⁷.

– **Les politiques de promotion de l'emploi :**

Depuis 1989, le gouvernement, devant la rapide montée du chômage, va initier d'importants programmes de promotions de l'emploi en direction des jeunes sans emplois¹⁸.

La décennie 2000 est caractérisée par l'amélioration des recettes de l'Algérie et de retour de la relance économique qui encourage la création d'emploi. Un certain nombre de programmes de lutte ont été initiés.

Des dispositifs de « promotion de l'emploi » ont concerné les différentes catégories de chômeurs : les jeunes (ESIL : emplois salariés d'initiatives locales, TUPHINO : travaux d'utilité publique à haute intensité de la main d'œuvre, CPE : contrat de pré-emploi), les travailleurs compressés et les jeunes primo-demandeurs (création de micro-entreprise et enfin les microcrédits.

Une série de nouvelles structures ont vu le jour pour assurer la mise en œuvre de ces dispositifs : ADS, ANSEJ, CNAC¹⁹, etc.

¹⁶ Musette Mohamed Saïb et Nacer eddine HAMMOUDA, ISLI Mohamed arezki, op cite ,p7-8.

¹⁷ Musette Mohamed Saïb et Nacer eddine HAMMOUDA, ISLI Mohamed Arezki, op cite, p22.

¹⁸ IBID P12.

De nouveaux dispositifs ont été mis en place en 2004 (microcrédit, création des activités pour les chômeurs). Les anciens dispositifs ont été renforcés et modifiés²⁰ avec l'instauration des dispositifs de CIP, CID, et CFI en 2008 gérée par l'ANEM et financés par le ministère de travail de l'emploi et la sécurité sociale.

6. Les dispositifs de lutte contre le chômage :

6.1. Le dispositif ANSEJ :

L'Agence **nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ)**, est un organisme algérien chargé de la gestion d'un fonds de crédit pour la création d'entreprises. Elle participe au service public de l'emploi.

6.1.1. Le service public de l'emploi en Algérie :

En application des textes de l'Organisation internationale du travail , un Service public de l'emploi est instauré en Algérie par le décret n° 62-99 du 29 novembre 1962. Il est confié à l'Office national de la main-d'œuvre . Le dispositif sera ensuite remanié ou complété par des textes réglementaires ou législatifs à plusieurs reprises, notamment en 1963 (instauration d'un monopole sur les flux migratoires), 1971.

En 1990, un changement de dénomination de l'ONAMO est décidé et l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) voit le jour. D'autres établissements viennent participer au service public de l'emploi, la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC) en 1994. En 1996, l'appui aux jeunes voulant créer leur entreprise est confié à l'ANSEJ.

6.1.2. Missions :

L'ANSEJ est chargée de la mise en œuvre d'un dispositif de soutien à la création d'activité pour les personnes âgées de moins de 40 ans. Elle gère un fonds de crédit, accordant des prêts à taux d'intérêt nul (prêt à taux 0), complémentaires de prêts bancaires. Des commissions composées de représentants des banques et des institutions accordent les prêts après examen des dossiers des promoteurs

Un fonds de garantie bancaire complète les instruments de financements. Les conseillers de l'Ansej assurent un suivi promoteurs ayant obtenu un prêt.

¹⁹ **FOURCAD Bernard**, « *les observatoires de l'emploi et de la formation professionnelle au magreb : outils d'accompagnement des transformations du marché du travail et la formation professionnelle* », in revue européenne de formation professionnelle, n°37-2006/1P.93.

²⁰ **IBID**, p93.

En 2006, l'Ansej disposait de 53 antennes et employait 750 agents. Le siège de la direction générale est basé à Alger.

6.1.3. Les objectifs de l'ANSEJ :

L'ANSEJ à pour but :

Assurer les conditions nécessaires pour la création de micro entreprise ;

- Création d'activité et de richesse ;
- Création d'emplois durables ;
- Assurer la pérennité des micros entreprises créées dans le cadre du dispositif ;
- Développer l'esprit entre partenariat chez les jeunes.

6.1.4. Avantages fiscaux :

Ces avantages fiscaux sont accordés sur deux phases :

A-Phase réalisation :

- Application du taux réduit de 5% en matière de droits de douane pour les bien d'équipement importés entrant directement dans la réalisation de l investissement ;
- Exemption du droit de mutation à titre onéreux sur les acquisitions immobilières ;
- Exonération des droits d'enregistrement sur les actes constitutifs des micro-entreprises.

B - phase exploitation :

- Exonération de la taxe foncière sur les constructions et additions de constructions, (pour une période de trois ans ou six ans pour les hauts plateaux et les zones spécifiques, et dix ans pour le sud) ;
- Exonération de la caution de bonne exécution pour les artisans et les micro-entreprises lorsqu'ils interviennent dans la restauration des biens culturels ;
- Exonération totale de l'impôt forfaitaire unique, à compter de la date de sa mise en exploitation, (pour une période de trois ans ou six ans pour les hauts plateaux et les zones spécifiques, et dix ans pour le sud) ;
- Prorogation de deux années de la période d'exonération lorsque le promoteur s'engage à recruter au moins trois employés pour une durée indéterminée ;

- A la fin de la période d'exonération de l'IFU, la ME bénéficie d'un abattement fiscal de : 70% durant la première année d'imposition ; • 50% durant la deuxième année d'imposition ; 25% durant la troisième année d'imposition.

Tableau N° 13 : Projets financés par l'ANSEJ selon le niveau d'instruction :

le niveau d'instruction	2014	2015	2016	2017	2018
Formation professionnelle	856	730	324	75	58
universitaire	215	170	167	89	143
Expérience professionnelle	451	205	70	8	4
Total projets financés	1522	1105	561	172	205

Source : ANSEG de Bejaia

On remarque que les projets financés par l'ANSEG ont diminué de 2014 jusqu'à 2018 dans tout les niveaux d'instruction sauf dans le niveau universitaire on remarque une augmentation de 89 a 143 entre 2017 et 2018.

Tableau N° 14 : Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2014 :

Secteur d'activité	Nombre de micro entreprise financés	Nombre d'emploi correspondant	Sexe du gérant	
			masculin	féminin
Service	352	718	320	32
Artisanat	155	436	144	11
Agriculture	83	150	78	5
Transport frigorifiques	6	6	6	0
Transport marchandises	37	45	37	0
Transport des voyageurs	1	1	1	0
Industrie	314	819	287	27
BTPH	449	1108	441	8
Pêche	9	36	9	0
Profession libérale	98	182	62	36
Maintenance	0	0	0	0
Hydraulique	18	73	17	1
totale	1522	3574	1402	120

Source : ANSEJ de Bejaia.

Tableau N° 15 : Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2015 :

Secteur d'activité	Nombre de micro entreprise financés	Nombre d'emploi correspondant	Sexe du gérant	
			masculin	féminin
Service	183	636	159	24
Artisanat	118	259	107	11
Agriculture	76	131	74	2
Transport frigorifiques	0	0	0	0
Transport des voyageurs	0	0	0	0
Industrie	285	744	264	21
BTPH	371	692	367	4
Pêche	1	1	1	0
Profession libérale	45	67	30	15
Maintenance	0	0	0	0
Hydraulique	26	54	23	3
totale	1105	2584	1025	80

Source : ANSEJ de Bejaïa

Tableau N° 16 : Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2016 :

Secteur d'activité	Nombre de micro entreprise financés	Nombre d'emploi correspondant	Sexe du gérant	
			masculin	féminin
Service	141	369	123	18
Artisanat	0	0	0	0
Agriculture	34	82	32	2
Transport frigorifiques	0	0	0	0
Transport des voyageurs	0	0	0	0
Industrie	107	229	99	8
BTPH	176	405	174	2
Pêche				
Profession libérale	64	70	38	26
Maintenance	0	0	0	0
Hydraulique	12	28	12	0
totale	561	1233	503	58

Source : ANSEJ de Bejaïa

Tableau N° 17 : Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2017 :

Secteur d'activité	Nombre de micro entreprise financés	Nombre d'emploi correspondant	Sexe du gérant	
			masculin	féminin
Service	59	157	44	15
Artisanat	4	6	4	0
Agriculture	11	21	11	0
Transport frigorifiques	0	0	0	0
Transport des voyageurs	0	0	0	0
Industrie	23	73	19	4
BTPH	37	135	33	4
Pêche	0	0	0	0
Profession libérale	26	56	13	13
Maintenance	5	11	5	0
Hydraulique	7	31	5	2
totale	172	490	134	38

Source : ANSEJ de Bejaia

Tableau N° 18 : Répartition de projets financés au niveau de l'ANSEJ par secteur d'activité et sexe du gérant pour 2018 :

Secteur d'activité	Nombre de micro entreprise financés	Nombre d'emploi correspondant	Sexe du gérant	
			masculin	féminin
Service	47	137	39	8
Artisanat	2	7	2	0
Agriculture	8	18	8	0
Transport frigorifiques	0	0	0	0
Transport des voyageurs	0	0	0	0
Industrie	25	91	19	6
BTPH	29	120	25	4
Pêche	0	0	0	0
Profession libérale	90	187	43	47
Maintenance	0	0	0	0
Hydraulique	4	12	3	1
totale	205	572	139	66

Source : ANSEJ de Bejaia ¹

On remarque que de projets financés par l'ANSEJ de 2014 jusqu'à 2018 ont diminué dans la plupart des secteurs d'activités.

¹ ANSEJ de Bejaia

6.2. Le dispositif ANEM :

L'Agence nationale de l'emploi est l'organisme responsable du service public de l'emploi en Algérie.

En application des textes de l'Organisation internationale du travail (OIT), un Service public de l'emploi est instauré en Algérie par le décret n° 62-99 du 29 novembre 1962. Il est confié à l'Office national de la main-d'œuvre (ONAMO). Le dispositif sera ensuite remanié ou complété par des textes réglementaires ou législatifs à plusieurs reprises, notamment en 1963 (instauration d'un monopole sur les flux migratoires), 1971 (organisation de l'ONAMO).

En 1990, un changement de dénomination de l'ONAMO en Agence nationale de l'emploi, (Anem) est décidé. Un établissement chargé de l'indemnisation des travailleurs licenciés est mis en place en 1994, la Caisse nationale d'assurance-chômage (CNAC). En 1996, l'appui aux jeunes voulant créer leur entreprise est confié à l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ).

L'Anem verra son statut changer en 2004, au moment où la création d'agences d'emploi privées est décidée.

L'Agence nationale de l'emploi (Anem) prend la suite de l'ONAMO en 1990 en tant qu'établissement public⁶. Elle est dotée en 2004 du statut d'établissement public à gestion spécifique⁷. Elle est placée sous la tutelle du ministère du travail et de la sécurité sociale.

6.2.1. Missions de l'ANEM

L'ANEM est chargé principalement de recueillir et de mettre en relation l'offre et la demande de travail. Elle a également une fonction d'étude, d'analyse et de diffusion des informations sur le marché du travail. Elle doit favoriser la mobilité géographique et professionnelle des demandeurs d'emploi, sur le plan national comme international. Enfin, l'ANEM s'est vu confier le contrôle des organismes privés contribuant au service public de l'emploi, autorisés en vertu de la loi de 2004⁹. L'ANEM s'est vue confier le contrôle des organismes privés contribuant au service public de l'emploi, autorisés en vertu de la loi de 2004. Seize d'entre eux ont été créés entre 2009 et 2011. Tout employeur est tenu de notifier toute offre d'emploi à l'agence de l'emploi de l'ANEM ou à un organisme privé agréé.

L'ANEM peut se voir confier la mise en œuvre de mécanismes publics d'aide à l'emploi. C'est le cas depuis 2008 du Dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) qui vise à favoriser l'insertion professionnelle des jeunes n'ayant pas encore exercé une activité rémunérée. Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle « DAIP » :

6.2.2. Les objectifs d'DAIP :

Les pouvoirs publics ont mis en place le Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP). Ce dispositif offre des possibilités d'insertion aux jeunes primo-demandeurs d'emploi au niveau des entreprises publiques et privées et des institutions et administrations publiques, pris en charge financièrement par l'Etat.

Le DAIP est un dispositif destiné aux jeunes primo demandeurs d'emploi pris en charge financièrement par l'Etat. Il est mis en œuvre par l'ANEM et les Directions d'Emploi de Wilaya.

- Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes
 - Lutter contre le chômage par une approche économique
 - Améliorer la qualification de la main-d'œuvre, notamment dans les métiers déficitaires
 - Adapter les filières et les profils de formation aux besoins du marché du travail
- Promouvoir l'emploi des jeunes à travers des programmes de formation-emploi et de recrutement.

Tableau N° 19 : Données Statistique du Marché de L'emploi de la wilaya de Bejaia 2014-2018:

Année	Secteurs juridiques			Total
	Public	Privé		
		National	Etranger	
2014	2211	17668	1850	21729
2015	2620	21367	1992	25979
2016	1766	20386	1961	24113
2017	1682	17915	1086	20683
2018	2068	19369	1545	22982

Source : AWEM Bejaia ¹

Ce tableau représente le marché de l'emploi de la wilaya de Bejaia allant de 2014 jusqu'à 2018 selon le secteur public et privé.

¹ AWEM Bejaia

On remarque que nombre de poste offert par l'ANEM de Bejaia (secteur publique et privé) est augmenté de 2014 a 2015(4250 postes) et diminué en 2016 et 2017(5296 postes) puis augmente en 2018 (2299 postes).

6.3. L'ANGEM et ses missions :

Issue des recommandations faites lors du séminaire international de décembre 2002 sur « L'expérience du Micro crédit en Algérie » qui a regroupé un nombre important d'experts de la micro finance, l'Agence Nationale de gestion du Micro crédit « ANGEM.

6.3.1. Objectifs globaux :

- **La lutte contre le chômage et la précarité** dans les zones urbaines et rurales en favorisant l'auto-emploi, le travail à domicile et les activités artisanales et de métiers, en particulier chez la population féminine ;
- **La stabilisation des populations** rurales dans ses zones d'origine par l'émergence d'activités économiques, culturelles, de production de biens et services, génératrices de revenus ;
- **Le développement de l'esprit d'entrepreneuriat** qui remplacerait celui d'assistanat, et aiderait ainsi à l'intégration sociale et à l'épanouissement individuel des personnes ;
- L'ANGEM représente un instrument de réalisation de la politique du gouvernement pour la lutte contre le chômage et la précarité. Ses **principales missions** sont celles de :
 - **Gérer** le dispositif du micro-crédit conformément à la législation et la réglementation en vigueur ;
 - **Soutenir, conseiller et accompagner** les bénéficiaires du micro-crédit dans la mise en œuvre de leurs activités ;
 - **Notifier** aux bénéficiaires dont les projets sont **éligibles** au dispositif, les **différentes aides** qui leur sont accordées ;
 - **Assurer le suivi des activités réalisées** par les bénéficiaires en veillant au respect des clauses des cahiers des charges qui les lient à l'Agence.
 - **Assister les bénéficiaires** du micro-crédit, en cas de besoin, auprès des institutions et organismes concernés par la mise en œuvre de leurs projets.

6.3.2. Organisation de l'ANGEM

L'Agence est dotée d'une structure dénommée « Fonds de Garantie Mutuelle des Micro Crédit – **F.G.M.MC** », qui a pour mission de garantir les micro crédits accordés, par les banques et établissements financiers adhérents au Fonds, aux promoteurs ayant obtenu une notification des aides de l'Agence.

Aussi, et à l'effet d'assurer les missions qui lui sont confiées, l'Agence a adopté un modèle d'organisation décentralisée : **49 Agences de wilaya** couvrant l'ensemble du territoire du pays, soutenues par des **cellules d'accompagnement** au niveau de chaque Daïra. Le Fonds de garantie F.G.M.M.C est représenté au niveau de chaque agence de wilaya par un cadre chargé d'études.

Un lien fonctionnel entre la Direction Centrale et les démembrements locaux (Wilayas) est assuré par l'**Antenne Régionale**. Structure chapotant une moyenne de cinq (05) Agences de wilayas, elle assure les rôles de coordination, de consolidation et de suivi des activités. Un réseau de **10 Antennes Régionales** couvre l'ensemble des agences des wilayas.

Cette organisation représente un modèle idoine pour le travail de proximité et la réduction des délais nécessaires pour des prises de décisions rapides et adéquates.

6.3.3. Formules de financement :

L'ANGEM gère dans le cadre du micro crédit deux formes de financement allant du petit prêt non rémunéré -PNR- financé par l'ANGEM avec un plafond de **100.000,00 DA** et qui peut atteindre 250 000 DA au niveau des wilayas du Sud) jusqu'au prêt plus important (ne dépassant pas **1.000.000,00 DA**), destiné pour la création d'activité et faisant appel à un montage financier avec une banque.

Chaque formule de financement, de par ses spécificités, permet de financer certaines activités et intéresse par là même une population particulière.

6.3.4. Des avantages et des aides vous sont accordés gracieusement.

- Soutien, conseil, assistance technique et accompagnement vous sont assurés par l'ANGEM, dans le cadre de la mise en œuvre de votre activité;
- Le crédit bancaire vous est accordé avec un taux d'intérêt bonifié à 100%.
- Lorsque votre demande de prêt est accordée, vous pouvez suivre gracieusement une formation en gestion de très petites entreprises. En outre, après le démarrage de votre activité,

vous pouvez participer aux salons - expositions - vente organisés régulièrement par l'Agence, à travers tout le pays.

Tableau N° 20 : Nombre de prêts octroyés selon le niveau d'instruction

Niveau /année	2014	2015	2016	2017	2018
Aucun niveau	40	58	44	25	15
Formation professionnelle	221	111	91	130	158
universitaire	19	10	23	17	31
total	261	179	158	172	204

Source : ANGEM

On remarque que nombre de prêts octroyés est en fluctuations, dont les sans niveaux le nombre de prêts augmentes de 2014 a 2015 puis il a diminué de 2015 a 2018. Et pour la formation professionnelle, ces prêts diminué en 2015 et 2016 puisqu'ils augmentent en 2017 et 2018. Concernant le nombre de prêts pour les universitaires a diminué de 2014 jusqu'à 2017 et a augmenté en 2018.

Tableau N° 21 : Nombre de prêts octroyés selon le sexe

	2014	2015	2016	2017	2018
Nombre de prêts octroyés aux femmes	140	116	100	128	147
Nombres de prêts octroyés aux hommes	479	329	246	193	213
Nombres d'emplois créés	929	668	519	482	540

Source : ANGEM¹

On remarque que le nombre de prêts octroyés aux femmes et aux hommes ont diminués de 2014 jusqu'à 2017 et ont augmenté en 2018.

¹ Agence Nationale de gestion du Micro crédit ANGEM de la wilaya de Bejaia.

6.4. Le dispositif de la DAS:

Dispositif institué en vertu des dispositions réglementaires du décret exécutif n° 08-127 du 30 avril 2008, relatif au dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés.

6.4.1. Le dispositif a pour objectif :

- l'insertion sociale des jeunes diplômés des universités et/ou titulaires d'un diplôme de technicien supérieur des établissements de formation publics ou privés agréés, notamment les diplômés sans revenu, en situation de précarité ou d'inactivité ou présentant un handicap ;
- la promotion des activités de développement d'intérêt local, notamment dans les régions et domaines insuffisamment couverts ou inexploités ;
- la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation.

6.4.2. Le dispositif couvre les domaines d'activités d'utilités publiques et sociales, notamment :

- la protection de l'environnement, les activités inhérentes au patrimoine matériel et immatériel ;
- l'agriculture, l'artisanat, le tourisme et la culture ;
- les services ainsi que la promotion du savoir-faire ;
- le développement des activités d'intérêt local.

6.4.3. Inscription et éligibilité :

- Le bénéfice du dispositif est subordonné à l'inscription du jeune auprès des services de la direction de l'action sociale et de la solidarité de wilaya qui vérifie le dossier et établit la liste des candidats inscrits et la transmet à la commission de wilaya d'éligibilité.
- Le bénéfice du présent dispositif est exclusif de tout autre dispositif similaire mis en place par l'État.

6.4.4. Durée d'insertion et prime :

La durée d'insertion est fixée à une (1) année renouvelable une (1) fois. Les bénéficiaires du dispositif, prévus à l'article 1er ci-dessus, perçoivent une prime d'insertion sociale des jeunes diplômés (PID).

La prime attribuée aux jeunes bénéficiaires est fixée comme suit :

- Diplômés de l'enseignement supérieur : 10.000 DA /mois ;

- Techniciens supérieurs : 8.000 DA /mois.

Il peut être octroyé aux jeunes diplômés avant ou après la période d'insertion, une indemnité mensuelle d'un montant de 2.500 DA lorsqu'ils sont inscrits pour poursuivre une formation qualifiante dans les établissements de formation agréés permettant leur insertion sociale pendant une durée maximale de six (6) mois. Cette indemnité est servie une seule fois au jeune diplômé.

Tableau N° 22 : L'insertion des jeunes diplômés dans le cadre de la DAS :

programme	placement		
	universitaire	TS	total
2014	1955	380	2335
2015	1096	330	1426
2016	27	0	27
2017			
2018	250	83	333

Source : DAS Bejaia ¹

On remarque que le nombre de placement des universitaires et les techniciens supérieurs ont diminué de 2014 jusqu'à 2018.

¹ DAS Bejaia

DEUXIEME PARTIE

CHAPITRE V

Analyse et interprétation des résultats

Préambule :

Avant d'entamer l'analyse et l'interprétation des données de l'enquête sur le terrain sous le thème « Enquête sociologique sur le chômage chez les jeunes diplômés universitaire dans la wilaya de Béjaia », on a d'abord, à travers ce chapitre, présenter l'organisme d'accueil AWEM ; ainsi une explication de échantillon de notre étude.

Présentation de l'organisme d'accueil :

1. Présentation de la direction d'emploi de la willaya :

L'Antenne wilaya de l'emploi de la wilaya de Bejaia (A.W.E.M) est un établissement public à gestion spécifique régi par les dispositions du décret exécutif n° 06-77 du 18 février 2006. L'Antenne est dotée de la personnalité morale et jouit de l'autonomie financière, elle est placée sous tutelle du ministère du Travail. AWEM DE BEJAIA comporte 7 annexes locales a savoir alem bejaia, alem akbou, alem sidi aich, alem kherrata, alem tazmalt, alem elkseur et Alem souk eltenine.

Les missions de l'agence :

Organiser et assurer la connaissance de la situation et de l'évolution du marché local de l'emploi et de la main d'œuvre et de garantir à tout demandeur et à toute entreprise un service de recrutement efficace et personnalisé.

A ce titre, l'ANEM est chargée de :

- Mettre en place un système d'information permettant de renseigner de manière précise régulière et fiable sur les fluctuations du marché de l'emploi et de la main d'œuvre. Procéder à toute analyse et expertise en matière d'emploi et de main d'œuvre." Entreprendre toutes études et enquêtes liées à l'accomplissement de sa mission.
- Développer et normaliser les instruments et outils permettant le développement de la fonction d'observation du marché de l'emploi.
- Recueillir et mettre en relation l'offre et la demande de travail et à ce titre elle est chargée.
- Assurer l'accueil, l'information, l'orientation et le placement des demandeurs d'emploi
- Procéder à la prospection et la collecte d'offre d'emploi auprès des organismes employeurs.
- Organiser la compensation des offres et des demandes d'emploi au niveau national, régional et local.
- Favoriser la mobilité géographique et professionnelle des demandeurs d'emploi¹.

¹. <http://www.anem.dz/>, (Le 05/06/2020 à 15H20).

Les objectifs de l'agence :

L'objectif de l'Agence Locale de l'Emploi (ALEM) est d'assurer une mise en marché maximale des candidatures des demandeurs et de maximiser la réussite des démarches de recrutement des entreprises et de les épauler efficacement dans le recrutement de candidates car nous croyons que le capital humain d'entreprise sera un élément majeur pour l'accroissement de sa compétitivité et son développement.

Dispositif d'Aide à l'Insertion Professionnelle (DAIP) :

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes primo-demandeurs d'emploi Encourager toutes autres formes d'actions et de mesures tendant à promouvoir l'emploi des jeunes, à travers notamment des programmes de formation-emploi et de recrutement. Le dispositif est destiné à trois (3) catégories de primo demandeurs d'emploi :

1ère catégorie (CID) : Les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur et les techniciens supérieurs issus des établissements nationaux de formation professionnelle.

2ème catégorie (CIP) : Les jeunes sortant de l'enseignement secondaire de l'éducation nationale, des centres de formation professionnelle, ou ayant suivi un stage d'apprentissage ;

3ème catégorie (CFI) : Les jeunes sans formation ni qualification.

Le contrat d'insertion :

Pour chaque catégorie, un contrat est établi :

- Contrat d'insertion des diplômés « CID »
- Contrat d'insertion professionnelle « CIP »
- Contrat Formation - Insertion « CFI »

Les contrats d'insertion sont établis entre :

1. Les services relevant de l'Administration chargée de l'Emploi, (la direction de l'emploi de wilaya).
2. L'Employeur ou l'organisme formateur.
3. Les bénéficiaires¹.

¹. <http://www.anem.dz/>, (Le 05/06/2020 à 15H28).

Les organismes employeurs ciblés :

- Entreprises publiques et privées
- Institutions et administrations publiques
- Chantiers de travaux divers, initiés par : Les collectivités locales Différents secteurs d'activité (industrie, agriculture, artisanat, tourisme).

Les obligations des jeunes insérés :

- Toute rupture du contrat d'insertion sans motif dûment justifié par les jeunes insérés entraîne la perte de leur éligibilité au dispositif.
- Les jeunes s'engagent à achever la période d'insertion fixée dans le contrat.
- Les jeunes ne peuvent faire l'objet d'une rupture de contrat sans motif dûment justifié.
- Dans le cas où la rupture du contrat est due à des motifs dûment justifiés, les jeunes peuvent prétendre au bénéfice d'un nouveau contrat d'insertion
- Les jeunes insérés dans le cadre du dispositif sont tenus de respecter le règlement intérieur de l'organisme employeur¹.

2. Les caractéristiques personnelles de la population étudiée :

Vu que chaque enquêté a ses propres caractéristiques, nous avons les identifier en faisant ressortir les caractéristiques de chaque jeune diplômé universitaire qui se trouve au chômage durant une période d'un an ou plus.

Tableau n° 23 : Répartition de l'échantillon selon l'âge

Age	Effectif
25	14
26	21
27	23
28	27
29	18
30	16
31	9
32	7
Total	135

Source : Enquête

1. <http://www.anem.dz/>, (Le 05/06/2020 à 15H28).

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

D'après ce tableau, l'âge minimal de nos enquêtés est 25 ans qui représente 14 enquêtés, suivi par 21 enquêtés qui ont l'âge de 26 ans, 23 enquêtés ont l'âge de 27 ans ; 27 enquêtés ont l'âge de 28 ans ; 18 enquêtés ont l'âge de 29 ans ; 16 enquêtés ont l'âge de 30 ans. Le reste de l'échantillon qui représente 9 enquêtés âgés 31 ans et 7 enquêtés âgés 32 ans.

Nous avons constaté que la majorité de notre échantillon sont insérés par le dispositif ANEM qui représente 76 / 135 enquêtés.

Tableau n° 24 : Répartition de l'échantillon selon le sexe

Sexe	Effectif
Masculin	100
Féminin	35
Total	135

Source : Enquête

Ce tableau montre que 100 de nos enquêtés sont du sexe masculin et le reste de l'échantillon qui représente 35 enquêtées sont du sexe féminin.

D'après les données de ce tableau, malgré que le nombre des hommes s'avère le plus fort, mais nous avons constaté que les deux sexes masculin et féminin, s'orientent vers l'agence nationale de l'emploi.

Tableau n° 25 : Répartition de l'échantillon selon le niveau d'étude

Niveau d'étude	Effectif
Master	89
Licence	46
Total	135

Source : Enquête

Les données de ce tableau montrent que 89 effectifs de notre échantillon ont un niveau Master, suivi par 46 enquêtés de niveau Licence.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Tableau n° 26 : Répartition de l'échantillon selon la situation matrimoniale

Situation matrimoniale	Effectif
Célibataire	125
Marié (e)	8
Divorcé (e)	2
Veuf/veuve	0
Total	135

Source : Enquête

Le tableau nous montre que la majorité de notre échantillon sont célibataires qui représente 125 enquêtés, suivi par 8 enquêtés mariés et 2 divorcés.

Nous constatons que le dispositif ANEM est destiné généralement à la catégorie des jeunes, donc c'est normal que les jeunes célibataires soient les plus représentatifs.

Tableau n° 27 : Répartition de l'échantillon selon la date d'obtention du dernier diplôme

Année	Effectif
2014	16
2015	30
2016	31
2017	25
2018	33
Total	135

Source : Enquête

Ce tableau illustre que 16 jeunes de notre échantillon ont obtenus leurs diplômes en 2014, suivi par 30 enquêtés qui ont obtenus leurs diplômes en 2015, ensuite 31 enquêtés qui ont obtenus leurs diplôme en 2016, puis 25 enquêtés qui ont obtenus leurs diplôme en 2017 et finalement 33 enquêtés qui ont obtenus leurs diplôme en 2018.

Nous avons remarqué que la majorité des jeunes diplômés universitaire de notre échantillon sont ceux qui ont obtenus leurs diplômes entre 2015 à 2018 et c'est l'âge habituel d'arriver sur le marché du travail.

Tableau n° 28 : Répartition de l'échantillon selon les dispositifs d'emploi

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Le dispositif d'emploi	Effectif
ANEM	76
Aucun	42
DAS	17
Total	135

Source : Enquête

D'après les données de ce tableau, malgré que le nombre des inscrits dans le dispositif d'emploi ANEM représente la majorité de notre échantillon avec un effectif de 76 enquêtés, suivi par 17 enquêtés qui sont inscrits dans le dispositif DAS et le reste de notre échantillon qui ne sont pas inscrits dans les deux dispositifs et ils représentent 42 enquêtés.

Nous avons constaté que les 42 enquêtés qui ne sont pas inscrits dans l'un de ces dispositifs et selon notre enquête ne sont pas satisfaits de ces dispositifs. Ils croient que ces dispositifs sont juste des solutions temporaires ; ils ne répondent pas à leurs attentes.

Tableau n° 29 : Répartition de l'échantillon selon les programmes de création d'activités

Le programme	Effectif
Aucun	124
ANSEJ	6
ANGEM	5
CNAC	0
ANDI	0
Total	135

Source : Enquête

Ce tableau illustre que 6 jeunes de notre échantillon ont bénéficiés de programme de création d'activités ANSEJ ; suivi par 5 autres qui ont bénéficiés de l'ANGEM ; et le reste de notre échantillon qui représente 124 enquêtés ils n'ont pas bénéficiés. Nous avons constaté que la majorité de notre échantillon ces jeunes qui se trouvent en situation de chômage et selon l'enquête préfèrent s'inscrire dans l'ANEM que de bénéficier dans l'un des programmes de création d'activités.

Tableau n° 30 : Répartition de l'échantillon selon l'expérience professionnelle

L'expérience professionnelle	Effectif
Non	89
Oui	46
Total	135

Source : Enquête

D'après les données de ce tableau, la majorité de nos enquêtés n'ont pas une d'expérience professionnelle, ils représentent un effectif de 89 enquêtés ; contre 46 enquêtés qui ont déjà une expérience professionnelle. Cela explique que les jeunes qui ont obtenus leurs diplômes trouvent des difficultés d'insertion professionnelle dans le marché du travail ; ce qui pousse ces jeunes d'accepter de travailler d'une façon informelle.

3. Analyse et interprétation des résultats :

Dans cette partie, nous avons procéder à l'analyse des données recueillies a travers notre questionnaire menés avec des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

– **Le vécu personnel du chômage chez les jeunes diplômé universitaire dans la wilaya de Béjaia :**

○ **La routine engendrée par le chômage :**

Tableau N° 31 : la répartition de la population enquêtée selon l'activité faite pour battre la routine engendrée par chômage :

Activité	Fréquence	%
Aucune activité	49	36,29
Loisirs	35	25,92
Sports	28	20,74
Passer le temps avec les Amis	23	17,04
Total	135	100

Source : Enquête

Ce tableau ci-dessus montre que 49 de nos enquêtés avec un pourcentage de (36,29 %), ils font aucune activité ce qui explique la démoralisation de ces jeunes diplômés chômeurs, la démoralisation les moyens financiers ne permettent pas à ces jeunes de consacrer leurs temps aux sorties et aux achats autant qu'ils voudraient, 35 autres parmi nos enquêtés avec un pourcentage de (25,92 %), font recours aux loisirs pour casser la routine engendrée par la

situation du chômage et 28 jeunes avec un pourcentage de (20,74 %), Ils pratiquent les sports, par contre 23 de nos enquêtés avec un pourcentage de (17,04 %), passent leurs temps vide avec leurs amis.

- **La fréquentation de l'espace public (les cafétérias, le cinéma, les voisins, les sorties avec vos amis...Etc.)**

Tableau N° 32 : la répartition de la population enquêtée, selon la fréquentation de l'espace public

Réponse	Fréquence	%
Non	54	40
Des fois	42	31,11
Oui	39	28,89
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 54 de nos enquêtés ce qui représentent 40 % de notre échantillon ne fréquentent pas l'espace public tel que (les cafétérias, le cinéma, les voisins, les sorties avec vos amis...Etc.). 42 enquêtés avec un parentage de 31,11 % fréquentent des fois, et 39 enquêtés fréquentent les endroits publics.

Le manque de fréquentation chez ces jeunes est un indice d'isolement social, aussi de manque de la confiance en eux-mêmes Une enquête réalisée en Australie (rapportée par Harris, 1980) révèle que les jeunes chômeurs devenaient irritables, retirés du monde, et souvent ils dormaient durant le jour afin que le temps passe plus vite. Ceux des niveaux socio-économiques inférieurs étaient particulièrement léthargiques et gagnaient fréquemment du poids. Plusieurs développaient aussi des attitudes négatives envers le travail.¹

- **Le partage de l'expérience du chômage vécue par les jeunes diplômés universitaires chômeurs avec leurs entourage (famille, proches, amis).**

Tableau N° 33 : Représente les enquêtés qui partagent leurs expérience du chômage avec leurs entourage (famille, proches, amis), et ceux qui ne partagent pas.

¹ **DEMERS Marie**, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.789.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Réponse	Fréquence	%
Non	73	54,07
Oui	62	45,93
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 73 de nos enquêtés, ce qui représentent 54,07 % de notre échantillon ne partagent pas leurs expériences du chômage avec leurs entourage (famille, proches, amis), et 62 enquêtés partagent leurs expériences et leurs vécu quotidien de chômage avec leurs entourage.

Quand nous avons cherché à comprendre pourquoi les 73 jeunes diplômés enquêtés ne partagent pas leurs expériences avec leurs entourages familiaux et sociaux, il y a ceux qui nous ont dit qu'ils ne se sentent pas à l'aise quand ils parlent de sujet de chômage et surtout dans leurs entourages familiaux, ils y a d'autres qui ont répondu juste par (*Je ne veux pas*).

o la satisfaction des jeunes diplômés universitaire envers la situation du chômage

Tableau N° 34 : la répartition de la population enquêtée selon la satisfaction envers leur situation du chômage

La satisfaction	Fréquence	%
Non satisfait	112	82,96
satisfait	23	17,04
Total	135	100

Source : Enquête

Ce tableau ci-dessus montre que 112 de nos enquêtés avec un pourcentage de 82,96 % ne sont pas satisfait envers leurs situation du chômage, 23 jeunes, ce qui représente 17,04 % sont satisfait.

Dès les premières semaines de la recherche d'emploi, les individus ne se considèrent pas comme des chômeurs, ils ont l'impression d'être en vacances. La contrainte de la fréquentation scolaire étant terminée, ils se sentent libres et détendus. « Ils pensent peu aux conséquences à long terme de leur inactivité, ils ont peu de responsabilités et recherchent des gratifications immédiates »¹.

¹ DEMERS Marie, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.788.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Cependant, pour certains, cette période est difficile, car ils s'attendaient à trouver un emploi rapidement. Les plus affectés seraient les diplômés des universités qui s'étaient fixé des objectifs d'emploi professionnel assez élevés.

○ L'espoir de trouver un emploi chez la population enquêtée de notre enquête :

Tableau N° 35 : Représente ceux qui ont l'espoir de trouver un emploi chez la population enquêtée et ceux qui n'ont pas.

Réponse	Fréquence	%
Non	98	72,59
Oui	37	27,41
Total	135	100

Source : Enquête

Selon le tableau ci-dessus 98 de nos enquêtés, ce qui représente 72,59 % sont désespérés de trouver un emploi, et 37 autres, ce qui représente 27,41 % de notre échantillon ont répondu par Oui.

Le stade de désespoir chez les jeunes diplômés universitaire peut s'expliquer par la perte de la confiance chez ces jeunes diplômés et en leur entourage, ils sont en colère, d'ailleurs quand nous avons cherché pourquoi, ces jeunes ont perdus l'espoir, 64 entre nos enquêtés parlent de manque du soutien, soit par leurs parents, soit leurs entourage, 13 enquêtés, nous ont parlé de la formation reçue, 21 autres ils sont en colère contre la politique d'emploi adoptée par le gouvernement Algérien.

○ Comment voient les jeunes diplômés universitaire en situation du chômage leurs avenir dans le futur proche :

Tableau N° 36 : représente la vision de la population enquêtée envers leurs situations du chômage dans le futur proche.

Vision	Fréquence	%
Pessimiste	113	83,70
Optimiste	22	16,30
Total	135	100

Source : Enquête

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Selon le tableau ci-dessus, 113 de nos enquêtés, ce qui représente la majorité avec un pourcentage de 83,70 % sont pessimistes, contre 22 enquêtés, ce qui représente 16,30 % de notre échantillon sont optimistes.

La période de chômage est une période très active de recherche d'emploi où toutes les avenues sont explorées et pendant laquelle plusieurs trouvent du travail¹. Elle dure environ trois mois, puis l'espoir et l'optimisme se changent en appréhension et en pessimisme. L'inactivité est plus difficile à supporter, l'ennui prédomine ; des sentiments d'isolement, d'exclusion du cours des événements apparaissent : on se pose des questions sur sa propre compétence et sa valeur. Les parents et les amis font des pressions, beaucoup des jeunes ont tendance à percevoir le chômage comme la conséquence d'une défaillance personnelle.

Une faible estime de soi conduit à la démoralisation et à la susceptibilité aux influences négatives (Levine, 1979). Selon Winschuttle (1979), il s'agirait du plus important facteur de dépression; les gens qui se valorisent peu seraient les plus susceptibles d'afficher des problèmes sociaux tels que l'alcoolisme, les toxicomanies, la criminalité, les maladies mentales et le suicide. Le même auteur signale qu'une faible estime de soi encouragerait deux types de comportement: d'une part, les gens seraient plus enclins à prendre des risques et à s'impliquer dans des activités dangereuses tels le crime et la consommation de drogues; d'autre part, ils voudraient aussi s'évader d'eux mêmes et de leur environnement.¹

○ La dépendance à la famille chez les jeunes diplômés universitaire en situation du chômage :

Tableau N° 37 : représente la dépendance à la famille chez les jeunes diplômés universitaire en situation du chômage.

La dépendance	Fréquence	%
Oui	81	60
Un peu	38	28,15
Non	16	11,85
Total	135	100

Source : Enquête

¹ DEMERS Marie, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.790.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Le tableau ci-dessus montre que 81 de nos enquêtés, ce qui représente un pourcentage de 60 %, se sentent dépendants à leurs familles, 38 jeunes avec un pourcentage de 28,15 % sont dépendants un peu, par contre le reste de notre échantillon qui sont 16 jeunes avec un pourcentage de 11,85 % ne sentent pas dépendants de leurs familles.

Le fait d'être en chômage maintient le jeune dans une situation de dépendance en ne lui permettant pas l'autonomie financière nécessaire. La conquête de l'autonomie financière serait le plus important facteur de maturation à ce moment de l'existence.

Le jeune chômeur demeure donc, malgré lui, dépendant de sa famille ou de l'État. Le travail donne à l'individu son identité et sa place dans la société. C'est un facteur déterminant de l'intégration sociale.¹

○ Les raisons qui conduisent vers la situation du chômage selon la population enquêtée.

Tableau N° 38 : représente les raisons qui conduisent vers la situation du chômage selon la population enquêtée.

Les raisons	Fréquence	%
La politique d'emploi de l'Etat	86	63,70
Autres	30	22,22
Le choix de la formation	19	14,07
Total	135	100

Source : Enquête

Selon le tableau ci-dessus, un effectif de 86 jeunes diplômés universitaires qui se trouvent en situation du chômage, ce qui représente un pourcentage de 63,70 %, considèrent que la principale cause de leurs situation de chômage, c'est la politique d'emploi adoptée par l'Etat, 30 enquêtés, ce qui représente 22,22 %, considèrent que la cause c'est la qualité du système éducatif, suivi par 19 enquêtés avec un pourcentage de 14,07 ils voient que la vraie cause, c'est leurs choix de la formation.

A propos de la politique d'emploi adoptée par l'Etat, il y a ceux que nous ont parlé sur les difficultés d'insertion professionnelle.

¹ **PLANTE Marie-Carmen**, *La santé mentale des jeunes et le chômage*, Santé mentale au Québec, vol. 9, n° 2, 1984, p.19.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

L'autre catégorie de jeunes ont évoqué le problème lié à la politique d'emploi adoptée par l'Etat, pour eux cette politique ne répond pas à leurs attentes et les offres d'emplois sont précaires et temporaires. Par contre les 30 enquêtés, la plupart d'entre eux, ils nous ont parlé de piston. Pour eux, en Algérie, pour avoir un poste de travail, il faut être envoyé par quelqu'un ou bien avoir une connaissance avec quelqu'un qui travaille dans l'entreprise souhaitée. Le reste de notre échantillon 19 enquêtés avec un pourcentage de 14,07 %, considèrent que la cause de leur situation de chômage c'est leurs choix de la formation, ils voient que la formation choisie elle ne répond pas aux besoins de marché de l'emploi en Algérie, donc cette catégorie ont plutôt avancé l'argument de leurs propres choix.

○ **La difficulté de vivre la situation du chômage.**

Tableau N° 39 : représente la difficulté de l'épreuve de chômage selon la population enquêtée.

Réponse	Fréquence	%
Oui	115	85,19
Non	20	14,81
Total	135	100

Source : Enquête

Selon le tableau ci-dessus, la majorité de nos enquêtés (115 enquêtés), avec un pourcentage de 85,19 % ont éprouvés la difficulté de vivre la situation de chômage, contre (20 enquêtés) avec un pourcentage de 14,81 % qui ont répondu par Non.

La majorité de nos enquêtés (115 enquêtés), nous ont parlé de plusieurs difficultés qu'ils rencontrent chaque jour selon eux, parmi lesquelles, la vision de leur entourage familial et social envers eux, le manque de soutien de l'Etat, la pression sociale, pression qui provient principalement de leur parents et amis. « Nous avons remarqué à travers les réponses de nos enquêtés le sentiment d'infériorité et le manque d'estime de soi chez eux et le désespoir surtout. »

– **Le vécu du chômage chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vis-à-vis de l'environnement familial et social.**

○ **La source de l'argent que les jeunes diplômés chômeurs dépensent.**

Tableau N° 40 : représente la source de l'argent que la population de notre étude dépense.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

La source	Fréquence	%
Travail informel	83	61,48
Les donations de la famille	52	38,52
Autres	0	0
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 83 de nos enquêtés, ce qui représente un pourcentage de 61,48 %, leurs dépenses viennent via le travail informel, et 52 enquêtés, ce qui représente 38,52 % reposent sur les donations de leurs familles.

D'après le tableau ci-dessus, nous constatons que la majorité des jeunes diplômés chômeurs font recours au travail informel pour subvenir à leurs besoins financiers, et cela explique la gravité de ce phénomène et les souffrances des jeunes diplômés qui se trouvent en situation de chômage.

- **Les difficultés financières chez les jeunes diplômés universitaires en situation du chômage.**

Tableau N° 41 : représente l'avis des jeunes diplômés chômeurs envers les difficultés financières durant la période du chômage.

	Fréquence	%
Oui	71	52,59
Un peu	35	25,93
Non	29	21,48
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 71 de nos enquêtés, ce qui représente un pourcentage de 52,59 %, avaient des difficultés financières durant la période du chômage, suivi par 35 enquêtés ce qui représente 25,93 %, avaient des fois des difficultés financières, et le reste de notre échantillon qui sont 29 enquêtés avec un pourcentage de 21,48 %, n'avaient pas des difficultés financières.

Nous constatons que la majorité des jeunes diplômés chômeurs avaient des difficultés financières durant la période de chômage, ce qui explique le choix de recours au travail informel. Les besoins quotidiens et les besoins financières poussent ces jeunes vers le travail informel dans l'absence d'un emploi, donc, ils se retrouvent obligés d'avoir un revenu.

○ L'adhésion à une l'association.

Tableau N° 42 : représente le nombre d'enquêtés qui sont adhérents à une/des association(s).

Enquêtés	Fréquence	%
Non	122	90,37
Oui	13	9,63
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 122 de nos enquêtés, ce qui représente un pourcentage de 90,37 %, ne sont pas adhérents à une ou des associations contre 13 enquêtés qui représentent un pourcentage de 9,63 %, sont adhérents.

D'après le tableau, la majorité de nos enquêtés ne sont pas adhérents à une association, cela s'explique par la dégradation de la vie sociale a cause de leurs situation du chômage. Dans une enquête sociologique sur le chômage réalisée en 1931, dans le village autrichien de Marienthal, deux années avant l'arrivée de l'équipe d'enquêteurs, l'usine locale avait fermé ses portes, condamnant à un chômage, faiblement indemnisé, la plupart des ouvriers, la situation analysée est donc marquée par un chômage massif des ouvriers, et de rares possibilités d'emploi localement. Cette étude de communauté souligne les multiples conséquences négatives du chômage : dégradation de la vie privée, du niveau de vie et des relations familiales ; rétrécissement des activités sociales, militantes, de loisir ; déstabilisation de la perception du temps, qui cesse de structurer les activités quotidiennes ; contraction d'un espace vital de plus en plus limité.¹

○ Les relations avec les membres de famille, les proches et les amis.

Tableau N° 43 : représente la nature de la relation entre les enquêtés et leurs membres de famille, leurs proches et leurs amis.

La nature	Fréquence	%
Mauvaise	69	51,11
Plutôt bonne	47	34,82
Excellente	19	14,07
Total	135	100

Source : Enquête

¹ **Didier, DAMAZIERE**, *La sociologie du chômage*, éd. La découverte, Paris, 1995, p 91.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Le tableau ci-dessus montre que 69 de nos enquêtés avec un pourcentage de 51,11 %, avaient des mauvaises relations avec leurs membres de famille, leurs proches et leurs amis. 47 autres enquêtés avec un pourcentage de 34,82 % avaient des plutôt bonnes relations avec les membres de leurs familles, leurs proches et leurs amis. Et le reste de notre échantillon qui est 19 enquêtés avaient une excellente relation avec leurs membres de familles, leurs proches et leurs amis.

Nous avons tenté de savoir pourquoi la nature de relation entre ces jeunes diplômés chômeurs et leurs familles, leurs proches et leurs amis sont mauvaises ; ils nous ont répondu qu'ils vivent dans la pression (pression qui provient principalement de leurs parents et amis). Certains d'entre eux, nous ont dit qu'ils ne trouvent pas le soutien moral de leurs entourages, et il y a ceux qui nous ont parlé aussi de la dépendance vis-à-vis leurs familles, et autres nous ont parlé de la vision de leurs entourages envers eux.

Le fait d'être assisté par ses parents alors qu'on est en âge et en état de travailler introduit un déséquilibre dans les relations familiales. Les enfants ont le sentiment d'être redevables de quelque chose à leurs parents et d'être placés ainsi dans une situation de dépendance qui est le plus souvent mal supportée. Ce sentiment de dépendance renforce la culpabilisation du jeune chômeur qui a le sentiment de profiter du travail des autres. Cela est d'autant plus violemment perçu que, bien souvent, les membres de la famille leur font sentir de façon explicite qu'ils sont une charge.¹

○ **Le regard inapproprié de la famille envers le jeune diplômé en situation du chômage.**

Tableau N° 44 : représente le regard inapproprié de la famille envers les jeunes diplômés chômeurs.

	Fréquence	%
Souvent	85	62,96
Des fois	40	29,63
Jamais	10	7,41
Total	135	100

Source : Enquête

¹ DEMERS Marie, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.792.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Le tableau ci-dessus montre que 85 de nos enquêtés avec un pourcentage de 62,96 %, sentent un regard inapproprié de la part de leurs familles envers eux, suivi par un 40 enquêtés qui représentent 29,63 %, ils sentent des fois la même chose, le reste de notre échantillon qui est de 10 enquêtés avec un pourcentage de 7,41 %, ne sentent jamais un regard inapproprié de la part de leurs familles envers eux.

Le support familial et le support du groupe de pairs semblent jouer un certain rôle dans la façon de vivre le chômage. Une enquête menée auprès de 187 jeunes Australiens de moins de 25 ans révèle que le chômage a entraîné chez 45% d'entre eux une dégradation des relations avec leurs parents; 30% montraient aussi une détérioration de leurs relations avec leurs frères et sœurs. Cependant, 83% des filles et 69% des garçons déclarent obtenir support et encouragement de la famille et des amis durant leur chômage. On peut aussi penser qu'il existe des variations culturelles dans la façon dont les parents réagissent à la situation de chômage de leurs enfants, que ce soit d'un pays à l'autre ou bien entre les différents niveaux socioéconomiques.¹

○ Le regard inapproprié de l'entourage social envers les jeunes diplômés chômeurs.

Tableau N° 45 : représente le regard inapproprié de l'entourage envers les jeunes diplômés chômeurs.

	Fréquence	%
Oui	76	56,30
Non	38	28,15
Des fois	21	15,55
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 76 de nos enquêtés avec un pourcentage de 56,30 %, sentent un regard inapproprié de la part de leurs entourage envers eux, suivi par un 38 enquêtés avec un pourcentage de 28,15 %, qui ne sentent pas d'un regard inapproprié envers eux, le reste de notre échantillon qui est 21 enquêtés avec un pourcentage de 15,55 %, qui sentent des fois d'un regard inapproprié de la part de leurs entourage social envers eux.

¹ DEMERS Marie, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.792.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Dans une société où s'impose toujours la dimension économique et sociale de la vie collective, le travail est source essentiel de la dignité ou en terme sociologique, du statut social des individus. Chose qui rend l'exercice d'une quelconque activité, comme un soutien psychologique et social pour l'individu, la compréhension et le partage de douleur, car son existence dans le groupe auquel il appartient dépend de ses conditions. Nous avons constaté que la majorité de notre échantillon prouve qu'il trouve des difficultés de vivre cette situation de sans-emploi au sein la société. Un vécu très difficile, ils croyaient qu'après l'obtention de leur diplôme, ils doivent être des actifs (producteurs) pour aider la famille, ils sont devenus des consommateurs et cette situation les blessent moralement que parfois ils ne trouvent pas des mots à exprimer leurs douleurs qui les rongent toujours.

Des craintes ont été exprimées à l'effet que le chômage chez les jeunes entraînerait une radicalisation de leurs attitudes envers la société. Selon cette hypothèse, les jeunes ne pouvant trouvés du travail ressentiraient une frustration leur faisant rejeter le blâme de leur situation sur la société.

○ Le soutien de la famille vis-à-vis le jeune diplômé universitaire chômeur.

Tableau N° 46 : représente le soutien de la famille de jeune diplômé universitaire chômeur.

	Fréquence	%
Des fois	68	50,37
Non	53	39,26
Oui	14	10,37
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que 68 de nos enquêtés avec un pourcentage de 50,37 %, avaient des fois le soutien de leurs familles durant la période de chômage, 53 enquêtés avec un pourcentage de 39,26 %, n'avaient pas le soutien de leurs familles, le reste de notre échantillon qui représente 14 enquêtés avec un pourcentage de 10,37 %, avaient le soutien de leurs familles pendant la situation du chômage.

Comme les parents sont souvent pourvoyeurs d'aide matérielle et de soutien moral, leur attitude est déterminante dans la façon dont les jeunes vivent leur chômage.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

Certains aident leurs enfants à passer à travers cette situation en les encourageant. D'autres profitent de la dépendance financière de leurs enfants à leur égard pour exercer un contrôle excessif sans toutefois leur suggérer des stratégies pour régler leur problème ou simplement essayer de comprendre leur situation.¹

○ La difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis de la famille et de l'entourage.

Tableau N° 47 : représente l'avis de la population enquêtée vis-à-vis la difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis de leurs familles et de leurs entourages.

Difficulté	Fréquence	%
Oui	103	76,30
Non	32	23,70
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est 103 enquêtés avec un pourcentage de 76,30 %, éprouvent la difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis de leurs familles et de leurs entourages, suivi par 32 enquêtés avec un pourcentage de 23,70 %, ils n'éprouvent pas la difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis de leurs familles et de leurs entourages.

Nous constatons que la majorité de notre échantillon prouve qu'ils trouvent des difficultés de vivre cette situation de sans-emploi au sein des institutions familiales et de l'entourage social. Nous avons tenté à savoir quelles sont ces difficultés rencontrées par ces jeunes diplômés chômeurs, il y a ceux qui nous ont parlé du regard de cercle familial et de l'entourage social envers eux, ceux qui nous ont parlé sur la dépendance à leurs familles et qui ceux qui nous ont parlé des difficultés financières, et même nous avons remarqué que 6 enquêtés nous ont parlé de leur déception et de leur pessimisme par rapport à un avenir incertain.

¹ DEMERS Marie, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.792.

– Perspectives futures des jeunes diplômés chômeurs.

○ La lecture des annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi

Tableau N° 48 : Tableau représente les enquêtés qui lisent les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi.

Réponse	Fréquence	%
Oui	75	55,56
Des fois	57	42,22
Non	3	2,22
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est 75 enquêtés avec un pourcentage de 55,56 %, lisent les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi, suivi par 57 enquêtés avec un pourcentage de 42,22 % qui lisent des fois, le reste de notre échantillon qui sont 3 enquêtés avec un pourcentage de 2,22 %, ils ne lisent pas les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi.

La majorité des jeunes diplômés chômeurs et malgré leurs situation désastreuse, ils continuent leurs démarches de la recherche d'emploi, ils tentent quand même leurs chance à travers les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi et sur les réseaux sociaux. Ce qui explique clairement que ces jeunes refusent leur situation.

○ Les demandes d'emploi aux entreprises.

Tableau N° 49 : représente le nombre d'enquêtés qui font et qui ne font pas des demandes d'emploi aux entreprises.

Réponse	Fréquence	%
Oui	107	79,26
Non	28	20,74
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est 107 enquêtés avec un pourcentage de 79,26 %, font des demandes d'emploi aux entreprises. Contre 28 enquêtés avec un pourcentage de 20,74 %, qui ne font pas des demandes d'emploi aux entreprises.

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

La majorité des jeunes diplômés chômeurs font des démarches de la recherche d'emploi auprès des entreprises ; ils font des demandes dans le but d'être embauchés. Malgré qu'ils réclament l'absence de la transparence et l'égalité des chances lors de l'embauche, ils nous ont parlé beaucoup sur le Piston.

○ Le travail libéral création d'emploi à son compte.

Tableau N° 50 : représente ceux qui ont essayés de créer un travail libéral.

Réponse	Fréquence	%
Non	74	54,81
Oui	61	45,19
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est 74 enquêtés avec un pourcentage de 54,81 %, n'ont pas essayés de créer un travail libéral (petit magasin, travail à son compte). Contre 61 enquêtés avec un pourcentage de 45,19 %, ont essayés de créer un travail libéral.

Pour ceux qui ont essayé de créer une activité pour leurs compte, ils trouvent que cette idée va les aidés pour dépasser la période d'inactivité et du chômage, pour ceux qui n'ont pas essayés, ils considèrent qu'une activité libéral a besoin de fond pour commencer et ce qu'ils manquent aussi, vu que la plupart des chômeurs quand ils finissent leurs diplômes ils se trouvent dans une situation financière qui ne les permet pas de lancer une activité commerciale, qui nécessitent des moyens financières et matériels.

○ Les différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM)

Tableau N° 51 : représente ceux qui ont essayés de bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM)

	Fréquence	%
Non	81	60
Oui	54	40
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est 81 enquêtés avec un pourcentage de 60 %, ils n'ont pas essayés de bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM, ANDI, CNAC), contre 54 enquêtés avec

un pourcentage de 40 % ; ont essayés ou qui pensent à bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité.

Pour ceux qui n'ont pas essayés de bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM, ANDI, CNAC), ils y a entre eux ceux qu'ils trouvent que ces programmes sont Haram en Islam par ce que les banques donnent des prêts bancaires avec intérêts, autres qui préfèrent travailler avec leurs diplômes et il y a aussi ceux qui nous ont parlés de la bureaucratie et les longues procédures pour pouvoir bénéficier de ces programmes.

Pour ceux qui ont bénéficiés ou ceux qui pensent de bénéficier ; ils trouvent que ces programmes sont une opportunité pour eux et une solution pour sortir de leurs situation de chômage.

○ Les stratégies que vous utilisez pour fuir de la situation du chômage

Tableau N° 52 : représente les stratégies utilisées pour fuir de la situation du chômage

	Fréquence	%
Tous	62	45,93
Les démarches d'immigration	34	25,18
Travail informel	27	20
La recherche d'emploi	12	8,89
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est de 62 enquêtés avec un pourcentage de 45,93 %, utilisent des différentes stratégies pour fuir la situation du chômage tels que : Les démarches d'immigration, Travail informel et la recherche d'emploi ; suivi par 34 enquêtés avec un pourcentage de 25,18 %, qui sont en cours de faire les démarches d'immigration, et 27 enquêtés avec un pourcentage de 20 %, font recours au travail informel pour fuir de la situation du chômage, le reste de notre échantillon qui est de 12 enquêtés représente un pourcentage de 8,89 %, sont à la recherche d'emploi.

Vu leurs situation du chômage, les jeunes diplômés universitaires procèdent aux différentes stratégies pour fuir cette situation, la majorité suivent plusieurs démarches en même temps, il y a ceux qui font recours au travail informel, en d'autre terme le travail en noir, pour les autres ils font des démarches d'immigration, car ils trouvent que c'est la seule solution, vu que le marché du travail en Algérie n'est pas capable d'absorber tous les primo

demandeurs, pour les autres ils voient qu'à l'étranger ils vont avoir plus d'opportunités mieux que dans leurs pays, il y a aussi ceux qu'ils voient qu'en Algérie, il faut connaître quelqu'un pour avoir un poste de travail ; il y a aussi ceux qui font les demandes d'emplois auprès des entreprises.

○ **Projet de partir l'extérieur du pays**

Tableau N° 53 : représente le projet d'immigration chez la population de notre enquête.

Projet de partir l'extérieur du pays	Fréquence	%
Oui	112	82,97
Non	23	17,03
Total	135	100

Source : Enquête

Le tableau ci-dessus montre que la majorité de notre échantillon qui est de 112 enquêtés avec un pourcentage de 82,97 %, avaient le projet de partir à l'extérieur de pays, suivi par 23 enquêtés avec un pourcentage de 17,03 % qui n'ont pas un projet de quitter le pays ou de partir à l'extérieur de pays.

Nous constatons que la majorité de nos enquêtés ont tendance d'immigrer à l'extérieur du pays ; pour ces jeunes diplômés chômeurs, l'immigration constitue la dernière solution pour eux pour fuir de leur situation de chômage et chercher des opportunités ailleurs.

4. Synthèse des réponses :

Après l'analyse et l'interprétation des données recueillies à l'aide du questionnaire qu'on a distribué pour la catégorie des diplômés d'université de la wilaya de Béjaia. Dans le but de s'exprimer et de nous relater leurs expériences et partager leurs vécus quotidiens en situation de chômage. ; Nous pouvons constater que :

Pour la première hypothèse « La situation du chômage chez les jeunes diplômés universitaires renforcerait le sentiment d'exclusion et ainsi une diminution de l'estime de soi ». D'après les résultats obtenus dans notre enquête nous pouvons se référer aux tableaux N° 31, jusqu'à le tableau N° 39.

Selon le tableau N° 32, la majorité de nos enquêtés ne fréquentent pas les endroits publics ; cela est un indice de l'isolement social ; et dans le tableau N° 36 ; la majorité de nos enquêtés n'ont pas d'espoir de trouver un emploi qui leur convient dans le futur proche, cela s'explique par le sentiment de désespoir, et dans le tableau N° 39 ; la majorité de nos enquêtés

Chapitre V : Analyse et interprétation des résultats

trouvent la difficulté de vivre la situation du chômage et à partir de ces données, chose qui nous a aidé à confirmer l'hypothèse ci-dessus.

Concernant, deuxième la hypothèse qui suggère que « La situation du chômage chez les jeunes diplômés universitaires pourrait constituer une cause principale de l'exclusion sociale ». Suite, aux résultats obtenus dans notre recherche on a pu vérifier cette hypothèse à partir des données suivantes :

Selon le tableau N° 41 ; la majorité des jeunes diplômés chômeurs avaient des difficultés financières durant la période de chômage, ce qui explique l'intégration de ces jeunes au travail informel. Et le tableau N° 42 indique que 90,37 % de nos enquêtés ne sont pas adhérents dans le mouvement associatif et le tableau N° 43 indique que la moitié de nos enquêtés avaient des mauvaises relations avec leurs familles par ce que selon eux ils n'ont pas l'encouragement de la famille et des amis durant leur chômage, et dans le tableau N° 47 ; la majorité de nos enquêtés ont approuvés la difficulté de vivre la situation du chômage au sein de leur entourage familial et social. A partir de ces données, Nous pouvons clairement confirmer notre hypothèse.

Comme nous avons également testé une autre hypothèse qui suggère que « Les jeunes diplômés universitaires qui se trouvent en situation de chômage développent des différentes pratiques pour sortir de leur situation ». Et cette hypothèse est objectivement justifiée par les données de notre enquête :

Le tableau N° 48, indique que la population de notre enquête, lisent les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi. Et le tableau N° 49, indique que la majorité de nos enquêtés font des demandes d'emplois aux entreprises ; aussi dans le tableau N° 50, 51 ; on peut observer l'existence d'une autre catégorie de jeunes qui ont essayé de créer des activités à leur compte, soit à travers les différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM) ; comme nous avons constaté qu'il y a ceux qui font les démarches d'immigration ce qui indique le tableau N° 53.

Donc à partir de ces données, qui correspondent à l'hypothèse ci-dessus nous permet de la confirmer.

Conclusion

Conclusion

En termes de conclusion, le problème du chômage en Algérie est précisément chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, constitue une préoccupation majeure dans la société Algérienne. Toute fois si le chômage est très mal vécu par l'ensemble des jeunes chômeurs, il reste que son impact est plus désastreux chez les diplômés universitaires. Notamment en parlant d'une tranche de jeunes diplômés universitaires de la wilaya de Bejaia.

Malgré les efforts fournis par cette frange pour sortir de cette situation, mais ils se sentent écarté du marché du travail où l'offre d'emploi se soumet par des connaissances (piston). Pour cet objectif, les jeunes traversent un vécu que nous avons tenté de décrire tout au long de notre travail de recherche.

Nous avons adopté une démarche, une approche sociologique pour pouvoir traiter le vécu personnel, social, de ce phénomène, ainsi que les ambitions futures. Nous avons pu découvrir quand même que cette situation des jeunes chômeurs est négligé au sein des institutions d'insertion des jeunes, car les frontières sont incertaines. Malgré que L'état Algérien à essayée de créer des différents dispositifs afin d'absorber le taux de chômage, ou de lutter contre ce phénomène, il reste une réalité conçue par tout le monde et une problématique au cœur des mouvements sociaux.

Le chômeur en tant qu' individu est le plus touché, ce dernier, étant étudiant était plein d'espoir et d'enthousiasme de sortir de l'université avec un ou plusieurs diplômes qu'il lui permettront de postuler à un travail stable et digne de ses compétences. Une fois arrivé au marché du travail il se trouve confronté à divers obstacles, tels que le piston, l'exigence de l'expérience, la carte militaire pour les garçons...etc. Malgré leurs endurance, et le sentiment d'être humilié ou méprisé la plupart des diplômés chômeurs cherchent à trouver de petits boulots, afin d'avoir un petit gain pour pouvoir survivre et subvenir à leurs besoins quotidiens.

Il est important de signaler que malgré leur temps vide, peu ont des loisirs. La plupart de nos enquêtés ne fréquentent pas les endroits publics et même ils n'ont pas adhéré au mouvement associatif, sauf quelques uns, il est important aussi de signaler que ces jeunes diplômés chômeurs, prouvent qu'ils trouvent des difficultés de vivre cette situation de sans-emploi au sein des institutions familiales et de leur l'entourage social. Nous avons tenté de savoir quelles sont ces difficultés rencontrées par ces jeunes diplômés chômeurs, il y a ceux qui nous ont parlé du regard de cercle familial et l'entourage social envers eux, ceux qui nous on

Parlé de la dépendance vis-à-vis leurs familles et ceux qui nous ont parlé des difficultés financières rencontrés.

Ce qui concerne, les perspectives et les ambitions de ces jeunes diplômés universitaires qui sont en situation du chômage, la plupart d'entre eux avaient des projets et des démarches, chacun avait sa façon ; entre ceux qui font des démarches de la recherche d'emploi, ceux qui pensent de créer un travail libéral, pour l'immigration ; ils envisagent tous à l'exception de trente-deux sur cent trente cinq enquêtés à quitter le pays, car pour eux l'étranger est une solution.

Liste bibliographique

○ Ouvrages

1. **DAMAZIERE, Didier.** *La sociologie du chômage.* Paris : édition la découverte, 1995. p. 5.
2. **DAMAZIERE, Didier.** *Sociologie du chômage.* paris : édition la découverte, mai 2006. p. 89.
3. **OIT.** *Emploi et questions sociales dans le monde – Tendances 2018.* OIT. 22 janvier 2018. p. 1.
4. **Mohammed, MEZIANI.** *emploi des jeunes en Algérie : évaluation des dispositifs publics d'emploi mis en place.* juillet, 2011, p. 8 et 13.
5. **D, MONTROY B et CROZET.** *Gestion des ressources humaines.* Paris : organisation, 1996. p. 141.
6. **Maurice, ANGERS.** *Initiation pratique a la méthodologie des sciences humaines.* Alger: Casbah, 1997. p. 22.
7. **DEPELTEAU François,** *La démarche d'une recherche en sciences humains,* éd de Boeck, Paris, 2003, p178.
8. **DEMAZIER Didier,** *La sociologie du chômage,* édition La découverte, Paris, 1995, p.03.
9. **DEMAZIERE Didier,** *sociologie du chômage,* édition La découverte, Paris, 1995, p.18.
10. **BOUDON Raymond,** *les méthodes en sociologie,* 11eme édition, paris 1998, P33
11. **ANGERS Maurice,** opcit. p140.
12. **FREYSSINET, Jacques.** *le chômage.* 11e édition. paris : la Découverte, 2004. pp. 11,12.
13. **DEMAZIER Didier.** *La sociologie du chômage.* Paris : La Découverte, 1995. pp. 3,4
14. **FREYSSINET, Jacques.** *Le chômage.* 11e édition. Paris : la Découverte, 2004. pp. 10,11.
15. **DEMAZIER Didier,** *La sociologie du chômage, édition la Découverte,* Paris 1995, P, 6.7.
16. **BLARDONE Gilbert et autre,** Op Cit, P : 5.
17. **TCHIBOZE Guy,** *Économie du travail,* édition Dunod, Paris, 1998, p44

18. Gautié, Jérôme. *Le chômage*. 2e édition. Paris : La Découverte, 2015. pp. 28-29.
19. **STEPHANIE Treillet**, *L'économie de Bandoeng à la mondialisation*, 2e éd, Armand colin, Paris, 2007, p.231.
20. **Mohamed Saïb, Musette**, op. Cit., p. 10.
21. **Mohamed Saïb, Musette**, op. Cit., pp. 7-8.
22. **Didier, DAMAZIERE**, *La sociologie du chômage*, éd. La découverte, Paris, 1995, p 91.

○ **Dictionnaires**

1. **Pierre, AKOUN André et ANSART**. *dictionnaire de sociologie*. paris : le robert seuil, 2006. p. 72.
2. **BIT, Bureau international du travail**.
3. **FREEEOL Gille et autres**, *dictionnaire de sociologie* ,3ed Armande colin, paris 2004, p19.
4. **RAYMOND Boudon et autres**, *dictionnaire de sociologie*, éd Larousse, paris, 1993, p39.
5. **BOUDON Raymond et autres**, **Dictionnaire de sociologie**, Édition Larousse, Paris, 2005, p. 94.
6. **AKOUR André et ANSART Pierre**, **Dictionnaire de sociologie**, Édition le Robert Seuil, Paris, p.298.
7. **GRAWITZ Madeleine**, **Lexique des sciences sociales**, 7e éd., Dalloz, Paris, 2000, p.245.
8. **Frédéric Lebaron**, *la sociologie A à Z*, édition Dunod, Paris, 2009, p 93
9. **Raymond Boudon, Philippe Besnard, Mouhamed Cherkaoui, Bernard Pierre-Lécuyer**. *Dictionnaire de la sociologie*. Madrid : La rousse, 2012. p. 30.
10. **BRUNO Alain**, *dictionnaire d'économie et des sciences sociales*, ellipses, paris, 2005, p288.

○ **Articles et revues**

1. **GAUTIER. M**, *L'âge des jeunes : un fait social instable*, *Lien social et politique*, n° 43, 2000, pp.23-32

2. **PATRICE Dumas**, *Problèmes économiques contemporains*, Article, le 17 septembre 2006.
3. **DEMERS, Marie**. *chômage chez les jeunes : conséquences psychologiques et sociales. relations industrielles/ Industrial Relations*. [éd.] Département des relations industrielles de l'université Laval. 1983, Vol. 38, 4, pp. 789-797.
4. **Abla, Boulkroune Nora et Rouag**. **La problématique des jeunes au chômage. LAPSI, 2017, 14, pp. 66,67.**
5. **MEZIANI, Mouloud Med**. *L'emploi en Algérie : Les dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes*. overblog.Alger, 30 Juillet 2013.
6. **Salima, BENYAHIA**. *Le chômage en Algérie : Caractéristiques, causes et conséquences*. Revue de l'Ijtihad D'études juridiques et économiques. 20 Novembre 2018, Vol. 08, 01, pp. 28-29.
7. **GHOUATI Ahmed**, *politiques d'emploi et insertion des jeunes diplômés en Algérie*, Revue PHRONESIS. Université de Sherbrooke, p 43, Volume 8, numéro 3-4, 2019.
8. **Salima, BENYAHIA**. *Le chômage en Algérie : Caractéristiques, causes et conséquences*. Revue de l'Ijtihad D'études juridiques et économiques. 20 Novembre 2018, Vol. 08, 01, pp. 29-32.
9. **MUSETTE Mohamed**, *Le marché du travail en Algérie: une vision nouvelle ?* , CREAD, Alger (2013).
10. **Moundir LASSASSI et Nacer-eddine HAMMOUDA** « 50 ANS D'INDEPENDANCE : QUELLE EVOLUTION DE LA SITUATION DU MARCHE DU TRAVAIL EN ALGERIE ? », Les cahiers du CREAD n°100-2012.
11. Les cahiers du CREAD n°100-2012, p-116.
12. **Musette Mohamed Saïb et all**, *Marché du travail et emploi en Algérie : élément pour une politique nationale de l'emploi*, établi par L'OIT, Alger, octobre 2003, p-10.
13. **Nadji KHAOUA**, « *l'entreprise, l'université et le marché de travail en Algérie : tentative d'analyse* ». revue de chercheur- n° 6.2008.
14. **DEMERS Marie**, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.792

15. **CHERRIET Athmane**, « *Mondialisation de l'économie Algérienne : du big-bush a l'ajustement structurel* » in revue des Sciences Humaines n° 31, juin 2009, vol B, économie, p-32.
16. **BOUZID Nabil**, « *l'interface enseignement supérieur –monde de travail en Algérie : de quoi sagit-il ?* » In revue de CREAD, n° 59/60-1^{er} et 2 trimestres, CREAD.
17. **DEMERS Marie**, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.788.
18. **DJAMEL Feroukhi**, « *la problématique de l'adéquation, Formation-Emploi : mode d'insertion et trajectoires professionnelles des diplômés des sciences exacte et de la technologie*, CREAD, Alger, 2005.
19. **Musette Mohamed Saïb et all**, op cite, p-12.
20. **Musette Mohamed Saïb et Nacer eddine HAMMOUDA**, « *Evaluation des effets du PAS sur le marché de travail en Algérie* »,CREAD,n° 46/1998 ?P-162-163.
21. **Musette Mohamed Saïb et Nacer eddine HAMMOUDA, ISLI Mohamed arezki**,op cite ,p7-8.
22. **FOURCAD Bernard**, « *les observatoires de l'emploi et de la formation professionnelle au magreb : outils d'accompagnement des transformations du marché du travail et la formation professionnelle* », in revue européenne de formation professionnelle, n°37-2006/1P.93.
23. **DEMERS Marie**, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.789.
24. **PLANTE Marie-Carmen**, *La santé mentale des jeunes et le chômage*, Santé mentale au Québec, vol. 9, n° 2, 1984, p.19.
25. **DEMERS Marie**, *Chômage chez les jeunes: Conséquences psychologiques et sociales*, Relations industrielles vol.38, n° 4, 1983, p.790.

○ **Site web**

1. <https://www.psychologie-sociale.com/index.php/fr/theories/normes/20-les-representations-sociales>.
2. http://www.oeconomia.net/OECONOMIA/economie_generale/.html

3. <http://www.ecossimo.com/45-les-causes-du-chomage.html>.
4. <http://phylog.perso.neuf.fr/chocaus.htm>.
5. <http://www.economiesolidaire.com>.
6. www.ons.dz
7. [http://www.manpowergroup.fr/diplôme/Chômage des jeunes au Maghreb: qualité contre quantité de la formation?](http://www.manpowergroup.fr/diplôme/Chômage%20des%20jeunes%20au%20Maghreb%3A%20qualité%20contre%20quantité%20de%20la%20formation%3F) Atelier de l'emploi, publié le 7 février 2012.
8. [http://www.mouvement pour un développement humain.fr/quelles-sont-les-causes-et-conséquences-de chômage](http://www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr/quelles-sont-les-causes-et-conséquences-de-chômage).
9. http://www.lafinancepourtous.com/IMG/pdf/6_Modules1_Marches_Prix.pdf.
10. <http://www.anem.dz/>

○ **Organismes**

1. ANSEJ Béjaia
2. ANEM Bejaia
3. ANGEM Bejaia
4. DAS Béjaia

○ **Mémoires**

1. **SARADOUNI Mohammed, TIGHERMET Hakim**, *La représentation du travail aidé chez les salariés insérés dans le cadre de l'ANEM, Cas des employés des entreprises ALCOVEL et MAC-SOUM d'Akbou*. Mémoire de fin de cycle, université de Béjaia, 2014-2015, pp 30-34.

Les Annexes

Questionnaire de recherche

Partie 01 : Données personnelles :

1. Merci de vous entrer ici votre pseudonyme

.....

2. Quel âge avez-vous ?

..... Ans

3. Quel est votre sexe ?

A- Masculin .B- Féminin

4. Quel diplôme avez-vous obtenu?

A- Licence .B- Master

5. Quelle est votre situation matrimoniale ?

A- Célibataire .B- Marié (e)

C- Divorcé (e) .D- Veuf/veuve

6. Quand avez-vous obtenu votre dernier diplôme ?

A- 2014 .B- 2015 .C- 2016

D- 2017 .E- 2018

7. Êtes-vous inscrit dans l'un des dispositifs d'emploi ?

A- ANEM .B- DAS .D- Aucun

8. Êtes-vous bénéficié dans l'un des programmes de création d'activités ?

A. Oui .B- Non

9. Avez-vous déjà une expérience professionnelle ?

A- Oui .B- Non

Partie 02 : Le vécu personnel du chômage chez les jeunes diplômé de l'enseignement supérieur

10. Comment vous faites pour battre la routine engendrée par le chômage ?

- A- Faire des loisirs .B- Faire de sports
C- Passez le temps avec vos amis .D- Aucune activité
E- Autre (préciser)

11. Faites vous des activités sportives loisirs (sorties culturelles, bénévoles, temps pour soi...Etc.)

- A- Plusieurs fois .B- Des fois
C- Rarement .D- Jamais

12. Fréquentez-vous les espaces publics (les cafétérias, le cinéma, les voisins, les sorties avec vos amis...Etc.) ?

- A- Oui .B- Non Des fois

13. Parlez-vous sur votre expérience du chômage avec votre entourage (famille, proches, amis).

- A- Oui .B- Non

Si non pourquoi ?

.....
.....

14. Quelle est votre sentiment envers votre situation du chômage ?

- A- Optimiste .B- Pessimiste C- Normal

15. Avez-vous toujours de l'espoir de trouver un emploi qui vous convient ?

- A- Oui .B- Non

Si non pourquoi ?

.....
.....

16. Comment voyez-vous votre avenir dans une future proche ?

- A- Bon .b- confus c- vous ne sais pas

17. Sentez-vous dépendant à votre famille ?

- A- Oui .b- non .c- un peu

18. Selon vous, quelles sont les raisons qui vous ont conduit à être chômeur ?

A- La politique d'emploi de l'Etat

A- La qualité de système éducatif

B- La qualité de votre formation

C- Autre

19. Éprouvez-vous la difficulté de vivre la situation du chômage ?

A- Oui .B- Non

Partie 03 : Le vécu du chômage chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur vis-à-vis de l'environnement familial et social :

20. D'où vient l'argent que vous dépensez ?

A- Les donations de votre famille .B- Travail informel

C- Autre (préciser)

21. Avez-vous des difficultés financières ?

A- Oui .B- Non .C- Des fois

22. Avez-vous déjà adhéré à une/des association (s) ?

A- Oui .B- Non

23. Pouvez-vous nous dire comment sont-ils vos relations avec les membres de votre famille, les proches et les amis ?

A- Excellente .B- Moyenne C- Mauvaise

24. Avez-vous senti un regard inapproprié de la part de votre famille envers vous ?

A- Jamais .B- Des fois C- Souvent

25. Avez-vous senti un regard inapproprié de la part de votre entourage social envers vous ?

A- Oui .B- Non C- Des fois

26. Avez-vous le soutien de la part de votre famille vu votre situation du chômage ?

A- Oui .B- non C- Des fois

27. Éprouvez-vous la difficulté de vivre la situation du chômage vis-à-vis votre famille et votre entourage ?

A- Oui .b- non

Si oui lesquelles ?

.....
.....

Partie 03 : Perspectives futures des jeunes chômeurs de l'enseignement supérieur :

28. Lisez-vous les annonces d'offre d'emploi dans les journaux ou dans les sites d'offre d'emploi ?

A- Oui .B- Non .C- Des fois

29. Avez-vous fait des demandes d'emploi aux entreprises ?

A- Oui B- Non

30. Avez-vous essayé ou de créer un emploi (petit magasin, travail à son compte) ?

A- Oui B- Non

31. Avez-vous pensé de bénéficier d'un des différents programmes d'appui à la création d'activité (ANSEJ, ANGEM) ?

A- Oui B- Non

Si non pourquoi ?

.....
.....

32. Quels sont les stratégies que vous utilisez pour fuir de la situation du chômage ?

A- Travail informel B- La recherche d'emploi

C- Les démarches d'immigration D- Autre

33. Avez-vous un projet de partir l'extérieur du pays ?

A- Oui B- Non

Résumé :

Chaque année, qu'ils sortent de grandes écoles ou non, les jeunes diplômés se retrouvent parfois face à un phénomène qui est le chômage. Ce dernier avait des effets économiques, sociaux et psychologiques sur les chômeurs, Pour le jeune diplômé de l'enseignement supérieur qui se retrouve en situation de chômage, il s'agit avant tout d'une situation individuelle dans laquelle sa condition psychologique et son vécu quotidien seront affectés. Il est exposé à la pression sociale de se trouver du travail, pression qui provient principalement de ses parents et amis et son entourage. Ce vécu des jeunes diplômés universitaires chômeurs constitue un intérêt d'être étudié. Pour cela nous avons cherché à comprendre leurs expériences à travers une enquête réalisée à Bejaia auprès d'un échantillon de 135 jeunes diplômés chômeurs examine les difficultés rencontrés par ces derniers durant la période du chômage.

Mots clés : Chômage, chômeur, jeunes, exclusion sociale, représentation sociale, pratique.

Abstract :

Every year, whether they graduate from grandes écoles or not, young graduates sometimes find themselves facing a phenomenon which is unemployment. The latter had economic, social and psychological effects on the unemployed. For the young graduate of higher education who finds himself in a situation of unemployment, it is above all an individual situation in which his psychological condition and his experience daily will be affected. He is exposed to social pressure to find work, which mainly comes from his relatives and friends and those around him. This experience of young unemployed university graduates is of interest to be studied. To do this, we sought to understand their experiences through a survey carried out in Bejaia with a sample of 135 young unemployed graduates examining the difficulties encountered by the latter during the period of unemployment.

Keywords: Unemployment, unemployed, young people, social exclusion, social representation, practice.